Qu'en est-il de la lisibilité des contrats au Canada français.

by

Elise Andrea Goodman

A thesis submitted to the Faculty of Graduate and Postdoctoral
Affairs in partial fulfillment of the requirements
for the degree of

Masters of Arts

in

French

Carleton University
Ottawa, Ontario

© 2011
Elise Andrea Goodman

Library and Archives
Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence
ISBN: 978-0-494-81654-7
Our file Notre référence
ISBN: 978-0-494-81654-7

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

■ ■ ■
Canada

Résumé

Cette étude présente le domaine de la jurilinguistique et met en évidence son importance dans la société canadienne. Nous regardons le processus de la simplification du langage juridique qui a déjà été effectué. Avec le but de démontrer les différents niveaux de compréhensibilité du langage juridique textuel, nous mettons en évidence l'utilisation des formules de lisibilité dans ce domaine. L'historique des formules de lisibilité est aussi présenté. Nous utilisons la formule de lisibilité de Georges Henry pour mesurer le niveau de lisibilité d'une série de documents juridiques pour les consommateurs. La méthodologie montrera comment les différentes parties de chaque contrat sont adaptées aux différents niveaux d'éducation.

Mots clés : lisibilité, langage juridique, jurilinguistique, analyse textuelle

Abstract

This study presents the field of study that is jurilinguistics and illustrates its importance in Canadian society. We explore the various attempts that have been made with respect to the simplification of legal language. With the goal of showing the varying levels of comprehensibility of textual legal language we demonstrate how readability formulae may be used in this field. The history of the field of readability is also presented. With the use of the Henry readability formula we are able to measure the level of readability of a series of consumer legal documents. The methodology will show how different parts of each contract are adapted to different levels of education.

Key words: jurilinguistics, readability, legal language, textual analysis

Remerciements:

J'aimerais remercier profondément ma directrice Professeure Carmen LeBlanc pour l'aide qu'elle m'a apportée.

Mes remerciements vont également aux Professeurs Pascal Gin et Robert Fournier du département de français à l'université Carleton pour leurs conseils aux stades initiaux de mes recherches.

I am especially grateful to my parents, Ruth and Larry Goodman, for their constant love and support. Et un grand merci à Michael Gauthey pour ses inspirations, sa patience et son encouragement, avec qui je n'aurais pas pu réaliser cette étude.

Table des matières

Introduction.....	1
Chapitre 1 : Le domaine de la jurilinguistique	6
1.1 Les usages spécifiques du langage juridique au Canada	7
1.2 Les complexités du langage juridique	10
1.2.1 L'effet Thémis et le vocabulaire.....	11
1.2.2 L'ambiguïté et l'organisation du texte	15
1.3 L'évolution du langage juridique	16
1.3.1 Le rôle de la langue française dans le droit anglais	16
1.3.2 Le vocabulaire du droit.....	17
1.4 Le style juridique	20
1.4.1 Quelques aspects du style juridique	20
1.4.2 L'origine de la perpétuation du style juridique	21
1.5 Études de cas en jurilinguistique	23
1.5.1 Les instructions aux jurys.....	24
1.5.2 La compréhension de contrats.....	25
1.5.3 Les éléments qui influencent la compréhension	27
1.6 Un mouvement pour la lisibilité	28
1.7 Le choix du sujet	31
1.7.2 L'approche privilégiée	32
Chapitre 2 : La lisibilité	33
2.1 Les premières tentatives	33
2.2 La lisibilité et l'école.....	37
2.3 La naissance d'un domaine d'analyse	40
2.4 Le développement des formules de lisibilité	43
2.5 Domaines utilisant les formules de lisibilité	48
2.6 Les tests de lisibilité en français	50
Chapitre 3 : La méthodologie de l'analyse.....	58
3.1 Étape 1	58
3.1.1 La division des textes.....	59

3.2 Présentation du corpus	60
3.2.1 Le prêt scolaire	62
3.2.2 Le contrat Visa Desjardins	63
3.2.3 Les modalités d'utilisation du site http://fr.canoe.ca/	64
3.2.4 Le contrat Budget.....	66
3.2.5 Le contrat d'assurance automobile	67
3.3 Exceptions.....	68
3.4 La formule courte de Henry	69
3.5 Étape 2.....	73
3.5.1 Exemple	73
3.6 Étape 3.....	74
Chapitre 4 Les résultats de l'analyse :	76
4.1 Nombre de mots par section	76
4.2 Nombre de mots par phrase (MP)	77
4.3 Valeur/Résultats de mots absents de la liste de Gougenheim (AG)	80
4.4 L'ouvrage de Normand Beauchemin	81
4.5 Valeur/Résultats d'indicateurs de dialogue (DEXGU)	86
4.6 Tableau 4	87
4.7 Scores de lisibilité.....	88
4.7.1 Le prêt étudiant.....	89
4.7.2 Le contrat Visa	90
4.7.3 Les modalités Canoë	91
4.7.4 Le contrat Budget.....	92
4.7.5 Le contrat de l'assurance	92
4.7.6 Résumé des scores de lisibilité du niveau 11-12	93
Scores de lisibilité du groupe A.....	94
4.7.6.1 Début	94
4.7.6.2 Milieu	94
4.7.6.3 Fin.....	94
4.8 Étape 2 : Résultats des calculs du type token ratio	95
4.9 Pourcentages du type token ratio.....	96

4.10 Étape 3 : Défis de la méthodologie.....	97
Conclusion.....	100
Annexe	105
Conditions d'utilisation Canoe	105
Contrat Budget	111
Pret Etudiant	114
Visa	116
Assurance	124
Ouvrages cités et/ou consultés.....	130

Introduction

Le fait de bien comprendre ce que nous lisons et entendons dans notre société moderne est indéniablement une nécessité. Certes, il est impossible de rendre tout document compréhensible pour chaque personne. En effet, nous avons tous des connaissances uniques et des aptitudes différentes. De plus, notre niveau d'éducation varie considérablement.

Ajoutons à cela certaines rédactions et présentations orales qui sont conçues pour des destinataires spécifiques. Il existe un grand nombre de domaines qui publient et présentent leurs projets exclusivement pour les initiés d'une profession. Pour ces domaines, nous pouvons respecter leurs choix linguistiques parce que nous espérons que les initiés ont une compréhension efficace du matériel présenté. Néanmoins, il y a un domaine qui concerne non seulement les initiés mais aussi le grand public, c'est le droit.

Les initiés de la profession juridique communiquent souvent entre eux. Dans ces cas, nous ne pouvons pas demander que le langage soit accessible aux profanes. Toutefois, quand l'intention est de communiquer avec les profanes, nous sommes en droit d'exiger que le langage soit accessible au moins pour la majorité de la population.

Ici au Canada le nombre de Canadiens qui consultent ces textes juridiques est

énorme. Les raisons pour lesquelles ces personnes consultent ces documents sont liées aux nombreux services qu'ils utilisent au cours de leur vie. Des exemples de ces services sont l'internet, les cartes de crédit, les prêts scolaires, les contrats automobiles, les politiques d'assurance et les hypothèques. Parmi les personnes qui utilisent ces services et produits, combien d'entre-elles ont lu les contrats qui leur sont afférents? Combien de personnes comprennent le langage dans ces contrats et arrivent à en déchiffrer toutes les clauses?

Le travail pour rendre la langue du droit intelligible représente un sous-domaine de la jurilinguistique. La jurilinguistique comprend aussi l'étude et les analyses de la langue du droit. Dans ce domaine il n'est pas toujours vrai que le transfert et la réception du message s'effectuent de façon fluide et claire. Dans ces cas, les récepteurs de messages ne sont pas toujours capables de décoder le contenu désiré. Ces difficultés d'interprétation peuvent certainement avoir des conséquences.

L'idée venue du monde anglophone de vouloir réaliser une étude jurilinguistique vient de la perception, que le langage juridique est problématique pour les profanes. Il était admis que le langage dans les textes comprenait plusieurs enjeux au niveau de la compréhension. La consultation avec initié de la profession n'est pas toujours une solution au problème; on ne fait pas appel à un avocat, par exemple, chaque fois qu'on consulte un document juridique.

Nos intérêts personnels en linguistique et en droit nous ont motivée à chercher un moyen de combiner ces deux domaines et d'effectuer une étude sur la langue française. Au Canada nous avons une grande diversité culturelle et linguistique. Les deux langues officielles, le français et l'anglais, ont un statut identique dans notre société. Nous avons réalisé cette étude en français parce qu'il y a un manque d'information à ce sujet dans le monde francophone canadien. Nous avons trouvé d'amples ressources en anglais, à la fois dans les contextes américain, canadien et européen. Toutefois, les ouvrages, les articles et les études de cas dans ce domaine étaient considérablement limités pour le français. Ce sujet n'a pas été étudié autant dans le monde franco-canadien et les études et analyses sont plus abondantes en anglais,

Notre intention était de rechercher dans le domaine de la jurilinguistique un élément d'étude qui contribue au manque de clarté dans un texte. Ce manque de clarté contribuant ensuite à une faible lisibilité. Nous nous sommes d'abord demandée comment effectuer une analyse de cette sorte. Nous avons voulu examiner les études déjà existantes et voir qui avait déjà tenté d'étudier ce sujet en français.

Est-ce qu'il existe une méthodologie bien établie pour mesurer le niveau de lisibilité du langage, du langage technique? Est-ce qu'il existe une méthodologie spécifiquement conçue pour l'évaluation du langage du droit, et le langage du droit français? Est-ce que cette difficulté de compréhension est juste une

perception sociale? Est-ce que les problèmes sont au niveau de l'organisation du texte? Est-ce que cela dépend de la compagnie offrant le service ou le produit ou des choix linguistiques de leurs rédacteurs? Comment effectuer une analyse pour pouvoir mesurer le niveau de compréhension ou de lisibilité des documents juridiques canadiens?

Pour pouvoir répondre à ces questions, nous avons conçu notre propre étude. Notre étude porte sur les contrats juridiques destinés au grand public. Nous avons été extrêmement motivée à compléter une étude de cette sorte en français afin de vérifier si les perceptions négatives face au langage juridique des contrats anglais en Amérique du Nord allaient être confirmées dans le cas du français.

Dans le premier chapitre, nous présenterons le domaine de la jurilinguistique. Nous mettrons en évidence les éléments inhérents à ce domaine. Nous présenterons les particularités de ce domaine dans les contextes canadiens anglophone et francophone, ainsi qu'ailleurs dans le monde. Ce chapitre comprendra aussi des informations pertinentes concernant la nature du système juridique au Canada. La portée du problème de la compréhension sera aussi abordée.

Dans le deuxième chapitre, nous présenterons un survol de l'historique de la lisibilité. Nous nous pencherons sur les détails de notre cadre théorique, ainsi

que sur les raisons qui nous ont motivées à choisir ce cadre d'analyse.

Le troisième chapitre comprend la présentation de notre corpus ainsi que la description détaillée de la méthodologie de l'analyse. Nous terminerons, au quatrième chapitre, avec les résultats de l'analyse qui sera suivi de la conclusion.

Chapitre 1 : Le domaine de la jurilinguistique

Le domaine de la sociolinguistique peut être divisé en de nombreuses branches spécialisées. Une de ces branches appartient au domaine, moins connu mais non moins pertinent, du langage du droit. Autrement connue sous le nom de linguistique juridique, ou jurilinguistique, cette branche comprend l'étude scientifique des éléments linguistiques inhérents au domaine du droit.

Une étude jurilinguistique portera sur un ou plusieurs sous éléments de la langue du droit et sera adaptée aux particularités d'un système juridique propre à un pays ou à un regroupement d'états par exemple. En effet, chaque pays a ses propres lois tandis que d'autres les partagent mais ont, néanmoins, des manières différentes d'exprimer et d'expliquer ces lois.

Afin de bien situer le cadre d'analyse de notre étude, dans une première section, nous allons prendre en considération les éléments suivants : le rôle du langage dans le domaine du droit, le système juridique canadien et la traduction juridique. Ce chapitre comprendra ensuite des sections sur la complexité du langage juridique, l'histoire de l'évolution du langage juridique, le style juridique, les études de cas dans ce domaine et le mouvement pour la lisibilité. Nous parlerons en dernier des spécificités de la présente étude.

1.1 Les usages spécifiques du langage juridique au Canada

Dans cette section, nous allons considérer deux éléments : les usages spécifiques du langage et son rôle dans le système juridique canadien. Nous commencerons avec les usages spécifiques du langage.

Dans une société, nous communiquons entre individus surtout grâce au langage. Le droit et les règles qui gouvernent notre pays utilisent aussi la forme langagière. Le langage représente d'ailleurs l'outil principal des initiés de cette profession; tous les systèmes juridiques du monde doivent inclure le domaine de la linguistique. Toutefois, le langage du droit implique des usages spécifiques qui diffèrent de l'emploi ordinaire du langage (Ingber 1990 :9). Ce sont ces usages spécifiques du langage qui nous donnent une idée de l'ampleur de ce champ d'études.

Au Canada, nous avons un système juridique particulier. Notre pays est à la fois bilingue et bijuridique. Nous avons le droit civil dans la province de Québec, et la *Common Law* dans les autres provinces et territoires. Les lois dans les deux systèmes juridiques du Canada doivent être clairement rédigées en français ainsi qu'en anglais puisque les deux ont également force de loi. Ces aspects bijuridique et bilinguistique du Canada augmentent les possibilités d'analyse pour l'étude jurilinguistique.

Une des branches spécialisées de la jurilinguistique est la traduction. La

traduction du langage juridique est un champ d'études important et qui suscite l'intérêt des linguistes et des traducteurs partout dans le monde. Il existe des tentatives pour améliorer comment les textes sont traduits et des experts y travaillent. Nous allons premièrement examiner les enjeux de la traduction juridique, plus particulièrement l'équivalence sémantique et la précision. La précision est, comme dans bien d'autres cas, un élément essentiel de ce domaine. En effet, les traducteurs juridiques doivent bien choisir le mot qui réfère exactement au contexte spécifique qu'ils tentent de mettre en évidence¹. Nous verrons en détails un peu plus loin la question du vocabulaire juridique. Il y sera question de la façon dont les mots peuvent avoir une signification différente en français juridique et en français commun.

Un autre problème auquel font face les traducteurs juridiques est l'aspect évolutif du domaine juridique. Il ne s'agit pas d'une science exacte et le vocabulaire illustre bien ce phénomène. Comme pour le vocabulaire courant, celui du français juridique évolue au fil du temps. Les traducteurs dans le domaine juridique doivent s'assurer qu'ils sont au courant des changements et développements les plus récents pour bien les refléter dans leurs traductions.

En tenant compte des problèmes qui peuvent faire surface en ce qui concerne la traduction juridique, on ne peut nier qu'il existe des efforts visant à améliorer cette situation. Aujourd'hui, il y a de nouveaux moyens pour traduire la terminologie juridique et les textes. Par exemple, les lois sont rédigées par des

¹ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

rédacteurs qui travaillent en même temps dans les deux langues officielles pour garantir une équivalence sémantique qui n'est pas toujours assurée par une traduction subséquente du texte original. Ceci est appelé la « corédaction bilingue »² Avant de conclure cette section, il faut mentionner un expert dont le travail dans ce domaine est reconnu et auquel nous nous référons dans notre thèse. La jurilinguiste canadienne, Nicole Fernbach de Montréal, se spécialise en traduction juridique³. Madame Fernbach travaille dans le domaine privé mais nous pouvons trouver des spécialistes dans ce domaine dans toutes les juridictions, à tous les niveaux de gouvernance de ce pays, offrant des conseils linguistiques. Ainsi, la Cour suprême du Canada possède une équipe de jurilinguistes qui traitent des problèmes langagiers du domaine, s'occupent de la traduction dans les deux langues officielles et offrent des conseils linguistiques aux juges ainsi qu'à d'autres travailleurs du droit.

Ces quelques remarques permettent de mettre en évidence plusieurs particularités concernant le rôle que joue le langage dans notre système juridique. Comme le résume bien Schmidt, le langage juridique est sans conteste un registre complexe. « Pour toute personne novice, le droit qui, avec la multiplicité des lois, s'est chargé au fil des années, d'une réelle complexité technique, reste ainsi une matière quasiment inabordable⁴ » Cette citation nous permet d'amener le thème de notre prochaine section, l'ampleur des complexités.

² http://www.justice.gc.ca/fra/nouv-news/autres-others/2009/doc_32413d.html

³ <http://www.plainlanguagenetwork.org/conferences/2002/message/profile.htm>

⁴ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

1.2 Les complexités du langage juridique

Dans les pages qui suivent, nous traiterons de l'envergure des complexités. Il sera question du phénomène de l'effet Thémis, du vocabulaire juridique et de l'ambiguïté dans l'organisation du texte. Le but est de démontrer ici que le langage juridique possède des caractéristiques qui le différencient du langage ordinaire. Mais avant de commencer, établissons en quoi cela concerne la population en général. Comment les profanes sont-ils affectés par la complexité du langage juridique ? En premier lieu, il semble que le langage juridique soit utilisé seulement par les initiés de la profession et par ceux qui sont confrontés à des problèmes de nature juridique. Dans ces cas particuliers, nous nous fions à l'expertise de professionnels comme les avocats. Cependant, nous sous-estimons l'étendue de la présence de ce langage technique dans notre société. Nous pouvons trouver du langage juridique partout à l'extérieur de la communauté juridique et dans des situations qui ne nécessitent pas typiquement l'assistance d'un avocat. À titre d'exemple, les contrats. Nous consultons rarement un avocat avant de signer des contrats pour des services tels que l'Internet, le téléphone, une demande de carte de crédit, ou même un hypothèque. Cette liste représente seulement un échantillon de la multitude de documents écrits en langage juridique et non en langage ordinaire. Nous oublions parfois que c'est nous le sujet du droit⁵, il est donc avantageux pour le profane d'en connaître certaines particularités.

⁵ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

Pour ceux qui ont une formation juridique ou pour ceux qui utilisent ce genre de langage, par exemple les avocats, les juges, les juges de paix, les clerks, les notaires, les policiers et les membres d'organismes gouvernementaux, ce type de langage pose souvent moins de problèmes de communication. Cette connaissance représente un avantage pour ces individus et un désavantage pour les profanes. (Ferbach 1990 :32)

Cela dit, voyons en détails des aspects du langage juridique qui causent des problèmes de communication afin de mettre en évidence l'importance de cette branche de la sociolinguistique et d'établir le point de départ de notre étude sur les contrats.

1.2.1 L'effet Thémis et le vocabulaire

Nous pouvons décrire le langage du droit comme ayant un ensemble de caractéristiques hors du commun (Ingber 1990 :13). Parmi ces caractéristiques, l'effet Thémis est une de celles qui interviennent dans la compréhension du langage juridique. L'effet Thémis décrit l'impact du langage juridique sur le grand public (Sourieux et Lerat 1992 : 69). Ce phénomène renvoie au fait que le sens des mots est à la fois lexical et culturel. La langue du droit est une langue technique, ou un technolecte. À titre d'exemple, le vocabulaire juridique comprend une abondance de termes et de mots peu ou jamais utilisés par les

non-initiés. En français, il y a environ 10 000 mots qui forment le vocabulaire juridique (Cornu 2005 : 59). L'emploi de ces mots techniques rend la communication difficile entre les initiés et les profanes. En plus, les mots ont des origines étymologiques différentes, ce qui rend ce technolècte encore plus singulier. Plus le vocabulaire est technique, moins la compréhension sera facile.

Comme c'est le cas dans d'autres disciplines, le droit est un domaine qui se divise en plusieurs branches. Chaque branche juridique répond à des besoins sociétaux différents. Ceci nous amène à considérer l'ampleur du vocabulaire juridique. Du fait qu'il existe plusieurs branches, il existe aussi un vocabulaire propre à chacune de ces branches. On peut même considérer chacune de ces branches un « dialecte » de la langue juridique.

Pour tout langage, spécialisée ou non, le contexte joue un rôle essentiel dans le choix des mots à employer. Le rédacteur doit s'assurer que le mot choisi véhicule exactement la signification désirée. Toute imprécision rend la signification nébuleuse, ce qui affecte négativement le travail du rédacteur et peut nuire à ses objectifs. Comme dans la traduction juridique, la précision est une qualité essentielle dans la rédaction des contrats⁶. La citation qui suit souligne une fois de plus combien le langage juridique peut influencer la vie des profanes:

« Chaque terme employé dans un contrat exige une réflexion parce qu'une seule erreur peut représenter de graves conséquences. Le risque est d'entraîner une interprétation différente de celle désirée. Cette erreur peut occasionner des

⁶ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

conséquences non seulement désastreuses, mais financières pour la partie concernée.⁷»

En jurilinguistique, les mots peuvent être classés dans le vocabulaire courant ou uniquement dans le vocabulaire juridique. Les mots exclusifs au langage juridique, et qui sont rarement utilisés dans le langage courant, sont néanmoins toujours considérés comme des mots français, par exemple: homologation, ajournement et cahier d'appel. Dans le groupe de mots appartenant au langage juridique, il y en a qui ont une polysémie interne. Ceci veut dire qu'ils ont plus d'une signification juridique (Cornu 2005 : 62). Des exemples de ces mots sont: action, requête, barre, peine, contesté, rôle et pièce. L'exclusivité des mots juridiques français est seulement un des éléments qui rend ce langage particulier. Le mot « action » en droit signifie « une demande ou une poursuite en justice.⁸» Toutefois dans le sens ordinaire ce mot a plusieurs significations comme « tout ce qu'on fait.⁹» Un autre exemple de ceci est le mot courant « meuble ». Pour les non-initiés, un tel mot se réfère aux tables, chaises, etc. En français juridique, ce mot a plusieurs significations : un meuble meublant comme des tables ou chaises, un bien corporel, comme un animal et un meuble par anticipation, comme une récolte qui peut être vendue ou coupée.¹⁰ Comme on peut le voir, ces mots français « ordinaires » ont été intégrés dans le langage du droit et y revêtent un sens différent de celui utilisé dans le langage ordinaire.

⁷ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

⁸ <http://fr.wiktionary.org/wiki/action>

⁹ <http://fr.wiktionary.org/wiki/action>

¹⁰ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

Il va de soi que ce genre de mots cause beaucoup de problèmes aux traducteurs. Il y a aussi des problèmes avec des mots empruntés à des langues étrangères ou qui ont des origines latines ou grecques. On ne peut nier la présence de formules latines inhérentes au vocabulaire juridique courant. Ces formules ne sont pas toutes connues par le non spécialiste, qui les utilise rarement ou jamais. Par exemple : « *Habilitis ad nuptia, habilis ad pacta nuptiala* » ce qui signifie en français : « celui qui a la capacité pour se marier est également capable de donner son consentement au contrat de mariage qui le concerne. »¹¹

Les mots représentent un outil essentiel pour les avocats vu que nos lois sont faites de mots (Tiersma 1999 :1). Peu de professionnels dépendent des mots autant que les avocats qui les utilisent pour préparer leurs communications afin d'aviser leurs clients, argumenter et poser des questions au tribunal. En outre, les obligations et les droits de leurs clients sont créés, modifiés voire annulés grâce au langage dans les textes de loi, les contrats et autres sources écrites ou orales.¹ Ceci est similaire aux actes performatifs d'Austin et de Searle : le fait de dire une chose la rend vraie (Searle 1969). Une des raisons pour lesquelles peu d'études ont été réalisées dans ce domaine est qu'il est nettement avantageux d'avoir une double connaissance, juridique et linguistique, pour réaliser de telles études. Quant au rédacteur juridique ou le juriste, il faut aussi qu'il ait cette double connaissance pour à la fois bien comprendre le contexte et faire les bons choix linguistiques. En bref, il est essentiel de connaître les nombreuses options

¹¹ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

linguistiques dans cette profession¹².

1.2.2 L'ambigüité et l'organisation du texte

Une complexité que nous allons mentionner est celle de l'ambigüité et de l'organisation du texte. La compréhension du langage juridique est affectée par des éléments moins repérables que le vocabulaire, ce qui occasionne certaines ambigüités. À titre d'exemple, il y a les phrases qui créent une pluralité d'interprétations pour les destinataires à cause de leur structure (Tousignant 1990 : 96). Ensuite, le nombre de mots par phrase et le regroupement de ces phrases en paragraphes contribuent à la densité des énoncés. D'autre part, l'organisation d'un texte peut aussi se référer à l'ordre des éléments. C'est le choix du rédacteur de mettre tel ou tel élément en position initiale ou finale dans la composition du document. Ceci aura une influence sur la façon dont les lecteurs ou les auditeurs se rappelleront les concepts inhérents (Fernbach 1990, 39).

En résumé, les particularités du vocabulaire juridique et l'organisation du texte constituent des éléments avec lesquels le rédacteur peut jouer afin de nuancer et moduler son message. Pour les non-initiés ces "effets" constituent cependant, dans bien des cas, une barrière à la compréhension.

¹² <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

1.3 L'évolution du langage juridique

Avant d'aller plus loin, regardons de plus près certaines causes de la complexité du langage juridique pour bien souligner le défi que certaines expressions peuvent représenter même pour un public éduqué. Considérons donc deux volets de son histoire: le rôle de la langue française sur le langage juridique en général et les vestiges du *Law French* dans le langage juridique anglais.

1.3.1 Le rôle de la langue française dans le droit anglais

Dans une perspective historique concernant l'évolution du langage juridique, il faut prendre en considération la présence du français. Le français a eu un grand impact sur les mots juridiques que nous utilisons maintenant en anglais. Après la bataille de Hastings et la conquête des Normands, les personnes à la cour parlaient le Normand. En conséquence, les mots référant au gouvernement anglais étaient et sont toujours français. Des exemples de ces mots sont : *authority, council, govern, minister* et des exceptions sont les mots *King and Queen* (Tiersma 1999, 19). Cependant, à l'époque vers l'année 1275, le langage juridique était en latin au lieu de l'être en anglais (Tiersma 1999 :20). Pendant la période de transition de 1275 à 1310, le langage juridique était soit en latin ou en français (Tiersma 1999 : 21). Pendant les deux siècles suivants, le français a été en grande partie le langage juridique des Anglais, spécifiquement en ce qui concerne les documents écrits. Toutefois, l'utilisation du français dans le contexte juridique a diminué en 1417 quand le roi Henry V a coupé les liens avec les Normands. Henry V a voulu éliminer les liens linguistiques avec le français. Malgré l'utilisation du français et de l'anglais, le latin a continué à être utilisé dans

le contexte du langage juridique écrit (Tiersma 1999 :23).

Lors de la disparition du français comme langue d'usage, les Anglo-saxons ont adopté le français comme idiome de la profession juridique. Le *Law French* était utilisé seulement pour le droit et cela impliquait que les avocats devaient apprendre la langue. Le fait que cette profession utilisait une langue « morte » assurait un monopole. *What better way of preserving a professional monopoly than by locking up your trade secrets in the safe of an unknown tongue?* (Tiersma 1999: 28)

Les non spécialistes ne communiquaient plus en français et donc avaient besoin de l'aide des professionnels pour comprendre les faits de nature juridique. Une des raisons derrière cet état de choses était d'exclure les non-initiés des interprétations des lois dans l'intention de protéger le public contre des interprétations erronées qui auraient de graves conséquences (Tiersma 1999 :29). Cet argument est encore utilisé aujourd'hui.

1.3.2 Le vocabulaire du droit

Le langage du « *Law French* » comprenait des termes qui n'avaient aucun équivalent en anglais. Quand l'anglais est redevenu la langue courante, le langage juridique du « *Law French* » s'est mélangé avec l'anglais. C'est pourquoi nous voyons toujours des vestiges du « *Law French* » dans le langage juridique anglais contemporain. Prenons par exemple les mots et expressions suivants

tirés de Tiersma (1999 : 30).

Tableau 1 : Vestiges du *Law French* dans le langage juridique contemporain

Expression/ mot/verbe	Origine française	Explication
Petty theft	Petit	Francisation du nom
Grand larceny	Grand	Francisation du nom
Condition precedent	Précédent	Francisation du nom
Demur	Verbe : demurer	Francisation du verbe
Join	Verbe : joindre	Francisation du verbe
Merge	Verbe : merger	Francisation du verbe
Acquittal	Acquit	Addition de la suffixe « al »
Rebuttal	Rebut	Addition de la suffixe « al »
Trial	Trier	Addition de la suffixe « al »
Proposal	Proposer	Addition de la suffixe « al »

Les mots et expressions au Tableau 1 illustrent à quel point l'impact des mots du *Law French* sur le langage juridique anglais est immense. Il est presque impossible d'écrire un texte juridique ou un discours sans utiliser des mots provenant du français. Écrire un tel document avec des mots provenant

seulement de l'anglais serait impossible (Tiersma 1999 :30).

Prenons pour terminer notre illustration, un exemple plus près de nous, soit un mot de l'ancien français qui est toujours utilisé dans les deux langues officielles au Canada: « puisne. » Le mot porte l'accent aigu en français, mais sa signification demeure la même dans les deux langues. Ce mot est actuellement utilisé pour indiquer un type de juge; nous avons des juges puisnés à la Cour suprême du Canada. Par exemple les juges Louis Lebel et Louise Charron sont présentement des juges puisnés¹³. En français archaïque, le mot signifiait « plus jeune ». Nous l'utilisons actuellement pour distinguer les autres juges de la Cour suprême du juge en chef¹⁴.

Nous pouvons comparer ce monopole de l'utilisation du français à l'époque ancienne (le 14^e siècle en Angleterre) à l'incompréhension des gens d'aujourd'hui lorsqu'ils font face à des textes ou à des discours « spécialisés » contenant par exemple des mots de l'ancien français. Le problème de la compréhension n'est donc pas nouveau. On peut se poser la question si le sens « protégé » sert également à éviter de fausses interprétations de la part du public.

¹³ <http://www.scc-csc.gc.ca/court-cour/ju/cju-jua-fra.asp>

¹⁴ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

1.4 Le style juridique

De l'histoire de l'évolution de la langue, passons maintenant au style juridique moderne. Dans la communication générale, il existe plusieurs moyens possibles de transmettre le même message, c'est ce qu'on appelle le style. Une des caractéristiques linguistiques du langage juridique traditionnel est justement son style, lequel nourrit la réputation négative des juristes. Afin de comprendre la notion de lisibilité, qui sera au cœur de notre analyse, ainsi que les mesures qui mettent en évidence le niveau de lisibilité, il faut d'abord préciser ce qu'est le style juridique au delà du simple vocabulaire. Nous allons prendre en considération les éléments suivants relatifs au style juridique : la brièveté, la longueur des phrases, la distanciation et la traduction. Nous discuterons ensuite de la formation des juristes, ce qui permet au style juridique de se maintenir.

1.4.1 Quelques aspects du style juridique

Le fait que le langage du droit soit extrêmement précis permet quand même une certaine brièveté¹⁵. Les initiés qui ont été bien formés peuvent interpréter correctement un terme sans avoir à inclure des explications comme la signification ou même le contexte¹⁶. Quand nous caractérisons le langage juridique par son style, nous voulons dire qu'il y est préférable d'utiliser une forme d'expression plutôt qu'une autre. En général, le style juridique n'est pas un moyen d'expression idéal pour les profanes¹⁷.

¹⁵ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

¹⁶ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

¹⁷ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

Un des aspects stylistiques du langage juridique est la longueur des phrases. Il est généralement admis que les avocats et les rédacteurs juridiques utilisent de longues phrases. Ceci est généralement attribué au fait qu'ils veulent garder toutes les informations connexes au sein d'une même unité. Le risque étant que si les éléments sont séparés en des phrases plus courtes, un autre avocat peut argumenter que la condition qui se trouve séparée dans une phrase qui suit ne s'applique pas (Tiersma 1999 :56).

Une caractéristique langagière essentielle qui contribue à la réputation négative des juristes est celle de la « distanciation » (Fernbach 1990 : 32). Normalement, les juristes doivent être extrêmement objectifs dans leurs discours et leurs textes, ce qui éloigne significativement le langage technique qu'ils utilisent du langage ordinaire. Un quatrième élément qui nuit à la clarté du texte est le fait que les avocats suivent la tradition de leur profession. Ils font ce qui leur avait été enseigné par leurs professeurs, mentors et collègues. Ils ne tentent pas de simplifier leurs rédactions, ce qui nous mène au prochain thème, la perpétuation du style juridique.

1.4.2 L'origine de la perpétuation du style juridique

Il faut remonter à la formation des juristes canadiens pour comprendre pourquoi ils continuent de rédiger et de parler de façon « incompréhensible » et pourquoi ils n'adoptent pas d'autres pratiques. Il y a plusieurs traditions inhérentes à ce domaine, tout comme celle qui concerne la rédaction des documents juridiques.

Mentionnons tout d'abord que les initiés cherchent à protéger leurs connaissances et à maintenir une certaine intégrité. En effet, c'est en utilisant le langage juridique traditionnel, problématique pour les profanes, que les initiés protègent leur profession contre des attaques (Fernbach 1990 :33).

Pour comprendre l'existence d'un tel style, il faut regarder la formation des juristes au Canada. Les étudiants en droit représentent une partie importante de l'avenir de la profession juridique. (Fernbach 1990 : 33). C'est au sein de ce groupe que de futurs changements peuvent provenir. Leur formation offre l'occasion de moderniser le langage juridique, par exemple en éliminant certains des éléments illisibles du langage et certaines des habitudes de rédaction, tels que les archaïsmes et les tournures allongées (expressions plus longues). Cependant, l'éducation des étudiants dans les facultés de droit est d'orientation technique et non linguistique.

Dans les systèmes juridiques tels que la *Common Law*, l'utilisation des clauses passe-partout dans la rédaction est habituelle et reconnue. Les avocats utilisent ces clauses en vue de maintenir une unanimité qui a été faite sur le sens des mots et des clauses. Un aspect qui contribue à cette utilisation courante est l'approbation de ces clauses passe-partout par les juges et le fait que les tribunaux ont déjà fait des vérifications concernant leur fidélité sémantique (leur contenu) (Fernbach 1990 :35). En respectant le style traditionnel, les juristes sont protégés contre l'imprévisibilité concernant les décisions juridiques. La

modification du style traditionnel représente un risque pour le juriste. C'est pourquoi les étudiants et les nouveaux venus dans le domaine juridique ont avantage à se conformer aux traditions en étant le plus classique possible. Ces individus ne tentent pas d'innover sur le plan de la rédaction, ce qui en contrepartie nuit aux tentatives favorisant une lisibilité globale (Fernbach 1990 : 39).

1.5 Études de cas en jurilinguistique

Dans les sections qui précèdent, nous avons fait allusion plusieurs fois à l'impact social que pouvait avoir le style particulier du langage juridique dans la vie des non-initiés, nous présentons ici quelques exemples réels pour appuyer notre propos. Plusieurs chercheurs, par exemple William Labov (Labov 1994), Judith Levi (Levi 1994) et Peter Tiersma (Tiersma 1999), se sont intéressés au langage juridique. Dans ce domaine linguistique une majorité des études ont été faites à partir de textes juridiques en anglais. Nous sommes consciente que les éléments linguistiques relevés pour l'anglais n'ont pas forcément le même effet en français. Plusieurs études linguistiques réalisées dans les trente dernières années portent toutefois directement sur la compréhension des documents juridiques, le sujet qui nous concerne, c'est pourquoi nous avons choisi de les inclure.

1.5.1 Les instructions aux jurys

Un premier aspect traité par le linguiste Tiersma, ainsi que par plusieurs autres chercheurs comme Judith Levi¹⁸, Bethany Dumas¹⁹ et John Gibbons (Gibbons 1994), concerne les instructions aux membres du jury qui sont des non-initiés de la profession. Des enquêtes ont été faites par des chercheurs en sciences sociales et ils ont conclu que les instructions aux membres du jury posent de nombreux problèmes par rapport à leur degré de lisibilité (Tiersma 1999 :31). Si un membre du jury ne peut pas bien comprendre ses instructions, sa décision risque d'être erronée. Nous pouvons imaginer les conséquences, spécifiques pour les cas impliquant des peines maximales d'incarcération (au Canada). Dans le cadre international, nous pouvons aussi imaginer les conséquences résultant d'une pareille situation lorsque la peine capitale entre en jeu. Le psychologue Craig Haney, l'a indiqué dans sa recherche.

California's entire penalty instruction is very poorly understood by upper-level college students, that these problems are not clarified in actual cases through attorney arguments, and that jurors who had served in actual capital cases were plagued by fundamental misconceptions about what the instructions meant²⁰.

Au Canada, il existe actuellement un modèle de directives au jury proclamé par le Conseil canadien de la magistrature. La très honorable juge en chef du Canada et présidente du Conseil, Beverley MacLachlin a déclaré à ce sujet:

Ces directives aideront les juges à expliquer les détails techniques juridiques

¹⁸ <http://groups.linguistics.northwestern.edu/emeritus/jlevi.html>

¹⁹ http://web.utk.edu/~english/grad/rwl_pubdumas.pdf

²⁰ <http://www.capitalpunishmentincontext.org/issues/juryinstruct>

dans un langage simple que des gens ordinaires peuvent comprendre et appliquer. Il s'agit de minimiser le risque de donner des directives inappropriées aux jurys, ce qui constitue un moyen d'appel fréquent dans des causes avec jury. Ces directives serviront aux juges, aux avocats et aux jurés et elles renforceront l'administration de la justice au Canada²¹.

Les études faites par les linguistes mentionnés dans la section suivante concernent le texte juridique, une branche de la jurilinguistique que sera explorée davantage dans le troisième chapitre. Ces études mettent en évidence les nombreux aspects linguistiques qui contribuent à la clarté des textes. Nous avons déjà parlé du rôle que jouent certains de ces éléments dans la complexité du langage juridique; ce que ces études nous montrent c'est l'ampleur des conséquences qui peuvent en découler.

1.5.2 La compréhension de contrats

Considérons maintenant les travaux du linguiste connu William Labov. Labov et ses collègues ont mis en évidence les avantages de la participation des linguistes dans les cas procéduraux. Il a collaboré avec plusieurs autres linguistes pour effectuer des études dans ce domaine. Dans un cas spécifique intitulé « *Thornfare* », le problème portait sur des documents juridiques posant des problèmes de compréhension. Labov et son collègue Wendell Harris, ont été consultés pour déterminer comment les personnes interprétaient le document

²¹ http://www.cjc-ccm.gc.ca/french/news_fr.asp?selMenu=news_2004_0326_fr.asp

juridique en question. Les chercheurs ont fait des enquêtes préliminaires pour déterminer si les lecteurs comprenaient bien ce qui était signifié dans le contenu du document. Ensuite, ils ont créé un questionnaire qui a été utilisé comme élément de preuve durant le procès. Ce questionnaire a été utilisé pour déterminer la compréhension de certaines définitions et certains concepts, ainsi que les décisions que les personnes allaient prendre après la lecture du document. Les linguistes ont pris en compte l'âge de la personne et son niveau d'éducation. Cette étude a mis en évidence des facteurs utiles pour déterminer la capacité de compréhension des textes par des individus.

Labov a aussi analysé un document juridique dans un cas concernant la compagnie US STEEL (Labov 1994). Sous forme de lettre, de l'argent a été offert de la part d'US STEEL à un groupe de personnes déjà impliquées dans une cause juridique reliée. La seule condition était que les personnes devaient renoncer à des poursuites ultérieures. Labov a réuni quatre linguistes qui chacun ont évalué un aspect différent du texte. Par exemple : la lisibilité, la complexité syntaxique, le biais et des éléments sémantiques. Ils ont aussi pris en considération l'organisation du document. Les linguistes ont conclu que la combinaison de ces quatre éléments dans le texte avait affecté l'interprétation du document ainsi que la décision des individus d'accepter ou de ne pas accepter l'argent.

1.5.3 Les éléments qui influencent la compréhension

L'autre chercheuse que nous allons présenter est Judith Levi. Elle est spécialiste en linguistique juridique et a beaucoup travaillé comme témoin expert dans des cas juridiques impliquant la compréhension de documents. Dans ses études, Levi a soulevé la nécessité de combiner les sous-domaines linguistiques pour bien faire l'analyse du texte juridique (Levi 1994). Son rôle a été de voir à quel point le document dans le cas *Dosten et coll. c. Duffy* était compréhensible sans aide professionnelle. Elle devait aussi examiner la possibilité de construire le document de façon plus pratique ou logique pour en faciliter la compréhension. Levi a pris en considération les éléments linguistiques suivants : le choix du vocabulaire, la syntaxe, la sémantique, la pragmatique et l'organisation du discours. Elle a découvert une variété de problèmes affectant la compréhensibilité du document.

Ces trois cas nous montrent l'ampleur des conséquences d'une telle situation et ont en commun un aspect récurrent. Dans chaque cas, les trois juges ont séparément décidé que les documents ne donnaient pas suffisamment d'informations aux destinataires. Ils ont aussi stipulé que les documents auraient pu être écrits de façon plus claire et que leurs créateurs n'avaient aucune raison de les avoir rédigés de façon aussi incompréhensible. Par le passé, les initiés de la profession juridique craignaient que la simplification de leur langage crée des confusions en ce qui concerne le sens exact, qui est un aspect essentiel afin d'éviter d'autres problèmes juridiques non linguistiques. (Fernbach 1990 :40)

Les jugements dans ces cas ont mis en évidence la possibilité d'utiliser un langage juridique compréhensible tout en conservant un sens juridique exact. De telles causes ont fait germer dans le public l'idée qu'il était possible de rédiger des discours ainsi que des documents juridiques compréhensibles. Cette réalisation chez les non initiés a inspiré quant à elle un mouvement pour la lisibilité qui est maintenant international.

1.6 Un mouvement pour la lisibilité

Dans cette section, nous allons présenter le mouvement pour la lisibilité. Nous verrons les services langagiers qui sont désormais disponibles grâce à ce mouvement, les méthodes qui existent pour évaluer le niveau de lisibilité et les pays qui ont participé au mouvement. Les études sur la lisibilité des textes remontent au 20^e siècle et se sont inspirées des travaux des psycholinguistes et des psychopédagogues (Fernbach 1990, 7). Ce domaine évalue la rédaction en fonction du destinataire et non de l'auteur.

Même si beaucoup de progrès restent à faire afin de rendre le langage juridique plus accessible, nous ne pouvons pas ignorer ce qui a déjà été accompli. Dans le monde anglophone, il existe aux États-Unis un mouvement intitulé *Plain Language Movement*, lancé pour promouvoir la nécessité de plus amples changements ainsi que des changements officiels. Le 13 octobre 2010, le Président Barack Obama a signé le *Plain Writing Act*. Ceci assurera que des

documents tels que des demandes de bourses et des déclarations fiscales soient écrits en langage accessible.²²

Le mouvement pour la lisibilité est dispersé partout dans le monde; il a déjà été soutenu par plusieurs pays différents. Ce mouvement englobe des règles de l'expression et de la rédaction. Aujourd'hui, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en Australie il y a un droit de lisibilité (Fernbach 1990 : 15). Au Canada, nous n'avons malheureusement pas de droit de lisibilité. Des services ont été mis en place pour améliorer la qualité et la lisibilité de la langue française au Québec. Ces services touchent à tous les domaines, non seulement au droit. La province impose des formes écrites en ce qui concerne le vocabulaire (Fernbach 1990 : 15). L'article 116 de la Charte de la langue française stipule que: « L'Office québécois de la langue française peut, sur proposition du Comité d'officialisation linguistique, recommander ou normaliser des termes et expressions. Il en assure la diffusion, notamment en les publiant dans la *Gazette officielle du Québec*. »²³ L'Office québécois de la langue française et le Conseil supérieur de la langue française sont donc préoccupés par la notion de clarté. Cette politique québécoise représente une première étape pour le Canada.

Le Bureau de la traduction, un organisme du gouvernement fédéral canadien, offre des services de simplification de la langue ainsi que des conseils. Ces efforts ont pour but de maintenir la tradition de la langue française et sa qualité

²² <http://www.plainlanguagenetwork.org/Organizations/index.html>

²³ <http://www.olf.gouv.qc.ca/charte/charte/clfolf.html>

(Fernbach 1990 : 8). Dans des études de lisibilité qui datent déjà de trente ans, les spécialistes ont mis en évidence la notion « d'intérêt humain », qui tient compte de l'idée d'écrire en fonction des destinataires afin d'assurer leur compréhension et leur rétention du texte (Fernbach 1990 : 8).

Au-delà de ces services, des formules pour évaluer la compréhensibilité des textes ont été développées. Pour ce qui est des textes juridiques, il faut effectuer soit une analyse de la lisibilité, soit de l'intelligibilité. L'intelligibilité est un nouveau moyen d'évaluer la compréhension des textes. La lisibilité représente seulement un aspect de l'intelligibilité qui prend en compte d'autres éléments comme l'organisation du texte et la pragmatique.²⁴

Certains auteurs français comme Francois Richaudeau et Georges de Landsheere ont mis au point des mesures de l'indice de lisibilité d'un texte. Nous allons utiliser un de ces indices dans l'analyse qui suivra aux chapitres 4 et 5. Il faut noter que les études de lisibilité peuvent être appliquées à n'importe quel texte dans n'importe quel domaine. Il est évident que le problème de la lisibilité affecte non seulement le domaine juridique, mais également d'autres types d'écrits. Les mesures de lisibilité seront abordées dans le prochain chapitre.

²⁴ <http://www.ling.uqam.ca/sato/publications/bibliographie/C3exem.htm>

1.7 Le choix du sujet

Nous reconnaissons que ce domaine est en fait très large, comporte plusieurs modalités d'études linguistiques, chacune portant sur des éléments différents qui causent des difficultés de compréhension. Nous reconnaissons aussi qu'il existe une grande variété de destinataires, chacun ayant des connaissances et des besoins différents. En plus, le Canada est un pays multiethnique. Les nouveaux venus ainsi que de nombreux immigrants déjà installés au Canada ne parlent pas forcément une de nos langues officielles comme langue maternelle ou avec aise. Le recensement du Canada de 2006 nous montre que 70.2 % de la population née à l'étranger possède une langue maternelle autre que le français ou l'anglais (Statistiques Canada 2006). Il est probable que cette population a de la difficulté à comprendre, même quand les textes dans une des langues officielles sont rédigés de façon claire. Imaginons maintenant la difficulté qu'elle risque d'éprouver par rapport au langage juridique ; dans cette situation, elle fait face à une double barrière.²⁵

Une autre considération est le niveau d'éducation des Canadiens. Les études effectuées par les linguistes Levi, Labov, et Tiersma ont montré que l'éducation joue un rôle dans la capacité de compréhension des destinataires. Est-ce que les rédacteurs dans le domaine juridique présument que tout canadien a le même niveau d'éducation ou la même capacité d'interprétation face à un texte écrit ? Ce dernier point est d'autant plus important qu'au Canada de plus en plus de

²⁵ <http://www.juripole.fr/Articles/tradjur.php>

personnes se défendent seules en cour faute d'argent pour se payer un avocat.²⁶

1.7.2 L'approche privilégiée

Notre étude se concentre sur la branche textuelle et contractuelle du langage juridique. Nous avons décidé d'évaluer le langage juridique inhérent dans les documents pour grand public. Cette étude a une valeur sociétale dans le sens où nous avons choisi des documents qui sont consultés régulièrement par des profanes. Il faut aussi souligner que les documents choisis sont en fait liés à des services courants dans notre monde moderne. Ce genre de texte est inévitable dans notre vie quotidienne et nous ne consultons que rarement (ou jamais) des avocats ou des professionnels pour des explications et des clarifications à leur sujet.

Comme nous l'avons dit, pour évaluer la compréhensibilité d'un texte juridique, il faut effectuer soit une analyse de lisibilité, soit d'intelligibilité. Les méthodologies de l'intelligibilité ne sont pas nombreuses et ne sont pas répandues. Notre choix de seulement nous concentrer sur la lisibilité des textes nous donnera l'occasion de nous servir de mesures bien établies et d'effectuer une étude ayant une portée comparative plus fiable.

²⁶ <http://www.cbc.ca/canada/story/2006/08/12/court-representation.html>

Chapitre 2 : La lisibilité

En 1989, le succès des formules de lisibilité a été mis en évidence par Edward Fry. Sur le coup, ces formules ont été contestées et trouvées irrecevables pour des fins juridiques (Henry 1975 :109). De nos jours, les tribunaux invoquent les formules de lisibilité pour protéger le droit des citoyens et citoyennes à des informations claires (Henry 1975 : 109). Cela dit, le domaine de la lisibilité a beaucoup évolué depuis sa création. Nous allons examiner en détail cette évolution dans le présent chapitre. Nous ferons un survol des chercheurs ayant joué le rôle de pionniers dans le domaine de la lisibilité, tant en Amérique qu'ailleurs. La contribution de chacun à la recherche sera mentionnée.

2.1 Les premières tentatives

La notion de lisibilité et sa mesure sont nées au 20^e siècle. Depuis les années 1920, de nombreuses variations des tests de lisibilité ont été créées, testées et validées. Toutefois, le fait d'évaluer la différence entre des textes « ornés » et des textes « simples » représente un élément d'étude qui existe depuis l'époque de Cicero. Dans le domaine scientifique, la première étude de ce genre a été faite avant le 20^e siècle. C'est vers la fin du 19^e siècle que Lucius Adelno Sherman, (DuBay 2007 :1) professeur et spécialiste en littérature comparative aux États-Unis, a émis certaines observations sur le sujet qui nous préoccupe présentement. Sherman a publié une oeuvre intitulée: *Analytics of Literature: A*

Manual for the Objective Study of English Prose and Poetry en 1893²⁷. (DuBay 2007 :1). Ses remarques faisaient part du raccourcissement progressif des phrases qu'il avait observé au fil de ses études. Dans son travail, il a illustré comment les phrases dans la littérature anglaise sont devenues plus courtes (DuBay 2007 :2) avec le temps. Le Professeur Sherman avait remarqué que le nombre de mots par phrase était de 50 à l'époque pré-élisabéthaine et que ce nombre avait diminué de cinq mots à l'époque élisabéthaine. Lors de l'époque victorienne, le nombre était de 29 mots, puis de 23 mots à l'époque de Sherman. De nos jours, le nombre moyen de mots par phrase dans la langue anglaise est entre 15 et 20 mots²⁸.

Les recherches de Sherman ont suscité beaucoup d'intérêt pour la lecture et un siècle de recherches dans le domaine a suivi. De nos jours, nous associons la longueur des phrases à leur niveau de difficulté. La citation suivante met en évidence cette idée: « *A number of studies show that, in the average, as a sentence increases in length it increases in difficulty* » (Henry 1975:108). Nous avons relevé quelques aspects intéressants des travaux de Sherman, par exemple son utilisation de la littérature comme objet d'étude scientifique, dans le but d'effectuer une analyse scientifique. Sherman a aussi procédé à une comparaison approfondie entre la langue orale et écrite. Il a conclu qu'au fil du temps, non seulement les phrases raccourcissaient et devenaient plus simples mais que le discours écrit ressemblait de plus en plus au discours oral, lequel il

²⁷ Étant donné que l'ouvrage de Sherman est introuvable, nous nous référons à celui de DuBay (2007) dans lequel l'auteur rappelle le rôle de pionnier du chercheur.

²⁸ <http://www.btb.gc.ca/btb.php?lang=eng&cont=256>

jugeait être plus efficace que l'écriture.

The oral sentence is clearest because it is the product of millions of daily efforts to be clear and strong. It represents the work of the race for thousands of years in perfecting an effective instrument of communication. (Sherman cité dans DuBay 2007:2)

Les travaux de Sherman sont parmi les premières études formelles en lisibilité. Autour de cette période, de plus en plus de personnes s'intéressaient au nouveau sujet. Par exemple, au début de 20^e siècle, une étude de lisibilité a été faite par Harry Kitson (DuBay 2007 : 43), un psychologue qui a comparé deux journaux et deux magazines. Il avait étudié la longueur des phrases ainsi que leur nombre de syllabes. Ce sont ces deux éléments qui seront incorporés dans la formule de lisibilité du chercheur très connu, Robert Flesch, plus d'une trentaine d'années plus tard (DuBay 2007 :43).

À cette époque, les études en lisibilité étaient plus variées. En 1889, un chercheur russe nommé N.A Rubakin (Klare 1963 :42) s'est intéressé à des éléments de la lisibilité qui ont déjà été abordés, soit la longueur des phrases et le vocabulaire inconnu. Sa grande contribution à ce domaine a été la création de sa liste de fréquences. Il a préparé une liste de 1500 mots souvent utilisés à l'époque. (Klare 1963 : 30) De nos jours, les réviseurs dans les maisons d'édition utilisent toujours de telles listes pour évaluer la lisibilité des livres (DuBay 2007 :41). Rubakin avait construit sa liste en utilisant plus de 10 000 manuscrits

jugés les plus compris et les plus utilisés par les soldats, les fermiers et les artisans. Le but de son travail était de trouver les mots qui étaient les plus compréhensibles et ensuite de promouvoir le développement de la littérature (DuBay 2007 :43). Nous allons utiliser une pareille liste dans notre étude de textes qui suivra.

The work on word counts set the stage for what was easily the most important occurrence in the period just prior to the development of formulas, the publication in 1921 of The Teacher's Word Book by E.L. Thorndike. (Klare 1963 :30)

Aux États-Unis, un chercheur du nom d'Edward Thorndike avait suivi les études de lisibilité des professeurs de langues de l'Europe. En Europe, les chercheurs utilisaient le nombre de mots par passage comme élément d'analyse afin d'arrimer les textes au niveau des lecteurs. Thorndike a créé le fameux *Teacher's Word Book* (Thorndike 1963) qui représente la première liste de mots organisés selon leur fréquence d'utilisation. Selon Thorndike, cette œuvre: « *enables a teacher to know not only the general importance of each word so far as frequency of occurrence measures that, but also its importance in current popular reading for adults.* » (Thorndike 1963 :7) Cet outil est extrêmement important parce qu'il représente la base sur laquelle reposeront la plupart des futures recherches dans le domaine de la lisibilité. L'importance des mots a clairement été mise en évidence par de telles études. Plusieurs chercheurs croient que les mots sont indicateurs du niveau de difficulté d'un texte. La connaissance des mots relève de facteurs développementaux, de la capacité de compréhension et

de l'intelligence verbale (DuBay 2007 :44). La citation de Klare en 1963 décrit l'importance des mots et de leur fréquence comme élément d'étude dans la mesure de la lisibilité.

More frequent words are recognized faster than less frequent both because the reader apparently needs to see less of them and because they tend to be shorter...The characteristic of words most often measured in readability studies is, directly or indirectly, that of frequency. (Klare 1963 :167)

Avec le temps, Thorndike a perfectionné son ouvrage en ajoutant de nouveaux mots (Thorndike 1963 : 7). À sa date de parution en 1921, le livre comprenait 10 000 mots et en 1944, la 3^e réédition du livre comprenait environ 30 000 mots (DuBay 2007 :44).

Pendant les années 1920, on note des facteurs externes qui motivaient l'étude de la lisibilité. Ceci est dû au fait qu'il y avait une croissance importante de l'immigration en Amérique du nord, et les nouveaux venus avaient des difficultés à comprendre le matériel scolaire.

2.2 La lisibilité et l'école

L'étude de la lisibilité doit beaucoup au domaine scolaire puisque c'est là qu'ont été testées la plupart des formules et élaborés les outils de recherche que nous utiliserons dans notre analyse. Un de ces outils scientifiques développés plus

récemment est l'ouvrage de Dale et O'Rourke en 1981. Cet ouvrage intitulé *The living World Vocabulary : A National Vocabulary Inventory* est basé sur les recherches de Thorndike et une étude de 25 ans sur la fréquence des mots que ces chercheurs avaient effectuée. L'outil comprend 44,000 mots et a été développé en trois stades. Le premier stade comprend le développement des termes communs, la deuxième étape traite de mesures d'évaluation et la troisième est une enquête avec des étudiants du niveau collégial (Dale et O'Rourke 1981 :1). L'enquête consiste en une application de l'outil à la recherche d'un certain nombre de passages dans le *Bantam Concise Dictionary*. (Dale et O'Rourke 1981 :2) Le test avait, lui, été conçu pour des étudiants de la 4e à la 16^e année. L'outil de mesure a été jugé excellent et utile pour écrire un texte pour un niveau correspondant à la 6e-8e année, plutôt qu'à la 10-12e année. (Dale et O'Rourke 1981 : 2). Les éditeurs de l'encyclopédie *World Book*, ont utilisé ce type de scores pour faciliter leur rédaction et leurs révisions (Dale et O'Rourke 1981 :3), ce qui montre bien la renommée de l'outil élaboré par les deux chercheurs.

Comme on peut le voir, les études de lisibilité ont été souvent utilisées à des fins scolaires. Les formules et les tests créés par les chercheurs étaient utiles tant pour les rédacteurs que les destinataires, dans ce cas-ci les étudiants. Toutefois, il restait d'autres éléments à prendre en compte et d'autres problèmes associés à la lecture à résoudre.

Dans les textes juridiques, l'abondance des mots techniques est considérée à la fois nécessaire et nocive. En 1923, les chercheurs Bertha Lively et Sidney Pressey (DuBay 2007 :46) ont fait face au même problème avec les livres scientifiques destinés aux écoliers. Ces livres avaient aussi une abondance de mots techniques. De ce fait, les professeurs devaient passer des heures de classe consacrées uniquement à l'explication de la signification des mots et non à celle des concepts scientifiques. Pour pallier ce problème, les chercheurs Lively et Pressey avaient élaboré une formule de lisibilité en 1923 consacrée à la mesure du fardeau du vocabulaire dans les manuels scolaires. Lively et Pressey (DuBay 2007 :46) avaient suggéré des normes de lisibilité pour les niveaux scolaires différents ainsi que pour le type de manuel.

Au fil du temps, les chercheurs ont ajouté et ont éliminé des éléments à leurs études. Une des formules qui est aujourd'hui jugée comme une des plus importantes est celle de Carleton Washburne et Mable Vogel (Klare 1963 : 38) élaborée à Winnetka, Illinois aux États-Unis. A cause de l'origine des chercheurs, la formule est appelée la formule Winnetka (DuBay 2007 :47). Les chercheurs ont utilisé la formule de Lively et Pressey pour évaluer 700 livres aimés par au moins 25 enfants sur les 37,000 qui avaient participé au projet. Cette formule offre la possibilité d'agencer des textes de manière optimale avec un niveau d'éducation donné. On peut aussi qualifier cette formule de prototype des formules de lisibilité modernes. (Klare 1963 : 39) Les formules mentionnées ci-dessus reflètent certains des efforts marquants en lisibilité qui ont été

consacrés à la littérature enfantine, adolescente et à celle pour étudiants adultes.

2.3 La naissance d'un domaine d'analyse

Lorsque les chercheurs dans le domaine de la lisibilité ont commencé à s'intéresser davantage au monde adulte, des facteurs additionnels se sont ajoutés. Certains de ces facteurs n'avaient pas été inclus pour les études avec les jeunes. Un de ces facteurs était les compétences en lecture des individus. Le chercheur Lyman Bryson (DuBay 2007 :49), un Américain de l'Université Columbia, a stipulé que l'incompréhension ne s'expliquait pas par un manque d'intelligence, mais par une carence au plan de l'éducation. Son étude, faite durant le krach boursier des années 30, montre qu'à cette époque, environ 50 millions de personnes aux États-Unis avaient un niveau de lecture de 7-9^e année.

Dans l'histoire de la lisibilité, il faut prendre en note l'année 1934, qui est une année charnière en raison des travaux de deux équipes de chercheurs : celle de Ralph Ojemann et ensuite celle de Edgar Dale et Ralph Tyler (DuBay 2007 :48). L'étude de lisibilité de Ralph Ojemann a été la première à être publiée en 1934. (Klare 1963 :44) Ses travaux ont ensuite inspiré les travaux et la création de formules de lisibilité pour adultes. Les recherches d'Ojemann, d'une grande ampleur, comprenaient dix-sept facteurs qualitatifs et quantitatifs. (Klare 1963 :45) Quelques exemples de ces facteurs sont : le nombre de phrases

simples et complexes, le nombre de prépositions et l'incohérence. (Klare 1963 :45) Ils ont aussi établi une méthodologie d'analyse et de comparaison pour juger de la difficulté d'un texte. Plus tard en 1934, Dale et Tyler ont publié une étude similaire à celle d'Ojemann. (Klare 1963 :46)

En terminant, mentionnons William Gray (DuBay 2007 : 43) qui est l'auteur de plusieurs ouvrages, par exemple *What makes a book readable?* (Klare 1963 : 41) Comme plusieurs autres chercheurs, Gray et son collègue Leary (DuBay 2007 :43) ont complété la plupart de leurs recherches en 1934. Ils ont toutefois publié leur ouvrage en 1935. La publication de Gray et Leary était une enquête pour découvrir les facteurs qui affectent la lisibilité. (Klare 1963 :48) Leur étude comprenait les éléments suivants: une étude des recherches précédentes, la collecte des opinions de 100 experts, et les réactions de 170 clients d'une bibliothèque. Cette enquête a donné 289 facteurs pour l'étude de la lisibilité. Après la découverte de ces 289 facteurs, ils ont été classés en 4 catégories : le contenu, le style d'expression et la présentation, le format, et l'organisation. Les 82 facteurs dans la catégorie du style ont été utilisés pour des études intensives. (Klare 1963 : 48) Dans ces études intensives, environ 44 des 82 facteurs sont apparus dans les paragraphes de l'étude. En fin de compte, les chercheurs ont trouvé que 20 des 44 facteurs contribuaient vraiment à la lisibilité. Gray et Leary ont ensuite utilisé ces 20 facteurs dans une formule afin de prédire la lisibilité. (Klare 1963 : 49) Gray est connu pour avoir publié plus de 500 études en lecture et en lisibilité (DuBay 2007 :43).

La popularité du domaine de la lisibilité est bien validée par les recherches et les avancements mentionnés ci-dessus. Dans les années 1980, il y avait plus de 200 formules de lisibilité publiées dans le monde (DuBay 2007 :53). Il était bien établi, à ce moment dans l'histoire de la lisibilité, que deux variables étaient essentielles dans les formules de lisibilité : une variable sémantique qui mesure la difficulté du vocabulaire et une variable syntaxique qui prend en considération la structure de la phrase, par exemple, sa longueur.

Dans cette section, nous avons vu comment le domaine de la lisibilité a évolué depuis les premières tentatives au 19^e siècle. Les travaux du Professeur Sherman²⁹ mettent en évidence l'importance du nombre de mots par phrases, une variable toujours utilisée dans les formules modernes. Se sont ajoutées la longueur des phrases avec Kitson (DuBay 2007 :42), les listes de fréquence de Rubakin (DuBay 2007 :42) et de Thorndike (DuBay 2007 :43) puis ensuite la formule de Lively et Pressey (DuBay 2007 :46), mesurant le "fardeau" du vocabulaire. Il y a ensuite l'apparition de l'ouvrage de Dale et O'Rourke (DuBay 2007 :44) qui offre une première synthèse. Nous avons mis en évidence le prototype du test moderne, en l'occurrence celui des chercheurs Vogel et Washburne (DuBay 2007 :46), aux États-Unis. La concentration sur les éléments abstraits du texte et l'influence de l'éducation ont été introduits par Ojemann (DuBay 2007 : 48) et Bryson (DuBay 2007 :49). La revue des recherches pionnières nous ont permis de dégager les différents facteurs qui contribuent à

²⁹ Cité dans DuBay 2007 :42

l'évaluation de la lisibilité.

2.4 Le développement des formules de lisibilité

À notre époque moderne, la personne qui a probablement la plus grande renommée dans le domaine de la lisibilité est Rudolf Flesch. Dans l'avant-propos de l'ouvrage de Flesch *The art of readable writing*, Alan Gould déclare : *I think it is fair to say that Rudolf Flesch's ideas have played a major part in lifting writing habits out of some of their oldest ruts.* (Flesch 1949 : ix). Il faut préciser que Flesch a amplement travaillé et retravaillé sa formule de lisibilité. Il a basé ses formules initiales sur les travaux d'Irving Lorge (Flesch 1949 : 224), le chercheur responsable pour avoir établi les principes modernes pour la recherche en lisibilité. Flesch et Lorge étaient des collègues à l'université Columbia aux États-Unis. Flesch a créé la formule de lisibilité la plus répandue et jugée la plus fiable (Klare 1963 :56) mais plusieurs chercheurs ont néanmoins critiqué la formule de lisibilité de Flesch. Nous donnons ici deux citations qui attestent de l'importance du chercheur.

Prior to Flesch's time, readability was a little-used word except in educational circles, but he made it an important concept in most areas of mass communication. (Klare 1963:56)

Selon Alan Gould : *The rapidity with which Doctor Flesch has achieved results on the American writing scene is due, I suggest, to two main factors: a) his*

own skill in presenting a novel formula for measuring Readability, and b) the extent to which it has been applied effectively to news writing. A Flesch axiom- "Write as you talk"- is now widely accepted by newspapermen who scoffed at the doctors' ideas when they began emerging from collegiate classrooms.
(Flesch 1949, x)³⁰

Dans l'ouvrage pré-cité de Flesch, *The Art of Readable Writing*, l'auteur décrit sa formule en huit étapes. (Flesch 1974, 247)

- i. La choix des échantillons. (Particularités: 25-30% d'un livre, commencer toujours au début d'un paragraphe.) (p. 213)
- ii. Compter le nombre de mots (p.213)
- iii. Trouver la longueur moyenne de chaque phrase (p.213)
- iv. Compter les syllabes (p.214)
- v. Compter les mots "personnels" (p.214)
- vi. Compter les phrases "personnelles" (p.215)
- vii. Trouver le score *reading ease* (p.216)
- viii. Trouver le score d'intérêt humain (p.216)

Les travaux de Flesch ont contribué de façon positive à plusieurs domaines, en particulier à celui du journalisme. Ses études de lisibilité ont mis en évidence jusqu'à quel point les articles de journaux étaient incompréhensibles pour un certain destinataire. Il a réussi à faire réduire le niveau de lisibilité de la une de plusieurs journaux de la 16e année à la 11e année; un changement permanent et

³⁰ <http://www.impact-information.com/impactinfo/newsletter/plwork15.htm>

significatif. Le succès de la formule originale de Flesch a inspiré de nombreuses adaptations pour d'autres langues. Sa formule a non seulement été utilisée pour les formules françaises, mais a été adaptée et reproduite dans plusieurs autres langues (DuBay 2007 : 56).

Malgré le succès de la formule de Flesch, d'autres chercheurs y ont trouvé des faiblesses. Edgar Dale³¹ est un chercheur qui a consacré sa vie à l'amélioration de la lecture et de la lisibilité des textes de tous les jours. Dale a collaboré avec Jeanne Chall³², la fondatrice et directrice du laboratoire de lecture de Harvard³³. Le groupe de Dale et Chall a tenté de corriger les erreurs qu'ils avaient trouvées dans la formule de Flesch. Leur version de la formule a été validée et est toujours reconnue. La formule de Dale et Chall (DuBay 2007 :58) comprenait deux aspects: la structure des phrases et le vocabulaire (Klare 1963 : 198)

La contribution de Robert Gunning a été d'établir que les problèmes associés à la lecture provenaient de problèmes d'écriture. Gunning³⁴ voulait résoudre les problèmes de compréhension auxquels faisaient face les adultes en lisant un texte (DuBay 2007 :61). Gunning trouvait que certains textes, comme les journaux, étaient remplis de *fog* (DuBay 2007 :60) De ce fait, il a créé l'index de *fog*, (Gunning 1952 :36) qui est reconnu pour sa convivialité d'usage. Grace à Gunning s'est ajoutée la composante de l'écrit (DuBay 2007 :62). Ses travaux ont aussi amené l'étude de la lisibilité dans le milieu du travail.

³¹ <http://ehe.osu.edu/edtl/about/tradition.php>

³² <http://www.news.harvard.edu/gazette/1999/12.02/chall.html>

³³ <http://www.gse.harvard.edu/academics/masters/langlit/chall/>

³⁴ <http://www.impact-information.com/impactinfo/newsletter/plwork08.htm>

Ce sont les travaux de Flesch, Dale, Chall et Gunning qui ont marqué le développement des formules de lisibilité. Ces auteurs, par leur contribution ont non seulement présenté le problème de la lisibilité au grand public, mais ils ont motivé le développement de nouveaux standards pour tout le domaine (DuBay 2007 : 61).

Une communauté de chercheurs s'est aussi développée à cette époque, celle-ci ayant pour but de décrire le fonctionnement des formules et les façons possibles de les améliorer. Une importante contribution à cette époque a été l'ajout de l'« écriture » comme paramètre. Jusqu'alors, les formules et les études dans ce domaine décrivaient seulement les aptitudes et difficultés en lecture.

Enfin, l'ajout d'un dernier élément aux formules de lisibilité de l'époque a été le texte à trous qui est aujourd'hui fréquemment utilisé.

Authors describe an experiment in which, as a test of comprehensibility, subjects were asked to fill in blanks representing words that had been deleted from written material. This technique has since been called "cloze" procedure by Wilson Taylor. (Klare 1963 : 85)

Le texte à trous a été publié pour la première fois à l'Université d'Illinois en 1953 (DuBay 2007 : 65). Wilson Taylor (DuBay 2007 :64) l'avait élaboré à la suite de ses nombreuses critiques des formules de lisibilité classiques. À titre d'exemple, un texte à trous va régulièrement supprimer un mot, d'habitude chaque cinquième mot. Certains chercheurs fournissent une liste de mots aux

participants tandis que d'autres ne la fournissent pas (DuBay 2007 : 66). Les évaluations vont faire le calcul du pourcentage de mots qui ont été correctement insérés dans les vides. Quand le résultat est plus faible, le texte est difficile. Les lecteurs de niveau avancé obtiennent un résultat de 65 % en moyenne pour un texte simple. De ce fait les textes qui nécessitent de l'aide pour être lus demandent un résultat de seulement 35%. Le problème était, selon l'auteur, que les mots ne pouvaient pas être utilisés comme facteur unique afin de déterminer la difficulté d'un texte. Il a stipulé que c'était la relation entre les mots qui est plus importante. Son texte à trous repose sur l'idée que les lecteurs deviennent plus aptes à remplir les vides du texte au fur et à mesure que leurs compétences en lecture s'améliorent. (DuBay 2007 :65). Au fil du temps, il y a eu différentes versions de ce test.

Enfin dans les années 1980, d'autres domaines ont influencé les recherches en lisibilité. Par exemple, ceux de la psychologie cognitive et de la linguistique. Ils étudiaient des facteurs cognitifs et structurels afin d'évaluer leur rôle dans la prédiction du niveau de lisibilité. Une évolution positive est arrivée au constat qu'on pouvait se servir des formules de lisibilité pour rédiger un texte ou l'adapter à un niveau de lisibilité spécifique (DuBay 2007 :63).

2.5 Domaines utilisant les formules de lisibilité

Nous avons vu que les formules de lisibilité ont pris naissance dans le domaine de la littérature avant de se propager à celui de l'éducation et enfin aux textes destinés au public en général comme les journaux. À chacune des étapes de leur développement, de nouvelles variables d'analyse ont été ajoutées.

Aujourd'hui, on utilise les formules de lisibilité dans des domaines auxquels les chercheurs des débuts n'avaient certainement pas pensé :(DuBay 2007 :109)

La littérature politique

Les rapports annuels des entreprises

Les guides de service à la clientèle

Les guides des conducteurs

L'information de la santé dentaire

L'information pour les soins palliatifs

Les formulaires de consentement éclairé

L'information de santé en direct

Les journaux médicaux

L'information de santé environnementale

L'information de santé mentale.

Nous ajoutons à cette liste, le domaine qui nous intéresse, le langage juridique.

Une étude dirigée par les chercheurs Charrow et Charrow (Gibbons 1994) a mis en évidence le rôle du langage dans l'incompréhension d'un discours ou d'un texte juridique. Le contexte de l'étude se centrait sur les instructions pour les

membres d'un jury. Cette étude est pertinente puisqu'elle touche directement au domaine du langage juridique. Les chercheurs voulaient déterminer si c'était le langage ou la complexité des idées qui avaient le plus d'impact sur le niveau de compréhension (DuBay 2007 : 107). Cette première expérience a démontré que c'était le langage qui était problématique et non la difficulté des idées que le langage tentait de véhiculer.

Quand les chercheurs ont refait l'expérience, ils ont séparé le groupe en deux. Chaque groupe avait une combinaison d'instructions simplifiées et des questions originales. Le taux de compréhension a été de 59 pourcent pour les questions simplifiées et de 45 pourcent pour les questions originales (DuBay 2007 : 107).

Cette étude a entraîné une troisième expérience, cette fois avec la réécriture complète des questions. Les résultats de cette expérience ont été extrêmement positifs, ce qui a lancé une discussion sur la validité de la longueur des phrases comme indicateur de difficulté d'un texte. Les Charrow, qui ont mené ces études, ont affirmé que la longueur des phrases ne cause pas la difficulté parce que la recherche linguistique nous montre que plusieurs phrases d'une même longueur peuvent varier en termes de niveau de difficulté (DuBay 2007 : 108). Leurs résultats allaient à l'encontre des études qui affirmaient que plus une phrase est longue, plus elle est difficile. « *Average sentence length has long been one of the clearest predictors of text difficulty.* » (DuBay 2007:108) Ainsi, les travaux de Bormuth qui datent de 1966 et comprennent une série d'études empiriques ont

montré que des variables autres que le vocabulaire et la longueur des phrases affectent la compréhension des textes. (DuBay 2007 :81) Bormuth a effectué plusieurs études et a développé 24 formules avec de nombreuses variables. Cependant, il a découvert en fin de compte que ces nouvelles variables n'ajoutaient en rien à la validité des deux variables des formules classiques. (DuBay 2007 : 82) Le fait que Bormuth ait laissé tomber cette direction de travail a mis en évidence la validité des deux variables classiques. (DuBay 2007 :82)

Dans cette section, après avoir rappelé les différents domaines qui utilisent les formules de lisibilité, nous avons montré à l'aide d'un exemple comment elles sont utiles dans le domaine du langage juridique. Pour conclure ce chapitre, nous ciblerons plus précisément notre sujet en nous attardant au travail qui a été effectué dans ce domaine pour le français.

2.6 Les tests de lisibilité en français

Les informations ci-dessus nous montrent qu'il y a plusieurs chercheurs notables qui ont contribué de façon importante au domaine de la lisibilité. En ce qui concerne la langue française, seuls les chercheurs Kandel, Moles et De Landsheere (Henry1975 :27), ont tenté d'adapter quelques-unes des formules déjà existantes. Le professeur De Landsheere a supervisé l'étude de Georges Henry, son étudiant à l'époque, qui a aussi travaillé dans le domaine de la lisibilité. Ces chercheurs qui ont travaillé sur la lisibilité des documents de langue

française, ont utilisé la formule de lisibilité de Flesch pour développer leurs propres mesures de lisibilité. L'adaptation de la formule de Flesch pour la langue française représente un choix important. Nous allons regarder en détail une des formules conçues spécifiquement pour la langue française, celle de Georges Henry.

Dans le cadre de cette étude, nous allons faire l'analyse du niveau de lisibilité de textes juridiques français et comparer entre eux le degré de lisibilité de différents textes dans notre corpus. Vu que ces textes sont en français, notre motivation était de trouver une formule spécifiquement conçue pour cette langue, de façon à pouvoir bien s'attaquer aux problèmes qui lui sont propres. Les langues étant toutes différentes, les formules conçues pour d'autres langues ne donneront pas nécessairement une juste représentation de la situation ou le bon niveau de lisibilité des textes.

Les recherches de Henry ont été publiées dans un ouvrage en 1975. Il faut noter que ceci représente une étude et une publication qui datent de plus de 40 ans. Cependant, les formules de ce type sont encore utilisées de nos jours pour satisfaire les besoins de grandes études par les chercheurs dans ce domaine. Du point de vue de Georges Henry, le but de la lisibilité est de « prédire et [de] contrôler la difficulté du langage écrit. » (Henry 1975 :9) Ses recherches en lisibilité avaient pour but d'améliorer la communication écrite; son test de lisibilité a donc été développé spécifiquement à cet effet. Le langage juridique trouvé

dans les textes, y compris dans notre corpus, était en français. Ceci a fortement influé sur notre choix de formules et nous avons choisi d'utiliser celles de Henry pour évaluer le niveau de lisibilité de nos textes. Tout comme les chercheurs cités précédemment, Henry a adapté la formule de Rudolf Flesch à la langue française pour créer sa mesure. Les travaux de Flesch étant d'une grande renommée et ayant été améliorés et adaptés régulièrement, nous pensons qu'il s'agit d'un choix judicieux que d'utiliser la formule de Henry.

Dans la formule de Henry, de nombreuses variables pour l'évaluation de la lisibilité sont utilisées. Celles-ci comprennent entre autres des variables formelles telles que la longueur des phrases et des mots et le *type token ratio*. Ce dernier concerne la redondance dans un texte et sa relation à la difficulté du texte. Henry prend aussi en considération des variables lexicales comme la fréquence et la difficulté des mots. D'autres variables sont d'ordre syntaxique et structural. Quand Henry a construit ses formules, il avait au début inclus 116 variables indépendantes. Cet ensemble a toutefois été réduit à 26 variables par la suite. Les trois formules qui suivent ont été construites à partir de ces 26 variables.

La première formule comprend huit variables linguistiques qui sont les suivantes :

- i Le *type token ratio* ;
- ii. Les éléments absents de la liste de Gougenheim
(Gougenheim :1965);

- iii. Les noms concrets et abstraits ;
- iv. Les pronoms personnels de dialogue ;
- v. Les conjonctions de coordination ;
- vi. Les transformations passives ;
- vii. Les transformations de déplacement ;
- viii. Les transformations de relations et de subordination.

Les calculs

- i. Pour calculer le *type token ratio*, il faut diviser le nombre de mots uniques dans le texte par le nombre total de mots dans le texte. Les formes différentes des mots sont considérées comme trois mots séparés. Par exemple : petit, petite, petits. Ces mots sont comptés comme trois mots différents.
- ii. Pour calculer le nombre de mots absents de la liste de Gougenheim, il faut déterminer le nombre de mots qui sont absents de la liste (en comptant un mot répété et ses variantes morphologiques comme une seule occurrence), il faut ensuite multiplier par 100 et diviser par le nombre total de mots dans l'extrait.
- iii. Les noms communs concrets sont définis comme « tout ce qui peut être employé avec un verbe de perception. Par exemple, les mots qui pourraient être employés comme l'objet de : voir, toucher, sentir, bruler... ». Le pourcentage de mots concrets calculé par rapport au

nombre de mots total de l'extrait est retenu.

iv. Les pronoms personnels de dialogue sont les pronoms personnels de la première personne et de la deuxième personne. Le pourcentage de ces pronoms calculé par rapport au nombre de mots total de l'extrait est retenu.

v. Il faut aussi inclure le pourcentage par rapport au nombre total de mots des conjonctions de coordination telles que « et, ou, car, donc, mais. »

vi. Les transformations passives sont classées par le type de passives :

- le nombre de types passifs complets;
- le nombre de types passifs incomplets;
- le nombre de types passifs nominaux.

vii. Les transformations de déplacement sont aussi classées par le type de transformations :

- le nombre de déplacements de constituants en tête de phrase;
- le nombre de déplacements de constituants vers la fin de la phrase;
- le nombre de déplacements du type « permutation miroir »;
- le nombre de déplacements affectant les adjectifs tous et seul.

viii. Le nombre de relatives et de subordonnées est retenu, à l'exception des subordonnées de temps.

La deuxième formule comprend cinq variables :

- i. Le nombre de mots par phrase;
- ii. Le *type token ratio*;
- iii. Les mots absents de la liste de Gougenheim;
- iv. Les pronoms personnels de dialogue;
- v. Les prénoms employés seuls, les points d'exclamation et les guillemets de dialogue.

Les calculs

- i. Pour calculer le nombre de mots moyen par phrase, il faut diviser le nombre de mots par le nombre de phrases dans l'extrait en question.
- ii. Voir les explications dans la section ii ci-dessus.
- iii. Voir les explications dans la section iii ci-dessus.
- iv. Voir les explications dans la section iv ci-dessus.
- v. Pour calculer le nombre de prénoms employés seuls, les points d'exclamation et les guillemets de dialogue, il faut les compter séparément et ensuite les additionner :
 - le nombre de points d'exclamation;
 - le nombre de guillemets ou de tirets qui ouvrent un dialogue;
 - le nombre de prénoms employés seuls et les répétitions d'un prénom.

Après avoir additionné le tout, il faut le multiplier par 100 et le diviser par le nombre de mots dans l'extrait.

La troisième formule comprend seulement trois variables :

- i. Le nombre de mots par phrase ;
- ii. Les mots absents dans la liste de Gougenheim ;
- iii. Les prénoms employés seuls, les points d'exclamation et les guillemets de dialogue.

Nous avons omis la description des variables puisqu'elles sont les mêmes que dans les formules précédentes. Après avoir fait le calcul des données de la troisième formule, il faut consulter un tableau qui va déterminer le score de lisibilité. Il y a un graphique différent pour chacun des trois niveaux scolaires déterminés par Henry; les tableaux sont disponibles dans l'ouvrage. Ces niveaux sont :

- degré supérieur de l'enseignement primaire ;
- les deux dernières années de l'enseignement secondaire inférieur ;
- les deux dernières années de l'enseignement secondaire supérieur.

Après avoir saisi le score de lisibilité des tableaux, il est possible de déterminer si le texte en question représente un niveau de lisibilité trop élevé ou trop bas pour un niveau scolaire donné. Nous pouvons le faire en consultant un tableau de référence créé à partir des résultats de recherche de J. Bormuth (Henry 1975 :215). Le tableau indique « les scores optimums de difficulté » pour chaque niveau scolaire. Bormuth divise aussi les scores optimums en trois types de

textes : les manuels utilisés en classe, les ouvrages de référence et la lecture libre.

Dans ce chapitre nous avons présenté les grandes lignes de l'évolution du domaine de la lisibilité et nous avons présenté plus en détails les trois formules de Henry, adaptées au français. Nous avons vu comment ce domaine est répandu et combien de chercheurs ont consacré leur carrière à le développer et à augmenter son importance. L'emploi des formules de lisibilité dans des contextes variés met en évidence à quel point le domaine a évolué. Nous continuons présentement de nous servir des formules pour leur utilité.

Chapitre 3 : La méthodologie de l'analyse

Ce chapitre porte sur l'analyse des documents juridiques. En premier lieu nous discuterons de la méthodologie des analyses effectuées. Ensuite, nous présenterons le corpus. Commençons avec la description de la méthodologie.

Dans le cadre de cette étude, nous avons analysé cinq documents juridiques. Il faut noter que ces documents sont destinés au lecteur ordinaire et non seulement aux initiés de la profession juridique. Le but en étant de mettre en évidence le niveau de lisibilité de ce genre de texte pour ce genre de destinataires. L'analyse a été effectuée en trois phases.

3.1 Étape 1

Dans un premier temps, nous avons utilisé la formule courte de Georges Henry, afin d'obtenir un score de lisibilité. La troisième formule de Henry comprend trois étapes. Le nombre de mots par phrase, le nombre de mots absents de la liste de Gougenheim et les indicateurs de dialogue. Après avoir obtenu le score, il sera possible de comparer les résultats aux scores déterminés comme optimums pour des niveaux d'éducation variés. Ces scores optimums seront présentés dans un tableau dans le chapitre quatre. Nous allons maintenant décrire le processus de cette étape de l'analyse.

3.1.1 La division des textes

Avant de procéder à l'analyse des documents avec la formule courte de Henry, il fallait préparer les documents. A cause du fait que la longueur de chaque contrat variait, nous avons décidé d'effectuer l'analyse sur 20 % de chaque document. Nous avons aussi voulu analyser trois sections du texte, le début, le milieu et la fin. Ceci a pour but de déterminer si la complexité du document varie au long du texte. Si une variation de lisibilité est présente, nous allons pouvoir identifier dans quelle section cet écart se trouve.

La division des textes s'est effectuée en plusieurs étapes.

La première étape était de diviser le texte par le nombre de phrases et ensuite de noter le nombre de phrases au total dans le texte. Ensuite, nous avons calculé ce qui était 20 % du total de ces phrases. Ce résultat a été divisé en trois, pour pouvoir le diviser entre les trois sections d'analyse. Par exemple :

Si le texte comprenait 105 phrases, nous avons calculé ce qui représente 20 % de ce total. ($20\% \text{ de } 105 = 21$)

Ensuite, nous avons divisé ce 20 % en trois ($20\% = 21 \text{ phrases}$) alors ($21/3 = 7$).

Avec cet exemple, sept phrases seront analysées dans chaque section d'analyse, le début, le milieu et la fin.

Dans certains contrats, la ponctuation variait. De ce fait, nous avons compté comme une phrase les séries de mots qui se terminent par un point virgule, deux points ou des tirets.

La prochaine étape consistait à diviser le texte en trois parties pour identifier le début, le milieu et la fin du document. Ceci a aussi été accompli en utilisant le nombre de phrases dans chaque texte. Par exemple :

$105/3 = 35$ phrases par section d'analyse.

Ceci veut dire que la répartition du texte est la suivante :

Le début : phrases 1-35;

Le milieu : phrases 36-70;

La fin : phrases 71-105.

Pour l'exemple ci-dessus l'analyse de sept phrases pour chaque partie sera effectuée. Ces sept phrases dans chaque section représentent 20 % du total du document. Il faut noter que la division du texte n'a pas toujours été exacte. Si le milieu ou la fin du texte commençait vers la fin d'une sous-section, nous avons fait le choix de commencer l'analyse dans la sous-section suivante pour maintenir la cohérence du contenu. Nous avons voulu analyser un contenu différent et c'est aussi possible que le niveau de lisibilité change dans une autre sous-section. Dans ce cas, l'analyse des sept phrases comme dans l'exemple ci-dessus commencera dans une nouvelle section ou un nouveau paragraphe.

3.2 Présentation du corpus

Dans cette section, nous allons décrire les documents qui figurent dans le corpus.

Ce corpus comprend six documents juridiques. Chacun est différent et est jugé comme document pertinent dans notre vie moderne. On ne peut nier le fait que chaque individu a des besoins différents et que le jugement de ce qui serait pertinent peut différer d'un individu à un autre. Néanmoins, nous avons tenté de choisir des documents qui reflétaient des services qu'utilisent une majorité d'individus. Chaque document est de nature différente et représente un service différent. Il faut prendre en considération que nous avons utilisé le document d'une seule compagnie pour chaque type de contrat. Il est possible que le score de lisibilité reflété dans la rédaction du texte d'une compagnie diffère d'un contrat du même type d'une autre compagnie. Nous ne pouvons pas regarder les résultats d'un type de document comme représentatifs de tous les documents de cette nature. Les documents suivants désignent les termes et les conditions qu'il faut absolument accepter avant de recevoir le service mentionné dans les contrats. La plupart des documents proviennent d'individus qui ont utilisé les services décrits dans les documents. Il faut aussi noter que beaucoup de temps a été consacré à l'accumulation des documents. Pour les documents non disponibles par internet, il fallait se les procurer auprès des individus qui ont acheté ou participé aux services décrits. Les compagnies n'étaient pas réceptives à notre étude et ne voulaient pas nous fournir leurs documents. Nous avons voulu éviter des problèmes de traduction, qui sont une réalité dans un pays bilingue comme le Canada. Tous les documents sont du Canada et

proviennent en majorité de la province du Québec. Dans cette province le français est la langue officielle et les documents ont été conçus et rédigés en français plutôt que traduits. Nous allons faire un survol de chacun des documents qui figurent dans le corpus.

3.2.1 Le prêt scolaire

Le premier document est un prêt scolaire. À l'époque moderne, les études postsecondaires sont dispendieuses. Un grand nombre d'individus font des demandes pour des prêts gouvernementaux et privés pour financer leurs études. Il faut aussi considérer le nombre de personnes qui font des études supérieures, par exemple des maîtrises et des programmes professionnels comme le droit et les sciences médicales. Les études universitaires et collégiales au Canada coûtent cher, sans oublier le coût de la vie. Par exemple, le loyer, la nourriture et le divertissement. La citation suivante décrit les résultats d'une étude à ce sujet réalisée par Statistiques Canada.

« Parallèlement à la hausse des frais de scolarité, un nombre plus élevé d'étudiants ont eu recours à un prêt étudiant pour pouvoir payer le coût de leurs études postsecondaires, et le niveau d'endettement a augmenté. Par conséquent, cela a eu une incidence sur la situation financière des étudiants après l'obtention de leur diplôme. Selon la présente étude, fondée sur des données provenant de trois enquêtes différentes, bien plus de la moitié (57 %) »

de la promotion de 2005 avait un prêt étudiant, en hausse par rapport aux 49 % observés 10 ans plus tôt. La dette moyenne d'études au moment de l'obtention du diplôme s'est accrue, passant de 15 200 \$ à 18 800 \$ au cours de la même décennie. De plus, la proportion d'emprunteurs qui devaient au moins 25 000 \$ au moment de l'obtention de leur diplôme est passée de 17 % en 1995 à 27 % en 2005. »³⁵

Ce document décrit les obligations du prêteur quand il ou elle reçoit son prêt scolaire. Le document décrit aussi la procédure de paiements à la fin des études. Il faut noter qu'à la différence des autres documents, celui-ci provient de la province de l'Ontario et qu'il s'agit d'un document provenant du gouvernement canadien non traduit.

3.2.2 Le contrat Visa Desjardins

Le deuxième document est un contrat Visa Desjardins. Ce contrat est obligatoire pour tous ceux qui ont une carte de crédit de cette institution. Le contrat comprend plusieurs informations. Par exemple, le processus de paiement et ce qui arrive si le prêteur meurt avant le remboursement total de sa dette. Il faut noter que chaque compagnie a des termes différents. « Près de 11 millions de familles ont déclaré posséder au moins une carte de crédit l'an dernier. La médiane de la dette sur carte de crédit et du crédit à tempérament est passée

³⁵ <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/100129/dq100129c-fra.htm>

de 2 100 \$ à 2 400 \$ » (Statistiques Canada 2006) Nous avons inclus cette citation pour mettre en évidence le nombre de familles qui utilisent des cartes de crédit et que la dette augmente de plus en plus.

3.2.3 Les modalités d'utilisation du site <http://fr.canoe.ca/>

Le troisième document décrit les modalités de service pour l'utilisation du site Web canoe.ca. Ce site Web a divers usages, offrant entre autres un compte courriel. Nous avons regardé les conditions d'utilisation du site Web de façon générale au lieu de regarder simplement les conditions qu'il faut accepter pour avoir un compte courriel Canoe. La raison pour laquelle nous avons fait ce choix est pour mettre en évidence l'existence de telles conditions. Chaque site Web comprend normalement des modalités ou des conditions que nous acceptons implicitement chaque fois que nous consultons ces sites. Selon Statistiques Canada, deux tiers des adultes canadiens ont navigué sur l'Internet en 2005. Regardons le tableau suivant pour la répartition des pourcentages dans certaines villes (Statistiques Canada 2005)

Tableau 2 : Pourcentages de Canadiens utilisant l'Internet

Ville	Pourcentage d'adultes canadiens utilisant l'Internet
Montréal	68
Ottawa-Gatineau	77
Toronto	75

Maintenant, considérons le tableau suivant qui montre comment les adultes canadiens utilisent l'Internet (Statistics Canada 2006) La raison pour laquelle nous incluons le tableau suivant est pour mettre en évidence les différents types d'utilisation de l'internet. Les conditions d'utilisation de l'internet affectent plusieurs personnes pour plusieurs raisons. A cette époque moderne nous trouvons de nouvelles raisons pour utiliser l'internet chaque jour.

Tableau 3 : Raisons pour l'utilisation de l'internet à domicile en 2005

Raison	Pourcentage
Courrier électronique	91
Navigation générale	84
Bulletins météorologiques et conditions routières	67
Trouver des renseignements ou faire des arrangements de voyage	63
Voir les nouvelles et les sports	62
Rechercher des renseignements médicaux ou liés à la santé	58
Opérations bancaires électroniques	58
Faire du « lèche-vitrine »	57
Paiement des factures	55

Rechercher des renseignements sur les administrations publiques	52
Commander un produit ou un service	43
Études, formation ou travaux scolaires	43
Se renseigner sur des événements communautaires	42
Jouer à des jeux	39
Participer à des groupes de discussion ou utiliser un messenger	38
Acquérir ou sauvegarder de la musique (téléchargement gratuit ou payant)	37
Acquérir ou sauvegarder un logiciel (téléchargement gratuit ou payant)	32
Se renseigner sur des investissements	26
Écouter la radio sur Internet	26
Communiquer avec les administrations publiques	23
Télécharger ou regarder la télévision ou un film sur Internet	12
Toute autre raison personnelle non commerciale	11

3.2.4 Le contrat Budget

Le quatrième document est un contrat pour la location d'une voiture de la compagnie Budget. Certes, ceci n'est pas un service essentiel. Mais, nous avons voulu analyser un document qui est consulté par plusieurs personnes. Le transport est très important dans notre société. Ce service représente un moyen de transport. Les individus louent des voitures pour des occasions diverses, par

exemple leurs vacances, des voyages d'affaires et aussi les fins de semaine s'ils n'ont pas leur propre voiture chez eux. Ce document est le plus court que nous ayons analysé. Nous avons voulu voir si les conditions de location pourraient être clairement expliquées en moins de mots par rapport aux autres contrats dans notre corpus.

3.2.5 Le contrat d'assurance automobile

Le cinquième document est un contrat d'assurance. Il est illégal de conduire une automobile sans assurance. Chaque personne qui est propriétaire d'une automobile doit acheter un type d'assurance. Il faut noter que les lois gouvernant ceci diffèrent dans chaque province. Dans la province de Québec d'où provient ce contrat, la loi est la suivante :

La Loi sur l'assurance automobile oblige tout propriétaire de véhicule routier circulant au Québec à obtenir un contrat d'assurance de responsabilité d'au moins 50 000 \$. Pour le transporteur, ces montants sont de 1 million \$, et de 2 millions \$ s'il transporte des matières dangereuses. Cette police d'assurance, qui relève de l'entreprise privée, doit garantir l'indemnisation des dommages matériels causés par ce véhicule ³⁶.

³⁶ <http://www.saaq.gouv.qc.ca/lois/index.php#a25>

Compte tenu que le total d'immatriculations de véhicules automobiles routiers au Québec est de 4 908 351 en 2009, ce type de contrat est très répandu.

3.3 Exceptions

En ce qui concerne la division des textes, le processus de division a été utilisé pour tous les documents sauf le contrat de location de voiture et le contrat d'assurance automobile. Dans le cas de la location de voiture, la longueur des phrases variait davantage au long du texte. Nous avons voulu analyser un nombre égal de phrases dans le début, le milieu et la fin de ce document, avec un nombre de mots à peu près égal pour chaque section. Pour régler le problème d'égalité, nous avons compté le nombre de mots au total dans le texte. Nous avons décidé d'analyser 20 % des mots dans le texte. Nous avons aussi effectué la division des sections (début, milieu, fin) en divisant le nombre mots en tiers comme pour les autres documents.

Dans le cas du contrat d'assurance automobile, ce document comprenait huit pages divisées en trois sections. Nous avons décidé d'analyser la deuxième section du contrat, intitulée : « Nature et étendue de l'assurance ». La raison

pour ce choix est de mettre en évidence les détails jugés les plus pertinents du contrat pour le consommateur. Les deux sections que nous avons décidé de ne pas inclure dans l'analyse portent sur le type d'assurance choisie par le client; « L'Option bonne route », et les « Dispositions générales ». À part l'omission des deux sections de ce contrat, la section retenue a été divisée comme il est décrit dans la section « division des textes ».

3.4 La formule courte de Henry

Nous allons maintenant discuter de la première composante de la formule courte de Henry, le nombre de mots par phrase. Dans cette partie de l'analyse, nous avons compté le nombre de mots dans chaque phrase. Le mot est l'unité libre minimale de la phrase qui peut être séparée des autres mots auxquels il est lié. (Bloomfield 1935) Il faut noter que nous avons considéré certains articles et pronoms qui s'attachaient à des noms par des apostrophes comme étant des mots séparés. Par exemple : l'éléphant, s'appliquer.

Dans l'exemple « l'éléphant danse avec la fille », nous comptons six mots dans la phrase.

Un autre élément notable concerne les acronymes et les blocs de mots. Nous avons compté comme un seul mot l'utilisation d'un acronyme. Quand l'acronyme a été présenté au long, nous l'avons compté comme un seul mot aussi. Ceci est également le cas pour tout autre bloc de mots, par exemple : Nouveau-

Brunswick ou Banque Royale. Dans l'exemple suivant, le nombre de mots dans la phrase est de six : la Banque Royale est située au Canada.

Dans la deuxième composante de la formule courte de Henry est le nombre de mots absents de la liste de Gougenheim. Dans cette partie de l'analyse, nous prenons en compte tout mot qui ne figure pas dans le vocabulaire fondamental de Gougenheim (Gougenheim 1964). Il faut noter que nous avons considéré tout mot dérivé d'un mot dans le vocabulaire fondamental comme faisant partie de cette liste. Nous avons inclus les mots qui suivent les procédés normaux de la dérivation. La raison pour laquelle nous avons fait ce choix est parce que ceci représente une connaissance intuitive. Par exemple, si le mot « prêt » figure dans la liste de Gougenheim, nous allons considérer le mot « prêteur » comme un mot qui suit les procédés réguliers de la dérivation. Toutefois, si le mot ne suit pas les procédés réguliers de la dérivation, le mot ne sera pas inclus comme faisant partie du vocabulaire de Gougenheim. Par exemple, le mot « vérité » qui vient du mot « vrai », un mot qui figure dans le vocabulaire fondamental de Gougenheim serait exclu parce que le procédé de dérivation de ce mot n'est pas régulier et qu'il doit être appris.

Après avoir déterminé le nombre de mots absents de la liste de Gougenheim, il

faut calculer les scores. Par exemple : le nombre de mots absents multipliés par 100, divisé par le nombre de mots dans l'extrait. S'il y a 10 mots absents et 300 mots dans l'extrait, il faut diviser 100 par 300 et ensuite multiplier ce résultat par 10.

Il faut mentionner le fait que le vocabulaire fondamental de Gougenheim date des années soixante. Il est certain que le vocabulaire jugé comme fondamental a changé au fil des années. De ce fait, nous avons proposé d'inclure un autre ouvrage en plus de celui de Gougenheim. Le dictionnaire de fréquence du français parlé au Québec de Normand Beauchemin (Beauchemin 1992) sera utilisé dans la section 4.4 à la place de l'ouvrage de Gougenheim. Ceci nous permettra de respecter les critères exacts proposés par Henry quand il a développé sa formule et de regarder la fréquence du vocabulaire plus récent. Les documents que nous considérons dans le corpus sont tous récents. Vu que le dictionnaire de fréquence fonctionne d'une manière différente de la liste de Gougenheim, nous allons effectuer une analyse supplémentaire par l'utilisation de l'ouvrage de Beauchemin. Dans la section 4.4, nous allons retirer tous les mots de notre corpus qui ne figurent pas dans la liste de Gougenheim. Nous allons ensuite rechercher leur fréquence dans le dictionnaire de Beauchemin, pour mettre en évidence la fréquence de ces mots qui ne sont pas jugés comme

« fondamentaux » selon les critères de Gougenheim. Cette analyse sert aussi à voir si ces mots ont une plus grande fréquence dans le français parlé au Québec puisque la liste de Gougenheim est basée sur des textes et entrevues européens.

La troisième composante de la formule courte de Henry comprend l'analyse des indicateurs de dialogue. Il faut compter séparément et ensuite additionner le nombre de points d'exclamation, le nombre de guillemets ou de tirets ouvrant des dialogues, et le nombre de prénoms employés seuls. Nous avons ajouté à cette section les parenthèses. Nous avons aussi modifié légèrement ces critères vu que nous ne nous attendions pas à ce que des dialogues apparaissent dans ce genre de texte. La simple présence dans le texte des points d'exclamation, guillemets, parenthèses et tirets a été retenue, qu'ils indiquent ou non un dialogue.

Comme dans le paragraphe ci-dessus, il faut faire les calculs. Nous calculons la valeur des indicateurs de dialogue en divisant 100 par le nombre de mots dans l'extrait et ensuite en le multipliant par le nombre d'indicateurs de dialogue. Par exemple : s'il y a 25 indicateurs de dialogue et 500 mots dans l'extrait, nous divisons 100 par 500 et ensuite multiplions ce résultat par 25.

Procédons maintenant aux détails concernant la deuxième étape de l'analyse.

3.5 Étape 2

Dans un deuxième temps, nous avons utilisé un élément, le *type token ratio*, qui figure dans la formule longue (numéro un) de Georges Henry. Ceci avait pour but de démontrer la diversité lexicale dans les textes en question. Nous avons analysé le *type token ratio* de chacune des sections telles qu'elles sont divisées dans la première partie de l'analyse. Théoriquement, Henry proposait que la redondance élevée facilite la compréhension. Le *type token ratio* sert à calculer le pourcentage de mots différents dans un extrait.

Comment calculer le *type token ratio* :

Il faut compter le nombre de types : tous les mots différents dans le texte;

Il faut compter le nombre de *tokens* : le nombre total de mots dans le texte;

Il faut diviser le nombre de types par le nombre de *tokens*;

Pour arriver à un pourcentage, il faut multiplier le résultat précédent par 100.

3.5.1 Exemple

Carmen va au parc avec son chien Kiwi. Ils voient d'autres chiens et des enfants.

Le chien chasse les autres chiens et laisse les enfants tranquilles. Kiwi a peur

des enfants. Carmen aime son chien et Kiwi vit avec Carmen.

Calculs :

22 types

41 *tokens*

$$22/41 = 0.5565$$

55.65%

Mot	Nombre	Mot	Nombre	Mot	Nombre	Mot	Nombre
Carmen	3	autres	2	et	3	Avoir	1
Aller	1	Des, d'	3	enfants	3	Peur	1
Au	1	Voir	1	l',le,la,les	3	Aimer	1
Parc	1	Ils	1	Chasser	1	vivre	1
Avec	2	Kiwi	3	Laisser	1		
Son	2	chien	5	tranquille	1		

3.6 Étape 3

L'étape 3 comprend les détails et les défis de la méthodologie de cette analyse.

Dans le quatrième chapitre, à la section 4.10 nous allons présenter ces défis.

Dans ce chapitre, nous avons présenté le corpus. Nous avons aussi spécifié comment nous avons divisé les textes pour choisir les extraits à analyser de la manière la plus conforme possible pour tous les documents du corpus. Nous avons aussi examiné les détails concernant la formule de Georges Henry. Nous avons mentionné comment nous allons modifier certains aspects de la formule pour réaliser les buts de l'analyse, comme par exemple par l'utilisation de

l'ouvrage de Beauchemin.

Chapitre 4 Les résultats de l'analyse :

Dans ce chapitre, nous allons préciser les résultats des analyses des documents décrits dans le chapitre précédent.

Étape 1 : La formule courte de Georges Henry

4.1 Nombre de mots par section

<i>Contrat</i>	<i>Section</i>			
	Début	Milieu	Fin	Moyenne (DMF)
Prêt	310	263	261	278
Visa	447	409	400	419
Canoë	121	111	119	117
Budget	61	61	64	62
Assurance	259	265	268	264

Ce tableau décrit le nombre de mots qui ont été analysés dans chaque section (le début, le milieu et la fin) de chaque texte. Nous voyons que le contrat Visa comprend le plus grand nombre de mots analysés et le contrat Budget, le plus petit nombre de mots analysés. Nous avons aussi spécifié le nombre moyen de mots analysés dans chaque contrat. La moyenne résultante est de 228 mots. Les contrats figurant dans notre corpus représentent des longueurs variées, chacun d'entre eux divergeant de la moyenne de mots. Nous nous sommes demandée si la longueur du texte avait un impact sur son niveau de lisibilité. Cette question va être abordée dans ce chapitre.

4.2 Nombre de mots par phrase (MP)

	<i>Section</i>			
<i>Contrat</i>	Début	Milieu	Fin	Moyenne (DMF)
Prêt	38.75	37.57	37.28	37.86
Visa	37.25	40.9	30.7	36.28
Canoë	30.25	27.25	15	24.16
Budget	15.25	30.5	16	20.58
Assurance	37.14	37.86	38.29	37.76

Ce tableau décrit le nombre de mots par phrase dans chaque section (les débuts, les milieux et les fins) de chaque texte. Nous voyons que le prêt étudiant représente le contrat comprenant le plus de mots par phrase en moyenne. Le contrat d'assurance a donné presque le même résultat quant au nombre de mots par phrase (que le prêt étudiant). Le contrat Budget a le moins de mots par phrase. Les résultats de l'analyse de ce contrat diffèrent davantage des autres contrats en ce qui concerne le nombre de mots par phrase. Toutefois, il faut aussi considérer le fait que ce contrat représentait celui avec le moins de mots analysés au total. Le prêt étudiant a un nombre de mots par phrase constant dans les trois sections d'analyse. C'est aussi le cas pour le contrat d'assurance. Le début et le milieu du contrat Visa ont un résultat identique concernant le nombre de mots par phrase, mais la fin donne un résultat moins élevé. Ceci est le cas aussi pour le contrat Canoë, avec les deux premières sections donnant une valeur semblable. Toutefois, la fin de ce contrat comprend la moitié de mots

par phrase que celles du début du contrat. Le contrat Budget est aussi inconstant, le début et la fin ayant des valeurs semblables, mais le milieu représentant environ le double de celles du début et de la fin.

Le nombre de mots par phrase est un critère essentiel pour la mesure de lisibilité de Georges Henry. Cependant, nous pouvons aussi dégager beaucoup d'informations au sujet de la complexité et du style d'un document en regardant le nombre de mots dans chaque phrase. Le Bureau de la traduction du gouvernement du Canada donne des critères concernant la rédaction claire et efficace des communications écrites. Il y est suggéré que le nombre idéal de mots par phrase est 15 mots. Toutefois, il faut varier le nombre de mots dans chaque phrase pour éviter la monotonie. De ce fait, ils suggèrent de ne pas dépasser 25 mots pour que la communication soit comprise. Regardons la citation suivante :

« À la première lecture d'un texte, il est difficile de comprendre les phrases qui contiennent plus de 25 mots. Quant aux phrases de plus de 35 mots... on ne se le cache pas, elles sont pénibles pour tout le monde. L'objectif visé : 15 mots par phrase. » (Bureau de la Traduction)

En utilisant la suggestion du Bureau de la traduction, nous pouvons déduire que le seul contrat respectant ce conseil est celui de Budget. Toutefois, le nombre de mots par phrase pour la section du milieu dépasse les 25 mots. Les contrats du prêt étudiant et de l'assurance dépassent tous les deux le maximum de 25 mots de plus de 10 mots dans toutes les sections analysées. Le contrat Visa dépasse

ce conseil de plus de 10 mots dans les deux premières sections et de cinq mots dans la section finale. Le contrat Canoë devient de plus en plus simple, commençant avec un nombre de mots par phrase élevée et ensuite diminuant pour en arriver au chiffre suggéré par le bureau de la traduction. Il faut noter que les contrats Visa, Canoë et celui de Budget varient dans le nombre de mots par phrase tout au long du contrat, un critère suggéré pour éviter d'être monotone.

Si nous considérons le nombre de mots par phrase comme indicateur de complexité, nous pouvons remarquer que les contrats les plus courts, ceux de Canoë et de Budget, ont chacun un nombre de mots par phrase moins élevé en comparaison aux autres textes. Les trois autres textes, c'est-à-dire le prêt, le contrat Visa et l'assurance, sont beaucoup plus longs que les contrats Canoë et de Budget, et leur nombre de mots par phrase est aussi beaucoup plus élevé.

4.3 Valeur/Résultats de mots absents de la liste de Gougenheim (AG)

<i>contrat</i>	<i>Section</i>		
	Début	Milieu	Fin
Prêt	2.9	8.05	5.75
Visa	3.58	3.91	3.75
Canoë	9.9	7.2	4.2
Budget	6.55	6.55	4.69
Assurance	6.94	10.94	4.1

Ce tableau donne les résultats des calculs des mots qui ne figurent pas dans la liste de Gougenheim. Il faut noter que les résultats indiqués ci-dessus ne reflètent pas le nombre de mots (en chiffres) absents au sein de chaque section, mais la valeur AG; après avoir ramené la valeur à un nombre standard de 100 mots. Les calculs ont été expliqués au chapitre précédent, dans la section 3.5. Dans la section 4.4, nous donnons une liste de ces mots. En analysant ces résultats, il est évident que le contrat Visa a un nombre constant de mots “absents” tout au long du texte. Le début du contrat Canoë a un résultat plus élevé que les deux autres sections. C’est également le cas pour le milieu du contrat d’assurance et du prêt étudiant. Le contrat Budget a presque le même résultat tout au long des trois extraits, avec quelques divergences à la fin.

Au total, il y avait 192 mots dans les extraits des cinq contrats qui ne figuraient pas dans la liste de Gougenheim. Nous allons analyser ces mots dans la section

4.4 en utilisant l'ouvrage de Beauchemin.

4.4 L'ouvrage de Normand Beauchemin

L'ouvrage du vocabulaire fondamental de Gougenheim est relativement vieux.

De ce fait, nous avons cherché une autre liste qui nous donnerait une indication de ce qui représente le vocabulaire fondamental moderne au Canada. L'ouvrage de Beauchemin : le *Dictionnaire de fréquence des mots du français parlé au Québec* a été publié en 1992. Cet ouvrage comprend environ 1 000 000 d'occurrences de mots tirés de 10 corpus de langue. Les corpus de langue parlée représentent diverses régions du territoire québécois. Par exemple : Montréal, Québec, l'Estrie et le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il faut aussi mentionner que cet ouvrage comprend les principales formes de la langue parlée. Par exemple : les enquêtes sur le terrain, de genre sociologique, dialectologique, folklorique et la littérature reflétant la langue parlée. Les types de littérature retenue sont les monologues populaires, les textes radiophoniques, les téléromans et les pièces de théâtre. Les corpus comprennent la langue spontanée ainsi que contrôlée.

Les tableaux ci-dessous comprennent la liste des mots qui ne figurent pas dans le vocabulaire fondamental de Gougenheim. Le numéro à côté de chaque mot indique sa fréquence dans les corpus de l'ouvrage de Beauchemin.

Tableau 4 : Fréquence des mots dans l'ouvrage de Beauchemin pour chaque document analysé.

Prêt					
Début :		Milieu :		Fin :	
Référence	0	Versement	0	Dudit	0
Déduction	0	Solde	0	Préavis	0
Solde	0	Exigible	0	Pénalité	0
Modalité	0	Dus	0	Dérivant	0
Stipuler	0	Conformément	0	Solde	0
Inclure	2	Ladite	0	Expiration	1
Intégré	2	Consolider	0	Conformer	1
		Consentis	0	Rétablissement	1
		Modalités	0	Divulguer	1
		Consolidation	0	Statut	2
		Incertitude	0	Évaluation	5
		Différend	0	Obligation	8
		Exemption	2	Viser	9
		Intégré	2	Consulter	10
		Conflit	3	Montant	30
		Souscrit	3		
		Taux	4		
		Majesté	8		

Visa					
Début :		Milieu :		Fin :	
Détenteur	0	Détenteur	0	Conversion	0
Codétenteur	0	Intégrale	0	Détenteur	0
Référence	0	Report	0	Différend	0
Solde	0	Subséquent	0	Réputé	0
Reporté	0	Reporté	0	Héritier	0

Clavier	0	Ultérieur	0	Solde	0
Report	0	Pénalité	0	Modalité	0
Touch-tone	0	Format	0	Accessible	0
Insuffisant	0	Échéance	0	Magnetique	0
Héritier	1	Assujettis	0	Requiert	1
Consécutif	2	Exempt	1	Devise	1
Transaction	3	Acquitter	2	Transaction	3
Légataire	3	Transaction	3	Légataire	3
Guichet	5	Taux	4	Correctement	4
Ordinateur	6			Montant	30

Canoë					
Début :		Milieu :		Fin :	
Entremise	0	Vulnérable	0	Défrayer	0
Modalités	0	Internet	0	Afférentes	0
Stipulations	0	Harcèlement	0	Acquittés	1
Internet	0	Données	1	Procédure	3
Connexion	0	Offensantes	3	Processus	6
Portail	0	Cible	3		
Légale	5	Adolescent	5		

Budget					
Début :		Milieu :		Fin :	
Valide	0	Location	0	Location	0
Requis	1	Imputation	0	Restitution	0
Location	1	Débit	0	Tolérance	1
Dossier	21	Discrétion	1		

Assurance					
Début :		Milieu :		Fin :	
Énoncé	0	Remisage	0	Remisage	0
Insuffisance	0	Magnétophone	0	Provisoirement	0
Réputé	0	Corrosion	0	Destruction	0
Conformément	0	Similaire	0	Néanmoins	0
Ledite	0	Ladite	0	Impliqué	1
Pécuniaire	0	Malveillants	0	Terrestre	1
Encourir	0	Appropriation	0	Sinistre	1
Législation	0	Illicite	0	Concurrence	2
Légaux	1	Recel	0	Conjoint	4
Concurrence	2	Insurrection	0	Pourvu	10
Succession	2	Rébellion	0	Montant	30
Compensation	3	Usurpation	0	Montant	30
Complice	4	Susdite	0		
Convention	6	Invasion	1		
Visant	9	Bris	1		
Imposée	11	Combustion	1		
Montants	30	Légitime	1		
Contre	210	Aliénation	1		
		Bail	2		
		Rouille	2		
		Compacte	2		
		Bombardements	2		
		Coïncidence	3		
		Contenu	3		
		Remorques	4		
		Hypothèque	5		
		Accessoires	5		

		Convention	6		
		Rubans	30		

Nous avons cherché la fréquence des mots qui ne figurent pas dans la liste de Gougenheim. Nous avons cherché la forme exacte de chacun des mots ci-dessus. Nous n'avons pas considéré les formes dérivées dans ce cas-ci, comme nous l'avions fait pour la liste de Gougenheim. Les résultats nous ont étonnés parce qu'on s'attendait à trouver au moins une occurrence de chaque mot dans l'ouvrage de Beauchemin. Toutefois, il faut prendre en considération le fait que cet ouvrage comprend des mots de la langue parlée et ce genre de contrat ne représente pas la langue parlée, mais écrite. Nous avons utilisé un ouvrage représentant la langue parlée parce que nous croyons que la langue parlée reflète mieux les aptitudes linguistiques des gens. Si les mots dans le texte ont une haute fréquence dans l'ouvrage de Beauchemin, ceci indiquerait que ces mots sont utilisés dans le parler des Québécois. Si c'était le cas, ils devraient entraîner une meilleure compréhension. Du fait que la plupart des mots avaient 1 ou 0 occurrence, nous pouvons déduire que le vocabulaire des contrats ne reflète pas le français parlé au Québec et ne fait pas partie du vocabulaire quotidien. Pour avoir une meilleure compréhension de ces textes, les rédacteurs devraient utiliser des mots que les gens utilisent souvent.

4.5 Valeur/Résultats d'indicateurs de dialogue (DEXGU)

<i>contrat</i>	<i>Section</i>		
	Début	Milieu	Fin
Prêt	1.61	2.54	1.15
Visa	1.79	0.24	0
Canoë	3.4	0	0
Budget	0	0	1.5
Assurance	0	0	1.5

Ce tableau met en évidence la valeur des indicateurs de dialogue dans les extraits. Il faut se rappeler que les résultats n'indiquent pas le chiffre exact d'indicateurs de dialogue, mais la valeur ramenée à une longueur standard de 100 mots. Cette section nous montre qu'il y a peu d'indicateurs de dialogue dans les contrats de notre corpus. Ce critère d'analyse n'est donc pas très pertinent pour mesurer la lisibilité de ce type de documents. Nous ne nous attendions pas à ce que les contrats juridiques aient des dialogues. Toutefois, nous pouvons apprécier en quoi ce critère pourrait être utile pour les manuels scolaires et pour d'autres types de textes.

4.6 Tableau 4

Niveaux de lisibilité optimums			
Années d'études scolaires	Manuels utilisés en classe	Ouvrages de référence (nos contrats)	Lecture libre
3	54	52	62
4	56	54	58
5	57	54	55
6	57	52	52
7	54	50	50
8	51	47	47
9	48	44	45
10	46	42	42
11	45	41	39
12	48	41	36

Nous allons utiliser le tableau de J. Bormuth (Henry 1975 :215) ci-dessus pour indiquer comment les scores de lisibilité de chaque section du contrat se comparent avec les scores recommandés pour chaque niveau d'éducation. Nous allons utiliser comme guide la section qui se réfère aux ouvrages de référence. Les scores sont interprétés de la manière suivante : plus haut est le résultat, plus bas est le niveau d'éducation nécessaire pour pouvoir comprendre le document. Par exemple, le score nécessaire pour les niveaux 5-6 est entre 52 et 57. Toutefois, le score nécessaire pour les niveaux 11-12 est environ 41. Si un texte a un score de lisibilité de 25 par exemple, ce texte ne serait pas lisible pour tous

les niveaux. Néanmoins, si un texte a un score de 70, il devrait être lisible pour tous les niveaux.

4.7 Scores de lisibilité

Les tableaux ci-dessous indiquent le score de lisibilité qui a été obtenu pour chaque section des contrats dans le corpus.

Les commentaires « A » en dessous des tableaux dans cette section concerneront les résultats du niveau scolaire 11-12. Nous allons présumer que la plupart des Canadiens qui consultent ce genre de document ont une éducation de ce niveau. Environ 87 % de Canadiens âgés de 25-64 ont complété l'école secondaire (Bureau de la statistique du Canada). En 2007, environ 24 % de ces individus avaient complété un baccalauréat universitaire et 24 % avaient complété un programme collégial. Ceci inclut le Cégep au Québec.

Pour les individus qui n'ont pas complété l'école secondaire, qu'ils soient adultes ou adolescents, nous allons voir dans les commentaires « B » ci-dessous comment les scores reflètent la lisibilité de chaque section. Les commentaires « C » réfèrent au niveau d'éducation 5-6.

4.7.1 Le prêt étudiant

<i>Section du texte</i>	<i>Niveau d'éducation</i>		
	<i>C</i>	<i>B</i>	<i>A</i>
	5-6	8-9	11-12
Début	34	54	75
Milieu	30	52	66
Fin	34	56	68

A) Ces résultats nous montrent que les trois sections du texte ont un score de lisibilité beaucoup plus élevé que le score nécessaire. Le texte a été jugé comme lisible parce que le score nécessaire pour le comprendre à ce niveau est seulement 41, pour les ouvrages de références. Ces textes dépassent le score requis par plus de 20 points.

B) Ces textes dépassent le score de lisibilité nécessaire pour ce niveau par environ 7 points. Nous pouvons assumer que ceci indique que ce texte est à peu près adapté à ce niveau d'éducation.

C) Nous voyons que ce contrat serait toutefois illisible pour le niveau 5-6 puisque le score nécessaire est d'environ 53. Les résultats pour le niveau 5-6 sont presque 20 points trop bas.

4.7.2 Le contrat Visa

<i>Section du texte</i>	<i>Niveau d'éducation</i>		
	<i>C</i>	<i>B</i>	<i>A</i>
	5-6	8-9	11-12
Début	44	64	74
Milieu	40	64	73
Fin	40	62	75

A) Ces résultats nous montrent que les trois sections du texte ont un score de lisibilité beaucoup plus élevé que le score nécessaire. Les résultats nous montrent que ce texte dépasse le score nécessaire par plus de 30 points. Ce contrat est aussi plus lisible pour ce niveau d'éducation que le contrat du prêt étudiant.

B) Ces textes dépassent le score de lisibilité nécessaire pour ce niveau de façon considérable, plus que le contrat de prêt étudiant. Ce résultat indique que ce contrat est plus lisible que le Prêt étudiant pour ce niveau d'éducation. Nous pouvons aussi voir que ce texte donne un résultat d'environ 30 points plus que le score nécessaire pour ce niveau. C'est le même cas que pour le niveau d'éducation 11-12.

C) Les scores de lisibilité ne sont pas assez élevés pour une bonne compréhension de la part des personnes ayant un niveau d'éducation 5-6.

4.7.3 Les modalités Canoë

<i>Section du texte</i>	<i>Niveau d'éducation</i>		
	<i>C</i>	<i>B</i>	<i>A</i>
	5-6	8-9	11-12
Début	34	51	80
Milieu	34	58	70
Fin	46	68	78

A) Ces résultats nous montrent que les trois sections du texte ont un score de lisibilité beaucoup plus élevé que le score nécessaire. Ce texte est le plus lisible des cinq textes pour ce niveau d'éducation.

B) Ces résultats nous montrent que les trois sections du texte ont un score de lisibilité un peu plus élevé que le score nécessaire. Ceci nous indique que ce contrat est moins lisible que le contrat Visa pour ce niveau d'éducation. Le début du contrat est le moins lisible de tous les contrats et de toutes les sections pour ce niveau d'éducation, avec un score de lisibilité avoisinant le seuil nécessaire.

C) Malgré le fait que ce texte est lisible pour le niveau 11-12, il faut noter que les scores de lisibilité du niveau 5-6 ne sont pas au niveau nécessaire. Les scores sont presque 20 points en dessous du score nécessaire pour comprendre le texte. Ceci est important, vu que les personnes ayant un niveau d'éducation de 5-6 consulteront probablement aussi ce site Web.

4.7.4 Le contrat Budget

<i>Section du texte</i>	<i>Niveau d'éducation</i>		
	<i>C</i>	<i>B</i>	<i>A</i>
	5-6	8-9	11-12
Début	40	62	72
Milieu	36	53	70
Fin	48	64	76

A) Ces résultats nous montrent que les trois sections du texte ont un score de lisibilité beaucoup plus élevé que le score nécessaire. Ces résultats sont semblables à ceux du contrat Visa. Les résultats dépassent le score nécessaire d'environ 30 points.

B) Ces textes dépassent le score de lisibilité nécessaire pour ce niveau de façon non négligeable, plus que le contrat du prêt étudiant. Ce résultat indique que ce contrat est plus lisible que le prêt étudiant pour ce niveau d'éducation. Les résultats sont semblables à ceux du contrat Visa.

C) Il faut noter que les scores de lisibilité pour le niveau 5-6 ne sont pas assez élevés pour être compris facilement par les gens qui se situent à ce niveau.

4.7.5 Le contrat de l'assurance

<i>Section du texte</i>	<i>Niveau d'éducation</i>		
	<i>C</i>	<i>B</i>	<i>A</i>
	5-6	8-9	11-12
Début	35	54	68
Milieu	28	49	64
Fin	41	62	72

A) Ces résultats nous montrent que les trois sections du texte ont un score de lisibilité beaucoup plus élevé que le score nécessaire. Les résultats pour ce niveau d'éducation sont semblables à ceux du prêt étudiant. Les scores dépassent le score requis par environ 25 points.

B) Les résultats du milieu de ce contrat sont presque au niveau recommandé par Bormuth. Les deux autres sections divergent beaucoup du milieu. La deuxième section semble être beaucoup plus lisible que les deux autres sections.

C) Les résultats pour le niveau d'éducation 5-6 sont plus de 24 points en deçà du score nécessaire.

Ce contrat partage non seulement ses scores de lisibilité avec le contrat du prêt étudiant, mais plusieurs autres résultats aussi.

4.7.6 Résumé des scores de lisibilité du niveau 11-12

Les tableaux suivants montrent les scores de lisibilité pour chaque section des contrats pour le niveau d'éducation 11-12. Les contrats sont dans l'ordre du plus lisible au moins lisible.

Scores de lisibilité du groupe A

4.7.6.1 Début

Contrat	Score
Canoë	80
Prêt étudiant	75
Visa	74
Budget	72
Assurance	68

4.7.6.2 Milieu

Contrat	Score
Visa	73
Budget	70
Canoë	70
Prêt étudiant	66
Assurance	64

4.7.6.3 Fin

Contrat	Score
Canoë	78
Budget	76
Visa	75
Assurance	72
Prêt	68

Les résultats nous montrent que le contrat d'assurance est le moins lisible. Ce contrat a eu le score le plus bas, indiquant un pire niveau de lisibilité pour les deux premières sections. En ce qui concerne la section finale, ce contrat représentait le deuxième contrat le moins lisible. Le contrat Canoë est tout l'opposé. Ce contrat est deux fois le plus lisible et vient une fois en second place. Le début du prêt étudiant est le plus lisible, toutefois les deux autres sections sont beaucoup moins lisibles, la fin occupant la position du texte de section finale le plus illisible et la position d'avant finale dans la section du milieu. Le contrat Visa a des résultats variés. Ce contrat est le plus lisible pour le milieu du contrat. Pour les deux autres sections, ce contrat se situe au milieu des scores de lisibilité. Le contrat Budget a aussi des résultats variés, devenant plus lisible vers la fin après un début moins lisible.

4.8 Étape 2 : Résultats des calculs du type token ratio

<i>contrat</i>	<i>Section</i>					
	Début (D)		Milieu (M)		Fin (F)	
	<i>type</i>	<i>Token</i>	<i>type</i>	<i>token</i>	<i>type</i>	<i>token</i>
Prêt	135	310	107	263	110	261
Visa	147	447	123	409	164	400
Canoë	57	121	61	111	69	119
Budget	42	61	42	61	37	64
Assurance	114	259	129	265	93	268

Ce tableau donne les valeurs du *type token ratio*. Le *type* représente le nombre de mots différents dans le texte et le *token* le nombre total de mots dans l'extrait.

4.9 Pourcentages du type token ratio

Pourcentages	Début	Milieu	Fin
Prêt	38	41	42
Visa	33	30	41
Canoë	47	55	58
Budget	67	69	58
Assurance	44	49	35

Ce tableau nous montre les pourcentages de variété lexicale dans les textes de notre corpus. Nous allons premièrement nous pencher sur la variété lexicale.

Plus élevé est le pourcentage, plus varié est le vocabulaire. Nous pouvons voir que le contrat Budget a une grande variété lexicale, ainsi que le contrat Canoë.

Ces deux contrats étaient les plus courts en termes de nombre de mots et de nombre de mots par phrase. Ces résultats nous indiquent qu'il y a plus de mots différents dans ces deux textes et moins de répétition des mêmes vocables.

En ce qui concerne la redondance lexicale, le contrat Visa est celui avec le plus de redondance en matière de vocabulaire. Les contrats du prêt étudiant et de l'assurance ont des résultats semblables. Selon Henry, la répétition des mots

indiquait une certaine lisibilité. Toutefois, il faut se demander si le mot répété est un mot compréhensible ou familier pour les lecteurs.

4.10 Étape 3 : Défis de la méthodologie

Dans le cadre de cette étude, il y avait des défis concernant la méthodologie et le sujet. Nous allons commencer par le corpus. Nous avons choisi cinq documents juridiques, chacun représentant un type de service utilisé par le grand public.

Nous avons tenté de choisir des services qui sont soit nécessaires ou souvent utilisés par les Canadiens. Nous avons aussi limité la provenance de nos documents à ceux rédigés dans la langue originale. Ceci avait pour but d'assurer le niveau du français et éviter des problèmes de traduction. Le fait que nous ayons limité la provenance des documents nous a restreinte quant aux types de documents disponibles. Quand nous avons commencé le recueil de notre corpus, nous avons téléphoné à plusieurs institutions financières pour nous procurer des contrats de cartes de crédit, d'hypothèques ou d'assurances. Les établissements contactés ne voulaient pas participer à notre étude, même de façon anonyme. Nous avons ensuite demandé à des connaissances de nous donner leurs contrats. De ce fait, nous avons réussi à analyser le prêt étudiant, le contrat d'assurance et le contrat Visa Desjardins. Les contrats Budget et Canoë étaient disponibles par internet; ils sont publics. Après avoir assemblé le corpus,

nous avons effectué l'analyse. Nous sommes consciente que les scores de lisibilité dans nos résultats ne peuvent pas indiquer le score de lisibilité de tous les contrats de chaque type : prêt, Visa, Internet, location de voiture et assurance. Toutefois, nous pensons que les scores représentent une bonne indication du score de lisibilité. Il n'a malheureusement pas été possible d'analyser plus d'un contrat de chaque type dans cette étude.

Le second défi que nous allons aborder a trait aux analyses. Vu que nous n'avons pas eu accès à des documents par version électronique, il fallait compter les mots et les autres éléments à la main. Pour les contrats que nous avons eus par version électronique, il fallait toujours compter les mots à la main. La raison en était que les logiciels comptent des mots s'attachant à un article comme étant un seul mot, par exemple : l'éléphant. Au lieu de compter le « l' » comme un mot séparé, qui en réalité représente l'article, les logiciels le comptent comme faisant partie du mot éléphant. De ce fait, malgré les nombreuses vérifications que nous avons effectuées, il pourrait y avoir des inconstances ou des erreurs humaines dans le comptage des éléments de l'analyse.

Un autre défi de notre méthodologie nous vient de la formule de Georges Henry. Cette formule a spécifiquement été conçue pour la langue française, une des raisons principales pourquoi nous l'avons choisie. Toutefois, il faut noter que la

formule de Henry n'a pas été conçue pour les contrats juridiques. Nous étions dans l'impossibilité de trouver une formule qui pouvait mesurer ce type de texte en français. C'est pourquoi nous avons choisi d'utiliser la formule de Henry, elle-même basée sur celle de Flesch, pour effectuer nos analyses. Vu que les résultats nous montrent que ces documents sont tous lisibles ou plus que lisibles, dépassant souvent le score optimal pour les niveaux d'éducation en question, il faut se demander si la formule mesure efficacement la lisibilité de ces textes ou s'il y a d'autres éléments à considérer.

Pour terminer, il faut mentionner que peu d'études de ce genre ont été effectuées. Le sujet de la jurilinguistique dans le monde franco-canadien a seulement capturé l'intérêt des linguistes et d'autres spécialistes dans les années récentes. C'est grâce aux informations existantes provenant du monde anglophone que nous avons pu compléter cette étude.

Conclusion

Cette étude a mis en évidence plusieurs éléments intéressants dans le domaine de la jurilinguistique. Nous avons montré comment ce domaine est pertinent dans notre société. Le fait que la langue du droit affecte tous les Canadiens nous a motivée à considérer les composantes inhérentes à ce domaine. Dans le cadre de cette étude, nous avons discuté des raisons pour lesquelles nous voulions accomplir une telle analyse. Le manque d'études jurilinguistiques dans le monde franco-canadien nous a motivée à répondre aux questions et à découvrir si la perception de l'incompréhension de ce langage est en fait une réalité.

Dans le premier chapitre, nous avons présenté de nombreux sous éléments jurilinguistiques qui peuvent être étudiés. Nous avons vu en détail ce qui a déjà été étudié dans ce domaine au sein du monde anglophone. Grâce à ces études de cas, nous étions capable de dégager des éléments d'étude. Il était possible de choisir ce qui nous intéressait et ce que nous avons jugé comme important. Nous avons consulté des études qui ont été effectuées par rapport au langage juridique français. Ces études ont mis en évidence le sujet du style juridique.

Dans le second chapitre, nous avons présenté notre cadre théorique. Nous avons aussi fait le survol de l'historique de la lisibilité. Ces informations ont montré l'ampleur de ce domaine. Nous avons découvert que les chercheurs qui ont contribué à ce domaine sont nombreux. Ce chapitre met en évidence l'envergure de la lisibilité et les nombreux domaines qui se servent de mesures

de cette nature. Ce chapitre a présenté en détail la théorie de Georges Henry et les raisons pour lesquelles nous avons fait le choix d'utiliser les paramètres de sa formule de mesure.

Le troisième chapitre a présenté la méthodologie de l'analyse. Nous avons mis en évidence les aspects de la formule de Georges Henry que nous avons utilisés dans notre analyse. Nous avons aussi présenté le corpus et les raisons du choix de ce type de documents. Ce chapitre donne des détails concernant les analyses et les modalités selon lesquelles nous les avons effectuées. Toutes les particularités de l'analyse ont été incluses dans cette section de la thèse.

Le dernier chapitre a décrit les résultats de l'analyse. C'est dans cette section que nous avons pu dresser des conclusions. Les résultats de l'analyse ont été utiles pour répondre aux questions que nous avons posées dans l'introduction de la thèse. Justement, quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette analyse? Il faut noter que les résultats de l'analyse n'ont pas été tels qu'anticipés. Nous avons soupçonné que les contrats juridiques poseraient plus de problèmes de compréhension pour les lecteurs. Nous avions prévu des résultats qui s'aligneraient avec les perceptions du langage juridique dans le monde anglophone. Les études de cas portant sur le langage juridique anglophone ont mis en évidence que le langage juridique était souvent incompréhensible pour les profanes, ce qui était également les résultants anticipés de notre étude.

Cette étude a montré que les contrats ne sont pas incompréhensibles pour les profanes. Nous avons mesuré le score de lisibilité pour trois niveaux scolaires. Tous ces niveaux étaient en deçà des niveaux collégial et universitaire. En ce qui concerne la question de la méthodologie dans l'introduction, nous avons tenté de trouver une mesure qui est à la fois utilisée en français et pour des textes. Il est vrai que la mesure de Henry répond à ces deux critères. Nous n'avons pas trouvé de méthodologie conçue spécifiquement pour mesurer la difficulté du langage juridique français.

Dans le cadre de cette étude, nous avons vu que l'organisation du texte affecte la compréhension du langage en général. Du fait que la mesure de Henry n'a pas mis en évidence un manque de compréhension considérable, nous pouvons nous demander si l'organisation du texte est un élément qui a le plus grand impact sur le langage. Avec les résultats de l'analyse, nous pouvons soupçonner que l'incompréhension est simplement une perception sociale tirée de la littérature portant sur ce sujet dans le monde anglophone. La formule de Henry n'a pas prouvé que ces contrats étaient incompréhensibles. Toutefois, il faut noter que d'autres éléments d'étude suggérés par Henry ont mis en évidence des aspects intéressants. Par exemple, le *type token ratio* a montré le niveau de diversité lexicale dans les textes. Le dictionnaire de fréquence de Beauchemin a aussi montré que les mots absents de la liste de Gougenheim n'ont généralement pas de fréquence élevée dans le parler québécois. Ceci nous a

menée à valider l'ouvrage du vocabulaire fondamental de Gougenheim. Ces résultats nous forcent à poser des questions concernant de futures recherches qui pourraient améliorer la portée de l'analyse. Ces changements dans la méthodologie nous donneront peut-être d'autres résultats.

On ne peut nier le fait que la littérature anglophone met en évidence les caractéristiques qui rendent ce langage incompréhensible. Il y a aussi de la littérature rédigée au sujet du français qui stipule que ce langage est difficile à comprendre. Par rapport à ces informations et aux perceptions existantes, nous doutons que la mesure de Henry ait bien illustré le vrai niveau de compréhension de ces textes. Nous pouvons aussi nous demander si d'autres facteurs jouent un rôle dans les résultats. Est-ce que le mouvement pour la lisibilité a eu un impact? Peut-être ses actions ont-elles contribué à l'amélioration de la qualité des textes. Peut-être que les textes sont rédigés de façon plus lisible de nos jours. Une étude comparant des textes pour chacune des dernières décennies pourrait le vérifier. Nous ne pouvons pas oublier la provenance des textes dans le corpus. Ils proviennent tous, sauf un, du Québec. Nous avons mentionné que le Québec impose un certain style dans la rédaction des documents. Peut-être ce style influence-t-il le niveau de compréhension. Peut-être aussi que la perception négative du langage juridique est simplement un mythe. Nous devons aussi considérer le fait que notre population devient de plus en plus éduquée. Est-ce que la progression de l'éducation influence la capacité des individus à comprendre ces documents?

Toutes ces questions qui demeurent nous amènent à considérer la nécessité de futures recherches. Il serait intéressant de considérer plusieurs documents du même type. Par exemple en prenant au moins cinq documents de chaque type. Ceci nous permettrait de voir si le style de l'écriture varie d'une compagnie à l'autre. Il serait aussi intéressant de mener une étude avec des participants. Ceci nous permettrait de voir comment des personnes réagissent à ce genre de texte. Il faudrait surtout interviewer des individus avec des antécédents différents. Une analyse organisationnelle est aussi pertinente. Une des autres perceptions concerne le format des textes. Les gens sont typiquement démotivés de lire un texte qui n'est pas organisé clairement, qui est trop long ou en petits caractères. En outre, il serait intéressant de voir combien de personnes lisent en réalité les documents au complet. En fin de compte, il serait intéressant de savoir pourquoi il y a un manque d'études en français. Est-ce que cela a un lien avec la nature de la langue française?

On ne peut toutefois nier les conclusions de cette recherche. Il est vrai que les résultats de l'analyse n'ont pas bien isolé les éléments internes de ces textes qui étaient sources de problèmes de lisibilité. Toutefois, nous avons pu évaluer des documents juridiques variés. Cette étude a mis en évidence d'autres possibilités visant à élargir une future recherche dans ce domaine. Nous avons dressé des conclusions intéressantes concernant des documents qui affectent une très grande partie de la population canadienne.

Annexe

Conditions d'utilisation Canoe

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Le présent contrat constitue une entente légale entre l'utilisateur du site et Canoe inc. relativement au portail et aux sites du réseau Canoe (les **Sites Canoe**).

VEUILLEZ LE LIRE ATTENTIVEMENT AVANT TOUTE NAVIGATION

En naviguant sur les Sites Canoe, vous acceptez d'être lié(e) par les modalités et stipulations du présent contrat, et ce, tant et aussi longtemps que vous êtes sur un des Sites Canoe ou lié(e) par ce site avec votre Identité Passeport Canoe gratuite et/ou avec tout forfait que vous vous êtes procuré par l'entremise des Sites Canoe.

SI VOUS NE SOUHAITEZ PAS ÊTRE LIÉ(E) PAR CE CONTRAT, NE NAVIGUEZ PAS SUR LES SITES CANOE. Les modalités et stipulations du contrat peuvent changer à tout moment et elles entreront en vigueur automatiquement.

1. Acceptation des conditions de service

Les Sites Canoe offrent à leur utilisateur, sur Internet, l'accès à l'information disponible au moment de la connexion. Certains Sites Canoe proposent aussi une gamme de produits et services permettant à l'utilisateur un accès différencié aux informations, en particulier les moteurs de recherche, les bulletins électroniques, les trucs et astuces ainsi que les autres contenus propres aux Sites Canoe. Les présentes conditions générales s'appliquent à l'ensemble des produits et prestations de services fournis par Canoe. En utilisant les services offerts, le client déclare utiliser les services offerts par Canoe inc. dans les Sites Canoe en accord avec le droit applicable et les conditions générales suivantes.

2. Droits d'auteur et marques de commerce

Tous les Contenus (textes, illustrations, images, codes et URL) reproduits dans les Sites Canoe ainsi que leur sélection, composition et arrangement appartiennent à Canoe ou sont sous licence de tiers et sont protégés par le droit d'auteur pour le monde entier. Toute reproduction totale ou partielle des Contenus des Sites Canoe est strictement interdite. Aucune licence ou droit d'utilisation des Contenus n'est conféré aux usagers des Sites Canoe. Il vous est, entre autres, interdit, dans un but commercial ou lucratif, de modifier, copier, distribuer, publier, transmettre, diffuser, reproduire, compiler, arranger ou sauvegarder les Contenus ou de créer

des compilations, incluant en tout ou en partie les Contenus, ou de transférer à quiconque les Contenus de quelque manière que ce soit, incluant par la reproduction et transmission d'un extrait des Contenus accompagné ou non d'un hyperlien. Il est aussi interdit de vendre ou tirer profit de quelque manière que ce soit de toute information, logiciel, produit ou service obtenu à partir des Sites Canoë, ou encore de créer des compilations et oeuvres dérivées des éléments précités.

3. Nom d'utilisateur, mot de passe

Vous êtes responsable du maintien de la confidentialité de votre Identité Passeport Canoë et de votre Mot de passe du Passeport Canoë; Canoë inc. ne pourra être tenue responsable d'un usage non autorisé de votre compte. Dans le cas où la confidentialité de ces renseignements viendrait à être compromise, veuillez en avertir notre service le plus tôt possible afin d'éviter une éventuelle utilisation frauduleuse de votre Identité Passeport Canoë. Canoë inc. ne sera pas tenue responsable pour toute perte ou dommage résultant notamment du non-respect des mesures de sécurité énoncées à la présente section. Il vous est, à ce sujet, conseillé de lire attentivement la LIMITE DE RESPONSABILITÉ contenue dans les présentes conditions d'utilisation pour prendre connaissance de l'étendue de vos responsabilités concernant les services des Sites Canoë.

4. Utilisation des services de communication en ligne

Vous êtes seul(e) responsable du contenu que vous diffusez par l'entremise de nos services (forums, courriels, blogues, fils RSS, etc.) ainsi que des conséquences de ce même contenu. Vous ne devez pas utiliser les services Canoë pour mener ou envoyer toute étude, concours, système pyramidal ou chaîne de lettres, pourriels ("spamming"), effectuer du piratage ("hacking") ou effectuer tout autre acte à des fins illégales. Il vous est également interdit d'effectuer des actes qui pourraient porter atteinte aux droits d'autrui ainsi qu'à sa jouissance du service. Bien que Canoë inc. se réserve le droit de supprimer certaines données, le tout à sa propre discrétion, cela demeure une faculté et non une obligation. Canoë inc. ne fait aucune déclaration concernant le contrôle du contenu de l'information disponible dans les Sites, compte tenu du volume et de la vitesse de transmission des données sur le service. Canoë inc. se réserve également le droit de vous bannir des services interactifs en ligne en vous retirant l'accès privilégié au Passeport Canoë. Canoë inc. se réserve le droit d'entamer des actions contre tout utilisateur qui ne respecte pas les règles de la netiquette.

5. Sécurité des enfants et adolescents sur Internet

Les enfants et les adolescents sont de plus en plus nombreux à utiliser les services Internet et en tirent de nombreux avantages. Cependant, comme c'est le cas dans tout autre environnement, ils peuvent devenir la cible de crimes ou d'exploitation, car ils sont plus vulnérables. C'est pourquoi nous vous conseillons de surveiller l'utilisation que vos enfants et adolescents font de votre service Internet et de leur donner certains conseils et recommandations de sécurité et de bon sens. De telles mesures permettent souvent d'éviter que vos enfants et adolescents soient exposés à des données offensantes, qu'ils soient victimes de harcèlement ou d'autres actes criminels. Afin de réduire les risques que vos enfants et adolescents soient exposés à de tels périls, effectuez une supervision raisonnable de leur utilisation de votre service Internet. Vos enfants et adolescents devraient être conscients qu'il ne faut jamais divulguer de renseignements personnels comme leur nom, numéro de téléphone ou adresse dans des forums. Il est important que vos enfants et adolescents soient encouragés à vous dévoiler leurs inquiétudes s'ils reçoivent des messages qui les mettent mal à l'aise ou qui les choquent. Ces recommandations aideront vos enfants et adolescents à naviguer dans Internet de manière avertie et vous permettront de vous assurer que vos enfants et adolescents tirent bon profit de tous les éléments que le service met à leur disposition pour enrichir leur développement.

6. Contenu illégal

Il est interdit de véhiculer dans les Sites de Canoë des textes diffamatoires, obscènes, offensants, violents ou racistes, ni du matériel illégal qui violerait la propriété intellectuelle d'autrui, sous peine de poursuites judiciaires. L'utilisateur s'engage à faire usage des services Canoë en respectant les lois en vigueur.

7. Sécurité et efficacité du réseau

Canoë ne garantit pas une efficacité ni une sécurité totales. Il est possible qu'un pirate informatique réussisse à pénétrer sur le serveur. Il est donc important de garder à l'esprit, **AVANT D'UTILISER VOTRE IDENTITÉ PASSEPORT, ET LE CAS ÉCHÉANT VOTRE FORFAIT, POUR NAVIGUER ET /OU EFFECTUER DES TRANSACTIONS DANS LES SITES CANOË**, qu'il est toujours possible qu'un individu malintentionné accède aux serveurs des Sites Canoë et utilise, à ses fins propres, certains renseignements personnels laissés par les membres du Passeport Canoë. **EN AUCUN CAS** Canoë inc., ni aucun de ses

administrateurs, ne pourront être tenus responsables d'actes de piratage informatique ni être blâmés pour quelque dommage ou perte que cela pourrait occasionner à un membre du Passeport du réseau Canoë. Les Sites Canoë peuvent subir des pannes occasionnelles et certaines erreurs de programmation peuvent être provoquées par des mises à jour ou par des événements indépendants de la volonté des administrateurs.

Ni les administrateurs ni aucun membre de l'organisation ne pourront être tenus responsables si un membre se voit dans l'impossibilité de naviguer sur les Sites Canoë, et ce, quelle que soit la raison qui l'en empêche (mauvaise compréhension, ligne téléphonique défectueuse, modem incompatible, câble brisé, mauvaise configuration, mauvais navigateur, etc.).

8. Liens externes

Canoë inc. ou un tiers peuvent établir un lien avec d'autres sites ou sources. Canoë inc. ne dispose d'aucun moyen pour contrôler ces sites et ces sources, et ne répond pas de la disponibilité de tels sites et sources externes ni ne la garantit. Canoë inc. ne cautionne ni n'approuve les contenus auxquels ces sites ou sources donnent accès, et exclut toute responsabilité et garantie en ce qui concerne ces contenus.

9. PAIEMENT ET CONDITIONS DE PAIEMENT (Applicable à certains sites)

1. Prix

Les prix de nos produits sont indiqués en dollars canadiens, et les taxes applicables sont ajoutées. Toutes les commandes, quelle que soit leur origine, sont payables en dollars canadiens. Canoë inc. se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment. Les produits sont toujours facturés sur la base des tarifs en vigueur au moment de l'enregistrement de la commande.

2. Paiement

Le règlement de vos achats s'effectue par carte bancaire. Elles sont toutes acceptées ainsi que les cartes American Express, MasterCard et Visa internationales. Les frais proposés devront être acquittés selon la procédure de paiement décrite lors du processus d'enregistrement. Le client accepte de défrayer le coût total et les charges afférentes au produit acheté, y compris les taxes. Canoë inc. peut modifier le prix après en avoir avisé le client. Le client est seul responsable du paiement effectif du produit acheté. SEUL L'UTILISATEUR EST RESPONSABLE DU PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE DU SERVICE PROPOSÉ. CANOË INC. N'EST PAS RESPONSABLE DES PROBLÈMES DE PAIEMENT

LIÉS AU FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE.

3. Sécurisation des paiements

Certains Sites Canoë font l'objet d'un système de sécurisation. Dans ces cas, Canoë inc. a également renforcé l'ensemble des procédés de brouillage et de cryptage pour protéger le plus efficacement possible toutes les données vulnérables liées aux moyens de paiement.

10. Limite de responsabilité

Canoë inc., les compagnies parentes ou les filiales et les compagnies affiliées sur les Sites Canoë ne seront aucunement responsables des dommages, y compris les dommages compensatoires, directs ou indirects, ou de tout autre dommage de quelque nature que ce soit pouvant avoir été causé aux utilisateurs ou à toute autre personne morale ou physique, par quelque équipement technique ou technologique que ce soit dans les Sites Canoë ou par quelque erreur humaine ou technique pouvant se produire à quelque étape que ce soit, de problèmes ou de défauts techniques du réseau électronique ou du réseau de communications, des systèmes d'ordinateurs en ligne, de serveurs, d'équipements informatiques, de logiciels, de transmissions de données ou de tout autre problème technique ou de congestion du site Internet ou autres.

11. Droit applicable

Le présent contrat sur les conditions de service est régi par les lois applicables dans la province de Québec. Vous reconnaissez par les présentes que tout litige découlant de ou lié à l'utilisation des services et sites Internet de Canoë sera soumis à la compétence des tribunaux du district de Montréal, province de Québec.

12. Indemnisation

Vous convenez par la présente de prendre fait et cause pour Canoë inc. advenant le cas où une poursuite judiciaire serait intentée contre celle-ci à la suite d'une violation des présentes conditions d'utilisation par vous ou tout usager de votre accès aux Sites Canoë ou au Passeport Canoë.

13. Force majeure

Canoë ne sera pas responsable de l'inexécution, en tout ou en partie, de l'une

quelconque de ses obligations envers vous, ni des dommages ou pertes que vous pourriez subir, si l'inexécution, les dommages ou les pertes résultent d'un cas de force majeure ou d'une circonstance hors de son contrôle.

Contrat Budget

Titres de compétences requis :

Lorsqu'il prend possession d'un véhicule, le conducteur doit présenter un permis de conduire valide émis à son nom.

Tous les conducteurs doivent avoir un bon dossier de conduite.

L'âge minimum requis pour la location d'un véhicule peut varier d'un établissement à l'autre. Un supplément quotidien peut s'appliquer aux locataires âgés de moins de 25 ans. Cliquez [ici](#) pour voir les exceptions et les surtaxes. Pour les locations internationales, les règlements sur l'âge maximum et minimum peuvent s'appliquer et varier selon le pays.

S'il y a lieu, vous devez fournir des titres de compétences d'une association, d'une entreprise ou d'un gouvernement.

Règlements sur les cartes de crédit et de débit

À titre d'identification du crédit au moment de la location, Budget accepte la plupart des principales cartes de crédit.

La plupart des établissements acceptent également les cartes de débit bancaires arborant le logo Visa ou MasterCard à titre d'identification du crédit au moment de la location.

Une preuve d'identité supplémentaire est exigée lorsque vous utilisez une carte de débit dans un établissement qui les accepte. **Les succursales d'aéroports accepteront votre billet aller-retour, votre billet d'itinéraire ou votre billet électronique à destination ou en provenance de l'aéroport de location pourvu qu'il mentionne une date de retour. Si vous n'avez pas les renseignements sur le vol de retour ou si vous louez dans un établissement hors aéroport, vous devez présenter un second document qui confirme votre identité (facture de services publics, attestation bancaire, passeport américain, carte d'identité des services militaires ou carte d'assurance de dommages au véhicule) sur lequel apparaît une adresse correspondant à celle de votre permis de conduire américain.**

Veuillez noter que certains établissements n'acceptent pas les cartes de débit. Actuellement, les cartes de débit ne sont pas une méthode d'identification du crédit acceptable au moment de la location dans les établissements de la région métropolitaine de New York/New Jersey/Connecticut, d'Hartford, du Connecticut, de Philadelphie, du Mississippi ou de la Louisiane. Cliquez [ici](#) pour obtenir une liste complète.

Règlements sur les cartes de débit

Budget se réserve le droit, à sa seule discrétion, de demander une Autorisation

d'imputation sur carte de débit supérieure aux frais de location estimés. Lorsque vous utilisez une carte de débit chez Budget, une imputation minimale est effectuée à votre compte, laquelle pouvant atteindre jusqu'à 500 \$ ou la valeur des frais de location estimés (selon le montant le plus élevé).

Une fois le véhicule restitué, Budget procédera à l'annulation de toute portion inutilisée de l'imputation, conformément aux procédures de votre banque. Deux semaines peuvent s'avérer nécessaires avant que votre banque ne rende les fonds disponibles dans votre compte.

Si vous ne restituez pas le véhicule comme convenu, Budget procédera à des prélèvements supplémentaires dans votre compte pour couvrir les frais de location.

Aux termes de ce règlement, Budget n'est pas responsable des chèques retournés ou des découverts bancaires.

Une identification formelle peut être requise en plus de votre permis de conduire.

Aux États-Unis, vous pouvez utiliser une carte de débit, de retrait ou de chèque pour régler les frais à la fin de la location. Pour connaître les méthodes d'identification du crédit ou les modes de paiement acceptables dans les pays autres que les États-Unis, veuillez consulter le « Guide du locataire » et rechercher l'établissement spécifique.

Remarque : Les cartes de débit ou les cartes-cadeau prépayées ne constituent dans aucun établissement une méthode d'identification du crédit acceptable en vue de la prise en charge d'une voiture. L'une des cartes mentionnées ci-dessus doit être présentée. Les cartes de débit ou les cartes-cadeau prépayées sont uniquement acceptées lors de la restitution.

Frais supplémentaires et imputation sur la carte de crédit :

Votre tarif de location pour le total des frais est calculé d'après les informations fournies au moment de la réservation.

Les véhicules sont loués sur une base quotidienne (24 heures). Un délai de tolérance de 59 minutes est toutefois appliqué pour la restitution du véhicule. Après une heure, des frais horaires peuvent s'appliquer. Après trois heures, des frais de 24 heures peuvent s'appliquer.

Habituellement, au moment de la location, nous requerrons une imputation sur la carte de crédit du total estimé des frais de location, plus 25 % ou 200 \$, selon le montant le plus élevé.

Les couvertures facultatives, l'équipement spécial et les suppléments pour allers simples sont assujettis à des taxes dans certains établissements. Cette

taxe n'est pas indiquée dans le montant total.

Les conducteurs supplémentaires peuvent être assujettis à des frais supplémentaires.

Les tarifs indiqués ne comprennent pas de frais supplémentaires pour l'équipement en option.

Les montants de taxes et de surtaxes peuvent être modifiés sans préavis.

Dans plusieurs succursales d'aéroport, des frais de redevance aéroportuaire et des frais liés aux installations peuvent être exigés.

La prolongation ou le retour tardif entraînent des frais supplémentaires.

Prêt Etudiant

SI VOUS DÉTENEZ AUSSI DES PRÊTS D'ÉTUDES AUPRÈS D'UNE INSTITUTION FINANCIÈRE, VOUS DEVEZ COMMUNIQUER AVEC VOTRE ANCIEN PRÊTEUR POUR L'INFORMER QUE VOUS N'ÊTES PLUS UN ÉTUDIANT À TEMPS PLEIN.

MODALITÉS DES PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS ET LES PARTIES RELATIVES AU CANADA, À L'ONTARIO, À LA SASKATCHEWAN, À TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR ET AU NOUVEAU-BRUNSWICK DES PRÊTS D'ÉTUDES INTÉGRÉS

1. Dans le présent contrat, l'expression « taux préférentiel » signifie, quel que soit le jour, le taux d'intérêt variable de référence qui est calculé par le ministre en fonction des taux d'intérêt variables de référence déclarés par les cinq principales institutions financières au Canada, nommément la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque Royale du Canada et la TD Canada Trust (anciennement Banque Toronto-Dominion). Pour le calcul du taux préférentiel, on fait déduction du plus bas et du plus élevé de ces cinq taux, et on fait la moyenne des trois taux restants. Les changements au taux préférentiel sont appliqués le prochain jour ouvrable.
2. Vous devez verser au Centre de service national de prêts aux étudiants (le CSNPE) l'intérêt simple* couru sur votre prêt conformément à la Loi dans les six mois suivant le mois au cours duquel vous avez terminé vos études à temps plein. (la période de six mois), au plus tard à la date de votre premier versement si vous avez décidé de ne pas inclure le montant de l'intérêt dans le solde du capital du prêt visé par le présent contrat.
[*L'intérêt simple est calculé à un taux d'intérêt variable correspondant au taux préférentiel plus 2,5 % pour votre prêt d'études canadien, votre prêt d'études intégré Canada-Saskatchewan et votre prêt d'études intégré Canada-Nouveau-Brunswick. Si vous avez un prêt d'études intégré Canada-Ontario le taux d'intérêt sur votre prêt sera calculé au taux préférentiel plus 2,5 % pour la partie canadienne de votre prêt et au taux préférentiel plus 1,0 % pour la partie provinciale. Si vous avez un prêt d'études intégré Canada-Terre-Neuve-et-Labrador, le taux d'intérêt sera calculé en fonction du taux préférentiel plus 2,5 % pour la partie canadienne de votre prêt et du taux préférentiel pour la partie provinciale.]
3. Vous devez verser au CSNPE le solde du capital à payer majoré de l'intérêt, conformément aux modalités de remboursement stipulées dans le présent contrat.

MODALITÉS DES PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS ET LA PARTIE CANADIENNE DES PRÊTS D'ÉTUDES INTÉGRÉS

Attendu qu'à titre d'emprunteur, vous avez souscrit des prêts d'études canadiens et la partie canadienne de vos prêts d'études intégrés (PEC) conformément à la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants (la Loi fédérale) et du Règlement fédéral sur l'aide financière aux étudiants (le Règlement fédéral), compte tenu de leurs modifications successives respectives, vous convenez de ceci :

1. Le présent contrat sert à consolider les prêts d'études canadiens qui vous ont été consentis Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Ressources humaines et du Développement social (le ministre RHDC) en vertu de la Loi fédérale et du Règlement fédéral, et il remplace tout contrat de prêt direct d'études à temps plein ayant pu être signé entre vous et le ministre. En cas d'incertitude ou de différend relativement à vos droits et obligations juridiques, il faudra s'en remettre au texte de la Loi et du Règlement.
2. Chaque versement s'applique d'abord au capital et à l'intérêt couru à la date d'échéance ou avant mais non encore réglé, ensuite à l'intérêt sur le solde du capital en cours de remboursement et couru à la date du versement, et enfin, au solde du capital à payer.
3. Votre responsabilité en vertu du présent contrat prend fin une fois que le solde du capital à payer conformément au présent contrat ainsi que l'intérêt couru au taux établi auront été remboursés au complet.

MODALITÉS RÉGISSANT LA PARTIE ONTARIENNE DES PRÊTS D'ÉTUDES INTÉGRÉS CANADA-ONTARIO

Attendu qu'à titre d'emprunteur, vous avez souscrit la partie ontarienne de vos prêts d'études intégrés Canada-Ontario (« PEO ») conformément à la Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités (« la Loi provinciale ») et au règlement pris en application de ladite Loi provinciale (« le Règlement provincial »), compte tenu de leurs modifications successives respectives, vous convenez de ceci :

1. Le présent contrat a pour effet de consolider les PEO qui vous ont été consentis par la Fiducie pour

AVIS RELATIF À L'USAGE DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (PEO)

Le ministre FCU utilise des renseignements personnels et fiscaux pertinents, notamment votre numéro d'assurance sociale, en vue d'administrer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEEO), y compris les bourses « Sommet de l'excellence », ainsi que les Bourses d'études canadiennes du millénaire. Pour ce, il est nécessaire de déterminer l'admissibilité, de vérifier la demande, les prêts éventuellement approuvés, les bourses consenties et les remises de prêt accordées, de maintenir et de vérifier votre dossier, et d'assurer le recouvrement des prêts, des excédents de paiement et des remboursements. Le ministre FCU recueille et utilise cette information en vertu de la Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités, LRO 1990, ch. M.19, avec ses modifications, et du RRO 1990, Rég. 773, Rég. 774 et Rég. 775, avec leurs modifications, et du Rég. O. 268/01, de la Loi sur l'administration financière, LRO 1990, ch. F. 12, avec ses modifications, de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, LC 1994, ch. 28, avec ses modifications, et du Règlement fédéral sur l'aide financière aux étudiants, DORS 95-329, avec ses modifications. Le ministre FCU administre les Bourses d'études canadiennes du millénaire en vertu de la Loi d'exécution du budget, 1998, LC 1998, ch. 21. Si vous avez des questions sur la collecte ou l'utilisation de cette information, communiquez avec le directeur, Direction du soutien aux étudiantes et étudiants, ministère de la Formation et des Collèges et Universités, C.P. 4500, Thunder Bay ON P7B 6G9.

LES MODALITÉS POUR LA PARTIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK DES PRÊTS D'ÉTUDES INTÉGRÉS CANADA-NOUVEAU-BRUNSWICK

Attendu qu'à titre d'emprunteur, vous avez souscrit la partie du Nouveau-Brunswick de vos prêts d'études intégrés Canada-Nouveau-Brunswick (PENB) conformément à la Loi sur l'Aide à la jeunesse (« la Loi provinciale ») et au règlement pris en application de ladite Loi provinciale (« le Règlement provincial »), compte tenu de leurs modifications successives respectives, vous convenez de ceci :

1. Le présent contrat a pour effet de consolider les PENB qui vous ont été consentis par Sa Majesté du chef du Nouveau-Brunswick conformément à la Loi provinciale et au Règlement provincial, et il remplace tout contrat de consolidation passé auquel vous avez souscrit. Aucune disposition du présent contrat ne saurait porter atteinte à vos droits et obligations figurant dans vos contrats de prêts. En cas d'incertitude, de différend ou de conflit entre les modalités du présent contrat et la Loi provinciale et le Règlement provincial, il faudra s'en remettre au texte de la Loi provinciale et du Règlement.
2. Chaque versement s'applique d'abord à l'intérêt couru à la date du versement et ensuite au solde du capital à payer.
3. Votre responsabilité en vertu du présent contrat prend fin une fois que le solde du capital à payer ainsi que l'intérêt couru au taux établi auront été remboursés au complet, compte tenu de toute réduction du capital et/ou de l'intérêt après réception de toute réduction de dette ou d'exemption d'intérêt conformément à la Loi provinciale et au Règlement provincial.
4. En cas de manquement à votre obligation de rembourser vos PENB, ceux-ci deviennent immédiatement dus et exigibles.
5. Si vous retournez aux études à temps plein après la date du présent contrat, et si vous vous conformez aux Règlements fédéral et provincial en ce qui concerne le rétablissement du statut d'étudiant à temps plein, vos obligations dérivant du présent contrat à l'égard du capital et de l'intérêt seront suspendues en vertu des Règlements fédéral et provincial et pour la période qui y est précisée. [Pour en savoir plus à ce sujet, consultez l'avis de remboursement de prêt d'études.]
6. En tout temps, vous avez le loisir de rembourser la totalité ou une partie du solde du capital du prêt, de même que tout intérêt couru à la date dudit versement, et ce, sans préavis ni pénalité. Vous pouvez également modifier le montant de vos mensualités à condition que ce changement soit approuvé par le Canada et le Nouveau-Brunswick.
7. Le non-respect de vos obligations en vertu du présent contrat risque d'avoir des conséquences sur votre cote crédit ou vous empêcher de bénéficier d'autres mesures

les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (« le Prêteur »), prêts qui sont garantis par Sa Majesté du chef de l'Ontario, représentée par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités (« le ministre FCU ») conformément à la *Loi provinciale* et au *Règlement*, et il remplace tout contrat de consolidation passé entre vous, le prêteur et le ministre FCU. Aucune disposition du contrat ne saurait porter atteinte à vos droits et obligations figurant dans tout contrat de consolidation passé entre vous, le prêteur et le ministre FCU. En cas d'incertitude, de différend ou de conflit entre les modalités du présent contrat et la *Loi provinciale* et le *Règlement*, il faudra s'en remettre au texte de la *Loi* et du *Règlement*.

- Chaque versement s'applique d'abord à l'intérêt couru à la date d'échéance et ensuite au solde du capital à payer.
- Votre responsabilité en vertu du présent contrat prend fin une fois que le solde du capital à payer conformément au présent contrat ainsi que l'intérêt couru au taux établi auront été remboursés au complet, compte tenu de toute réduction du capital et/ou de l'intérêt en vertu du Programme de subventions d'appui aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (« PSAEO ») ou de tout autre régime d'exemption d'intérêt conformément à la *Loi provinciale* et au *Règlement*.
- Le PSAEO ne s'applique qu'après vérification du revenu déclaré sur votre demande au RAFFEO auprès de l'Agence du revenu du Canada. Toute information fournie dans le formulaire de demande, notamment celle concernant le revenu, peut être vérifiée par le ministre FCU. S'il s'avère, au terme de cette vérification, que vous n'avez pas droit à une partie de votre PEO, vous devrez rembourser au ministre FCU la totalité ou la partie du PEO qui était visée par le PSAEO.
- Si le total de la subvention du PSAEO est supérieur au montant du capital à payer en vertu du présent contrat, le ministre FCU peut vous demander de rembourser la différence au ministre des Finances.
- En cas de manquement à votre obligation de rembourser vos PEO, ceux-ci deviennent remboursables conformément à la *Loi provinciale* et au *Règlement*.
- Si vous êtes en situation de non-remboursement de vos PEO et que le ministre FCU rembourse au prêteur le montant de la perte essuyée par celui-ci, le ministre FCU a un droit de subrogation relativement aux droits du prêteur touchant les PEO. À ce moment-là, le prêt devient une créance de la Couronne.

MODALITÉS RÉGISSANT LES PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS ET LES PRÊTS D'ÉTUDES INTÉGRÉS CANADA-ONTARIO

- Si vous retournez aux études à temps plein après la date du présent contrat, et si vous vous conformez au *Règlement fédéral* et *provincial* en ce qui concerne le rétablissement du statut d'étudiant à temps plein, vos obligations découlant du présent contrat à l'égard du capital et de l'intérêt seront suspendues en vertu du *Règlement fédéral* et *provincial* et pour la période qui y est précisée. [Pour en savoir plus à ce sujet, consultez l'avis de remboursement de prêt d'études.]
- Avant l'expiration du présent contrat, vous avez le loisir de rembourser la totalité ou une partie du solde du capital du prêt visé par le présent contrat, de même que tout intérêt couru à la date dudit versement, et ce, sans pénalité ni pénalité. Vous pouvez également modifier le montant de vos mensualités à condition que ce changement soit approuvé par le CSNPE au nom du prêteur (pour les PEO) ou par le CSNPE au nom du ministre RHDC (pour les PEC).
- Le non-respect de vos obligations en vertu du présent contrat risque d'avoir des conséquences sur votre cote de crédit ou vous empêcher de bénéficier d'autres mesures d'aide financière. Si, pour une raison quelconque, il vous est impossible d'effectuer un versement, communiquez dans les plus brefs délais avec le CSNPE.
- Vous autorisez le CSNPE et les ministres RHDC et FCU à divulguer les détails et renseignements concernant votre prêt aux fournisseurs de crédit à la consommation ou agences d'évaluation du crédit, et à obtenir d'eux le même genre d'information.
- Vous convenez d'aviser promptement le CSNPE de tout changement de nom et de coordonnées. Si vous contactez d'effectuer un versement sur vos PEC ou PEO conformément au présent contrat, vous autorisez tout établissement d'enseignement désigné que vous avez fréquenté, les ministres RHDC et FCU ou tout employeur à divulguer au CSNPE et/ou aux ministres ou à leurs représentants, l'information dont ils ont besoin pour vous retracer.
- Les ministres de RHDC et de FCU peuvent échanger l'information obtenue de toute source entre eux et avec les institutions financières, le CSNPE, un établissement d'enseignement désigné que vous avez fréquenté ou les prêteurs qui administrent vos anciens prêts d'études ontariens émis avant le 1^{er} août 2001 ou vos anciens prêts d'études canadiens émis avant le 1^{er} août 2000, le cas échéant. Cependant, ils peuvent seulement le faire aux fins de l'administration ou de la mise en application des dispositions des lois et des règlements fédéraux et provinciaux.
- Si vous bénéficiez d'une période d'exemption du paiement d'intérêts conformément à la *Loi fédérale* et *provinciale* et au *Règlement*, la période du remboursement du prêt visé par le présent contrat sera prolongée en fonction de la durée de la période d'exemption.

d'aide financière. Si, pour une raison quelconque, il vous est impossible d'effectuer un versement, communiquez dans les plus brefs délais avec le CSNPE.

- Vous autorisez le CSNPE et les ministres RHDC et de l'Éducation à divulguer les détails et renseignements concernant votre prêt aux fournisseurs de crédit à la consommation ou aux agences d'évaluation du crédit, et à obtenir d'eux le même genre d'information.
- Vous convenez d'aviser promptement le CSNPE de tout changement de nom et d'adresse et vous autorisez tout établissement d'enseignement que vous avez fréquenté ou tout employeur à divulguer l'information nécessaire pour vous retracer.
- Vous autorisez l'échange d'information obtenue de toute source entre ceux qui participent à votre prêt, mais seulement aux fins de l'administration ou de la mise en application des dispositions des *Lois fédérale et provinciale* et du *Règlement provincial*.
- Si vous bénéficiez de l'exemption d'intérêts conformément aux *Lois fédérale et provinciale* et au *Règlement provincial*, la période du remboursement du prêt visé par le présent contrat sera prolongée en fonction de la durée de la période d'exemption.
- Les versements que vous effectuerez, y compris tout remboursement du capital d'un prêt intégré Canada-Nouveau-Brunswick seront affectés selon un pourcentage 60/40 aux soldes du Canada et du Nouveau-Brunswick. Ni la part du Canada ni la part du Nouveau-Brunswick peuvent être payées au complet sans que le solde du prêt d'études intégré Canada-Nouveau-Brunswick soit totalement remboursé, sauf quand un versement affecté représente le remboursement complet d'une part du prêt.

AVIS AUX TITULAIRES DE PRÊTS D'ÉTUDES INTÉGRÉS CANADA-SASKATCHEWAN

- Vos prestations et obligations de remboursement relativement à la partie de votre prêt d'études intégré Canada-Saskatchewan qui relève de la Saskatchewan seront exclusivement régies par votre contrat de prêt provincial et par les lois et règlements de la Saskatchewan qui s'appliquent. La majorité des prestations et obligations sont similaires à celles de la partie canadienne de votre prêt d'études intégré Canada-Saskatchewan.
- Le sommaire des modalités de remboursement du prêt d'études intégré Canada-Saskatchewan qui figure au verso a été déterminé par le Centre de service national de prêts aux étudiants. Si vous choisissez l'option de taux d'intérêt fixe au verso, ce taux s'appliquera automatiquement à la totalité de votre prêt d'études intégré Canada-Saskatchewan.

AVIS AUX TITULAIRES DE PRÊTS D'ÉTUDES INTÉGRÉS CANADA-TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

- Vos prestations et obligations de remboursement relativement à la partie de votre prêt d'études intégré Canada-Terre-Neuve-et-Labrador qui relève de Terre-Neuve-et-Labrador seront exclusivement régies par votre contrat de prêt provincial et par la *Loi sur l'aide financière aux étudiants* et les règlements qui s'y appliquent, auxquels vous devez vous référer en cas d'incertitudes ou de différends concernant vos droits et vos obligations.
- Les paiements reçus de l'emprunteur(euse), y compris les remboursements sur le capital du prêt d'études intégré Canada-Terre-Neuve-et-Labrador, seront affectés selon un pourcentage de 60/40 au Canada et aux soldes des prêts du CSNPE. Ni la part du prêt d'études canadien, ni la part du CSNPE peuvent être payées au complet sans que le solde du prêt d'études intégré Canada-Terre-Neuve-et-Labrador soit totalement remboursé, sauf quand un versement affecté représente le remboursement complet d'une part du prêt.

AVIS AUX TITULAIRES DE PRÊTS D'ÉTUDES INTÉGRÉS CANADA-NOUVEAU-BRUNSWICK

Vos prestations et obligations de remboursement relativement à la partie de votre prêt d'études intégré Canada-Nouveau-Brunswick qui relève du Nouveau-Brunswick seront exclusivement régies par votre contrat de prêt provincial et par la *Loi sur l'aide financière aux étudiants* et les règlements qui s'y appliquent, auxquels vous devez vous référer en cas d'incertitudes ou de différends concernant vos droits et vos obligations.

Visa

VISA

425, avenue Viger Ouest, Montréal (Québec) H2Z 1W5

67 007000 F (16/2009)

CONTRAT DE CRÉDIT VARIABLE

VISA Classique Desjardins, VISA Desjardins JUSTE POUR ÉTUDIANTS, VISA Classe OP Desjardins

VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT ET CONSERVER CE DOCUMENT
À DES FINS DE RÉFÉRENCE.
EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{er} JUIN 2009.

Aux fins des présentes, le détenteur et le(s) codétenteur(s) sont collectivement désignés par l'expression « le détenteur ». Lorsque le détenteur, si une carte VISA Desjardins a été émise par la Fédération des caisses Desjardins du Québec (« la Fédération ») à son bénéfice, signe la carte VISA Desjardins portant son nom ou lorsqu'il s'en sert pour la première fois ou autorise un tiers à s'en servir, il accepte les conditions d'utilisation suivantes et se porte solidairement responsable de toute dette contractée relativement à l'utilisation de la carte VISA Desjardins, toute dette étant indivisible et pouvant être réclamée en totalité de ses héritiers, légataires et ayants droit. Cette acceptation tient également lieu de reconnaissance par le détenteur de la demande d'émission de sa carte VISA Desjardins, quelle que soit la forme de signature utilisée.

«caisse Desjardins» : caisse Desjardins dont le détenteur est membre et où il détient son compte EOP;

«carte d'accès Desjardins» : carte de débit émise par une caisse Desjardins et dont l'utilisation est régie par les conditions d'utilisation de la carte d'accès Desjardins;

«carte VISA Desjardins» : toute carte de crédit VISA émise par la Fédération, au détenteur ou à un tiers désigné par lui, dont l'utilisation est régie par le présent contrat et toute autre convention qui le modifie ou le remplace;

«chèque» : chèque tiré sur le compte du détenteur de la carte VISA Desjardins;

«compte EOP» : compte d'épargne avec opérations dévolu par le détenteur à sa caisse Desjardins tel qu'indiqué à sa demande d'adhésion au virement en cas de découvert;

«équipement au point de vente» : terminal électronique muni d'un lecteur de carte et d'un clavier qui sert à effectuer des transactions au moyen d'une carte VISA Desjardins (ex. : terminal au point de vente);

«folio» : le folio attribué au détenteur par sa caisse Desjardins tel que désigné à sa demande d'adhésion au virement en cas de découvert;

«NIP VISA Desjardins» : numéro d'identification personnel et confidentiel du détenteur pour l'utilisation de sa carte VISA Desjardins; aux fins du présent contrat, il est entendu que le NIP VISA Desjardins est personnel, confidentiel et distinct pour le détenteur et chacun des codétenteurs;

«période de report - achats multiples» : période fixée par le détenteur et le marchand dans le cadre d'achats multiples par versements égaux et au cours de laquelle

1. DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, on entend par :

« **achat courant** » : l'achat d'un bien ou d'un service effectué au moyen de la carte VISA Desjardins, autre qu'un achat à paiement reporté, un achat par versements égaux ou des achats multiples ;

« **achat à paiement reporté** » : l'achat d'un bien ou d'un service, effectué au moyen de la carte VISA Desjardins dont le remboursement est différé pour une période déterminée au moment de l'achat et indiquée sur le relevé de compte ;

« **achat par versements égaux** » : l'achat d'un bien ou d'un service, effectué au moyen de la carte VISA Desjardins remboursable au moyen de paiements mensuels égaux et consécutifs déterminés au moment de l'achat ;

« **achats multiples par versements égaux** » : l'achat de plusieurs biens ou services, effectués au cours de la période de report – achats multiples au moyen de la carte VISA Desjardins, pour la réalisation d'un projet déterminé, et dont la somme est remboursable au moyen de paiements mensuels égaux et consécutifs déterminés à la fin de la période de report – achats multiples ;

« **appareil accessible** » : guichet automatique, équipements au point de vente, téléphone à clavier numérique (type « Touch-Tone ») relié à une ligne de type « Touch-Tone », ordinateur ou tout autre appareil permettant au détenteur d'une carte VISA Desjardins d'effectuer des transactions avec la carte VISA Desjardins ;

« **avance d'argent** » : avance en argent obtenue au moyen de la carte VISA Desjardins ou, le cas échéant, au moyen de la carte d'accès Desjardins utilisée dans un guichet automatique. À moins de disposition à l'effet contraire, toute référence dans le présent contrat à une avance d'argent fait également référence à une avance d'argent en cas de découvert ;

« **avance d'argent en cas de découvert** » : avance en argent tirée sur la carte VISA Desjardins pour couvrir, lorsque le solde disponible du compte EOP du détenteur est insuffisant, toute opération effectuée sur ledit compte ;

« **avance d'argent par versements égaux** » : avance en argent obtenue au moyen de la carte VISA Desjardins et remboursable par paiements mensuels égaux et consécutifs déterminés au moment où l'avance est effectuée ;

« **avance d'argent REER** » : avance en argent obtenue au moyen de la carte VISA Desjardins réservée à l'achat de produit REER Desjardins et dont le remboursement du capital et des frais de crédit peut débuter à la suite d'une période de report du paiement du capital à la demande du détenteur. Au cours de cette période de report du paiement du capital seuls les frais de crédit sont exigibles. À l'échéance de la période de report du paiement du capital, les paiements quant au capital et aux frais de crédit sont remboursables par paiements mensuels égaux et consécutifs déterminés au moment où l'avance d'argent REER est effectuée. Si la période de report du paiement du capital n'est pas demandée, l'avance d'argent REER est remboursable par paiements mensuels égaux et consécutifs déterminés au moment où l'avance d'argent REER est effectuée, au même titre qu'une avance d'argent par versements égaux ;

« **marchand** » : le cadre d'achats multiples par versements égaux et au cours de laquelle le détenteur peut effectuer différents achats à l'aide de sa carte VISA Desjardins sans avoir à payer de frais de crédit ;

« **période de report – avance d'argent REER** » : période choisie par le détenteur parmi celles offertes par la Fédération, le cas échéant, débutant sur déboursement d'une avance d'argent REER et au cours de laquelle seul le paiement des frais de crédit sur l'avance d'argent REER est exigible du détenteur ;

« **programme** » : le programme de récompenses BONDOLLARS Desjardins ;

« **relevé de transaction** » : relevé remis par certains appareils accessibles contenant un achat ou une avance d'argent effectuée par le détenteur au moyen de sa carte VISA Desjardins ;

« **signature** » : méthode utilisée par le détenteur pour manifester son consentement, que cette manifestation soit sous forme manuscrite, électronique ou vocale ;

« **solde des achats multiples** » : le total des achats multiples effectués au cours d'une période de report – achats multiples ;

« **taux d'intérêt** » : taux de crédit servant au calcul des frais de crédit ;

« **transaction non autorisée** » : transaction effectuée après **1)** que le détenteur ait signalé la perte ou le vol de sa carte VISA Desjardins, **2)** que la carte ait été annulée ou déclarée périmée, **3)** que, conformément au présent contrat, le détenteur ait signalé qu'une autre personne connaît peut-être son NIP VISA Desjardins, **4)** que le détenteur ait été obligé, sous la menace, de remettre sa carte VISA Desjardins ou de communiquer son NIP VISA Desjardins à un tiers à la condition qu'il porte plainte auprès des autorités policières, qu'il en avise la Fédération immédiatement et qu'il collabore à toute enquête ultérieure ou **5)** qu'il se soit fait usurper ou subtiliser son NIP VISA Desjardins à son insu ;

« **virement en cas de découvert** » : service disponible sur la carte VISA Desjardins par lequel le détenteur autorise sa caisse Desjardins à tirer une avance d'argent en cas de découvert sur son compte VISA pour couvrir, lorsque le solde disponible de son compte EOP est insuffisant, toute opération effectuée sur ledit compte, quelle que soit la nature de l'opération (retrait, chèque, paiement de facture, virement, etc.), et ce, pour un montant maximum de cinq mille dollars (**5 000\$**) par jour.

2. MODES D'UTILISATION DU CRÉDIT

La carte VISA Desjardins permet à son détenteur d'obtenir du crédit :

- a) pour le financement d'un achat courant ou sous forme d'avance d'argent ou à l'aide d'un chèque ;
- b) pour le financement d'un achat par versements égaux, d'achats multiples à versements égaux, d'un achat à paiement reporté, d'une avance d'argent par versements égaux ou d'une avance d'argent REER. Le retrait par le détenteur des sommes décaissées dans son folio à la caisse Desjardins tient lieu pour le détenteur de sa reconnaissance de la transaction, peu importe la forme de signature utilisée pour l'obtention de ladite avance d'argent par versements égaux ou d'une avance d'argent REER ;
- c) de toute autre manière que la Fédération peut établir.

VOIR VERSO ➤

Le détenteur peut tirer un chèque de tout montant jusqu'à concurrence de sa limite de crédit VISA Desjardins disponible. Les chèques ne pouvant être utilisés pour effectuer un versement au compte du détenteur. Enfin, le détenteur ne peut utiliser un chèque s'il omet d'acquitter le paiement minimum requis à l'échéance et indiqué sur son relevé de compte sous la rubrique Paiement minimum dû. La carte VISA Desjardins ne saurait servir au paiement d'aucun achat illicite.

3. MONTANT JUSQU'À CONCURRENCE DUQUEL LE CRÉDIT EST CONSENTI

Chacun des modes d'utilisation du crédit établis à l'article 2 est sujet à une limite de crédit dont le montant est indiqué sur le relevé de compte. Une ou l'autre de ces limites peut être haussée, à la discrétion de la Fédération, si le détenteur en fait la demande, ou réduite à la baisse si la Fédération le juge approprié suite à l'analyse du dossier du détenteur. Toute avance d'argent, tout chèque ou tout achat entraînant un dépassement de la limite de crédit applicable sera considéré comme une demande d'augmentation de cette limite de crédit pour le montant maximum pouvant alors être consenti au détenteur, compte tenu des normes d'octroi de crédit applicables.

4. FRAIS ANNUELS

Aucuns frais annuels exigés pour les cartes VISA Classique Desjardins, VISA Desjardins **JUSTE POUR ÉTUDIANTS** et VISA Classe CR Desjardins. Toutefois, quel que soit le type de carte détenue, des frais annuels de **30 \$** sont exigibles lorsque le détenteur bénéficie de l'option Taux d'intérêt réduit, et de **30 \$** par année lorsque le détenteur de la carte VISA Classique Desjardins bénéficie de l'option programme de récompenses BONDOLLARS Desjardins. La somme payable en vertu du présent article est réputée être un achat courant au sens de l'article 9 et sera comptabilisée au compte du détenteur lors de l'émission d'une ou de plusieurs cartes VISA Desjardins et, ultérieurement, à chacune des dates anniversaires de cette émission. Advenant l'annulation de la carte VISA Desjardins de l'option Taux d'intérêt réduit ou de l'option programme de récompenses BONDOLLARS Desjardins, la somme payable en vertu du présent article est non remboursable.

5. DURÉE DE CHAQUE PÉRIODE POUR LAQUELLE UN RELEVÉ DE COMPTE EST FOURNI

Un ou plusieurs relevés de compte en format papier ou en format électronique sont transmis mensuellement au détenteur.

6. PAIEMENT MINIMUM REQUIS POUR CHAQUE PÉRIODE

Le détenteur s'engage à rembourser à la Fédération toutes les sommes dues découlant de l'utilisation de la carte VISA Desjardins, de même que les frais de crédit énoncés, aux conditions et selon les modalités du présent contrat.

Au plus tard à l'échéance indiquée sur le relevé de compte relatif à une période, le détenteur doit verser, en un seul paiement :

- a) au moins **3 % DU TOTAL (1)** du solde indiqué sur le relevé de compte de la période précédente, **(2)** des achats courants de la période visée par le relevé de compte, **(3)** des avances d'argent et des chèques de la période visée par le relevé de compte, **(4)** des frais de crédit applicables aux achats et aux mensualités dont le montant était impayé à l'échéance indiquée sur le relevé de compte de la période précédente, **(5)** et des frais de crédit sur les avances d'argent et les chèques; **DEDUCTION FAITE (6)** des paiements reçus depuis la date du relevé de compte de la période précédente, **(7)** et du montant

seront exempts de frais de crédit pour la période durant laquelle sera effectué ce paiement intégral.

Taux d'intérêt annuel : **19,4 %** et **11,8 %** si le détenteur bénéficie de l'option Taux d'intérêt réduit.

- b) **Avance d'argent et chèque** : Les avances d'argent et les chèques sont assujettis à des frais de crédit calculés sur le solde quotidien moyen, depuis la date où ils sont effectués, au taux d'intérêt annuel en vigueur durant la période visée par le relevé de compte.

Taux d'intérêt annuel : **19,4 %** et **11,8 %** si le détenteur bénéficie de l'option Taux d'intérêt réduit.

- c) **Avance d'argent par versements égaux** : Les avances d'argent par versements égaux sont assujetties à des frais de crédit, calculés depuis la date de leur inscription sur le relevé de compte, jusqu'à ce qu'elles soient intégralement acquittées, et ce, au taux d'intérêt annuel en vigueur pour ce plan de financement offert par la Fédération et choisi par le détenteur.

Taux d'intérêt annuel : selon le plan de financement offert par la Fédération et choisi par le détenteur sans jamais excéder **19,9 %**.

- d) **Avance d'argent REER** : Les avances d'argent REER sont assujetties à des frais de crédit, calculés depuis la date de leur inscription au relevé, jusqu'à ce qu'elles soient intégralement acquittées, et ce, au taux d'intérêt annuel en vigueur pour ce plan de financement offert par la Fédération et choisi par le détenteur. Pendant une période de report – avance d'argent REER, seuls les frais de crédit s'appliquent. À l'achèvement de la période de report – avance d'argent REER, les paiements quant au capital et aux frais de crédit sont exigibles tels que déterminés au moment où l'avance d'argent REER a été effectuée.

Taux d'intérêt annuel : selon le plan de financement offert par la Fédération et choisi par le détenteur sans jamais excéder **19,9 %**.

- e) **Achat à paiement reporté** : Les frais de crédit applicables aux achats à paiement reporté sont calculés depuis la date d'exigibilité du paiement indiqué au relevé de compte jusqu'à ce qu'ils soient intégralement acquittés. Si le paiement d'un achat à paiement reporté n'est pas effectué intégralement à la date d'échéance indiquée au relevé de compte, celui-ci est automatiquement converti au mode de remboursement d'un achat par versements égaux. Le paiement est alors remboursable quant au capital et aux frais de crédit (= le paiement converti) au taux d'intérêt annuel applicable à ce plan de financement au moment de cette conversion, en douze **(12)** mensualités égales si le solde converti est inférieur à mille dollars (**1 000 \$**), en vingt-quatre **(24)** mensualités égales si le solde converti est égal ou supérieur à mille dollars (**1 000 \$**) et inférieur à trois mille dollars (**3 000 \$**), et en trente-six **(36)** mensualités égales si le solde converti est égal ou supérieur à trois mille dollars (**3 000 \$**). Un avis à cet effet indiquant le nombre de paiements et la mensualité résultant de la conversion de l'achat à paiement reporté, en achat à versements égaux, est exécuté au détenteur au moins trente **(30)** jours avant la date d'exigibilité du paiement. Si, avant ou à la date d'échéance indiquée au relevé de compte le détenteur acquitte partiellement l'achat à paiement reporté, le solde demeure impayé est remboursable selon la mensualité établie pour le paiement converti telle qu'indiquée à l'avis, et ce, jusqu'à ce que ledit solde soit acquitté intégralement.

Taux d'intérêt annuel : selon le plan de financement offert par le marchand sans jamais excéder **19,9 %**.

de toute opération ayant donné lieu à un redressement au cours de la période ; ou **10 \$**, si les **3 %** du montant déterminé précédemment correspondent à moins de **10 \$**;

- b) la ou les mensualités de la période visée par le relevé de compte, relatives aux achats, aux achats multiples, aux avances d'argent par versements égaux et aux avances d'argent REER;
- c) le montant des achats à paiement reporté, exigible à la date du relevé de compte;
- d) tout montant en souffrance à la date du relevé de compte;
- e) toute autre somme exigée par la Fédération, dont le détenteur fut avisé.

La première mensualité des achats, des avances d'argent par versements égaux et des avances d'argent REER sera facturée sur le premier relevé de compte de la carte VSA Desjardins émis à la suite de la transaction. La première mensualité du solde des achats multiples remboursables par versements égaux sera facturée sur le premier relevé de compte suivant la période de report – achats multiples. Les autres mensualités seront facturées sur les relevés de compte subséquents. Le capital et les frais de crédit des achats à paiement reporté, des achats, des achats multiples, des avances d'argent par versements égaux et des avances d'argent REER sont remboursables avant échéance partiellement ou en totalité, sans pénalité.

7. IMPUTATION DES PAIEMENTS

Tout paiement sert d'abord à acquitter : **(1)** les frais de crédit, **(2)** le capital relatif aux achats, aux achats multiples, aux avances d'argent par versements égaux et aux avances d'argent REER, **(3)** les avances d'argent et les chèques d'une période précédente, **(4)** les achats porteurs de frais de crédit, **(5)** les avances d'argent et les chèques de la période visée par le relevé, **(6)** les achats inscrits durant la période visée par le relevé.

8. DÉLAI PENDANT LEQUEL LE DÉTENTEUR PEUT ACQUITTER SON OBLIGATION SANS ÊTRE OBLIGÉ DE PAYER DES FRAIS DE CRÉDIT

Le détenteur dispose de **21** jours, à partir de la date de mise à la poste du relevé de compte ou de sa mise en disponibilité en format électronique, durant lesquels il peut acquitter le solde total de son relevé sans être obligé de payer des frais de crédit, sauf sur les avances d'argent et les chèques.

9. TAUX D'INTÉRÊT ET CALCUL DES FRAIS DE CRÉDIT

a) **Achat courant:** Il n'y a pas de frais de crédit pour les achats courants inscrits sur le relevé de compte si le solde total indiqué sur le relevé est payé en entier au plus tard à l'échéance indiquée sur le relevé de compte. Dans le cas contraire, les achats courants inscrits sur le relevé de compte seront assujettis à des frais de crédit, calculés sur le solde quotidien moyen depuis la date de chacun des achats jusqu'à ce qu'ils soient intégralement acquittés, et ce, au taux d'intérêt annuel en vigueur durant la période visée par le relevé de compte. Cependant, si le solde indiqué sur un relevé ultérieur est payé en entier au plus tard à l'échéance qui y sera indiquée, les achats jusqu'alors impayés

f) **Achat par versements égaux:** Les achats par versements égaux sont assujettis à des frais de crédit, calculés depuis la date de leur inscription sur le relevé de compte, jusqu'à ce qu'ils soient intégralement acquittés, et ce, au taux d'intérêt annuel en vigueur pour le plan de financement offert par le marchand.

Taux d'intérêt annuel: selon le plan de financement offert par le marchand sans jamais excéder **19,9 %**

g) **Achats multiples par versements égaux:** Les achats multiples par versements égaux sont assujettis à des frais de crédit, calculés depuis la date d'échéance de la période de report – achats multiples, jusqu'à ce qu'ils soient intégralement acquittés, et ce, au taux d'intérêt annuel en vigueur pour le plan de financement offert par le marchand.

Taux d'intérêt annuel: selon le plan de financement offert par le marchand et en fonction du solde des achats multiples à l'échéance de la période de report – achats multiples, sans jamais excéder **19,9 %**.

Dans tous les cas, tout renversement de paiement et tout paiement effectué par chèque ou par débit pré autorisé mais non honoré sera générateur de frais de crédit au taux applicable tel qu'établi au présent article comme si le paiement n'avait jamais été effectué.

10. FRAIS DE CRÉDIT POUR RETARD

Lorsque le détenteur omet d'acquitter à l'échéance le paiement minimum requis indiqué sur son relevé de compte sous la rubrique Paiement minimum où, il s'engage à payer sur toute somme impayée (telle que définie à l'article 9) des frais de crédit calculés au taux régulier de la carte applicable aux achats courants, avances d'argent et chèques, soit **19,4 %** l'an. Ce taux annuel est applicable quel que soit le mode d'utilisation du crédit employé et sans égard au fait que le détenteur bénéficie ou non de l'option Taux d'intérêt réduit. De plus, lorsque le détenteur bénéficie effectivement de l'option Taux d'intérêt réduit et qu'il omet pendant deux périodes consécutives, d'acquitter à l'échéance le paiement minimum où indiqué sur son relevé de compte, il perd le bénéfice de l'option Taux d'intérêt réduit pour un an à compter de la date de la première omission, sans possibilité de remboursement total ou partiel des frais annuels de cette option.

TABLEAU D'EXEMPLES DES FRAIS DE CRÉDIT

TABLEAU D'EXEMPLES DES FRAIS DE CRÉDIT POUR UN CYCLE DE FACTURATION DE 30 JOURS				
	TAUX D'INTÉRÊT ANNUEL	SOLDE MOYEN QUOTIDIEN		
		100\$	500\$	1 000\$
Taux d'intérêt régulier	19,40 %	1,59\$	7,97\$	15,95\$
Taux d'intérêt réduit	11,80 %	0,97\$	4,85\$	9,70\$
Achat par versements égaux	19,90 %	1,64\$	8,18\$	16,36\$

11. COMMUNICATION AVEC LE DÉTENTEUR

Pour toute question relative à son compte/carte VISA Desjardins le détenteur autorise expressément la Fédération à communiquer avec lui à son travail ou selon toute autre coordonnées le concernant, et ce, au choix de la Fédération.

12. MODIFICATION DES CONDITIONS DU CONTRAT DE CRÉDIT VARIABLE

Sauf pour les taux d'intérêt indiqués aux articles 9 c), 9 d), 9 f) et 9 g) applicables à des achats et à des avances d'argent déjà effectuées, la Fédération se réserve le droit d'augmenter les taux d'intérêt précités. La Fédération se réserve également le droit de modifier les conditions du présent contrat. Dans ces deux cas, le détenteur sera avisé au moyen d'un préavis écrit. L'utilisation de sa carte VISA Desjardins après la date d'entrée en vigueur indiquée au préavis vaudra acceptation par le détenteur des modifications faisant l'objet dudit préavis.

13. UTILISATION DU NIP VISA DESJARDINS

a) Signature authentique: Le détenteur reconnaît que l'utilisation conjointe de sa carte VISA Desjardins avec son NIP VISA Desjardins équivaut à sa signature authentique afin de lui permettre d'effectuer par le biais d'un appareil accessible des achats et des avances d'argent, tels que prévus au présent contrat.

b) Choix et confidentialité du NIP VISA Desjardins: Lorsque le détenteur choisit son NIP VISA Desjardins, il s'engage à ne pas en choisir un qui puisse être découvert (notamment par : date de naissance, numéro de téléphone, numéro d'assurance sociale, d'assurance maladie ou de permis de conduire) auquel cas il sera présumé avoir contribué à l'usage non autorisé de sa carte et assumera toute responsabilité à cet égard le cas échéant.

Le détenteur s'engage de plus à ne pas divulguer son NIP VISA Desjardins à quiconque de quelque façon que ce soit, ni à l'inscrire sur sa carte ou sur un autre document facilement consultable, auquel cas il sera également présumé avoir contribué à l'usage non autorisé de sa carte et assumera toute responsabilité à cet égard le cas échéant.

c) Responsabilité: Dans l'éventualité où le détenteur constate le perte du caractère confidentiel de son NIP VISA Desjardins ou dès qu'il soupçonne un tiers de le connaître, il s'engage, pour continuer à effectuer des achats et des avances d'argent, à le modifier immédiatement ou, s'il est dans l'impossibilité de le faire, à aviser la Fédération de la situation. Toute transaction effectuée après un tel changement de NIP VISA Desjardins ne répond plus à la définition de transaction non autorisée telle que définie au présent contrat.

Lorsque des transactions non autorisées sont effectuées avec la carte VISA Desjardins du détenteur, celui-ci n'assume aucune responsabilité à l'égard de ces transactions.

Le détenteur reconnaît que la Fédération ne peut être tenue responsable des dommages, y compris des pertes monétaires, découlant de l'impossibilité d'utiliser un appareil accessible par suite de fonctionnement défectueux, de non-fonctionnement

19. DIFFÉRENDS

La Fédération ne sera aucunement responsable de la qualité des marchandises ou des services obtenus au moyen de la carte VISA Desjardins ou des chèques, et toute réclamation ou tout différend (contestation de facture ou de note de crédit, demande d'un crédit de compensation, etc.) entre le détenteur et le marchand devra faire l'objet d'un règlement direct entre le détenteur et le marchand. Le détenteur peut également communiquer avec la Fédération pour discuter d'une contestation qu'il souhaite faire valoir à l'égard d'une transaction paraissant sur son relevé de compte.

20. NOTE DE CRÉDIT

Toute note de crédit est portée au compte du détenteur le jour où elle est reçue par la Fédération et ce n'est qu'après que cesse la responsabilité du détenteur à l'égard de la dette visée par la note.

21. SERVICE DE CONVERSION DE MONNAIE ÉTRANGÈRE

Toute avance d'argent ou tout achat effectué en monnaie étrangère avec la carte VISA Desjardins sera payée en monnaie canadienne et la conversion sera faite au taux de change déterminé par la Fédération ou son fournisseur de la comptabilisation de la pièce justificative. Le détenteur ne peut tirer un chèque dans une devise autre que canadienne. Tout chèque tiré en monnaie étrangère sera automatiquement retourné au détenteur.

Des frais de conversion de devises de **1,8 %** sur les montants enregistrés au compte en devises étrangères et convertis en dollars canadiens seront exigibles. La somme payable à l'ère de frais de conversion est réputée être un achat courant au sens de l'article 9 et sera comptabilisée au compte du détenteur au jour où est effectuée la conversion.

22. SOLIDARITÉ

Si une carte VISA Desjardins est émise au nom de plus d'un détenteur d'un même compte, leurs obligations sont indivisibles et solidaires et elles pourront être réclamées en totalité de chacun de leurs héritiers, légataires et ayants droit respectifs.

23. PREUVE

Le détenteur reconnaît que tout relevé de compte constitue une preuve concluante du solde dû et s'engage à payer le solde indiqué sur ce relevé selon les modalités prévues au présent contrat.

Le détenteur reconnaît également que le relevé de transaction émis par un appareil accessible constitue la preuve que la transaction ou l'a effectuée a été enregistrée consciemment. La Fédération n'est pas responsable de fournir d'autre preuve de transaction, à moins que le détenteur le requière pour éviter ou régler un différend au sens du présent contrat et que dans ce cas il fournisse à la Fédération le relevé de transaction confirmant l'achat ou l'avance d'argent. Le détenteur accepte alors que la bande magnétique ou un support d'information équivalent sur lesquels sont enregistrées les données relatives aux transactions effectuées constitue un procédé de preuve écrite suffisant dans toute procédure judiciaire.

24. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

temporaire ou de mauvaise utilisation, ni de toute autre interruption du fonctionnement des appareils causée par des actes indépendants de la volonté de la Fédération, y compris les profits de travail et les frais d'équipement.

14. VIREMENT EN CAS DE DÉCOUVERT

Lorsque le détenteur adhère au virement en cas de découvert :

- il autorise la caisse Desjardins où il détient un compte EOP à tirer une avance d'argent en cas de découvert sur son compte VISA Desjardins de manière à couvrir, lorsque le solde disponible du compte EOP est insuffisant, toute opération effectuée sur ce compte. L'avance d'argent en cas de découvert doit correspondre au montant exact nécessaire pour couvrir l'opération.
- il s'engage à ce que le compte EOP bénéficiant du virement en cas de découvert ne nécessite qu'une seule signature;
- il accepte que la Fédération puisse régénérer sur sa carte VISA Desjardins, pour une période pouvant varier de cinq (5) à sept (7) jours ouvrables, les sommes nécessaires pour couvrir les retenues de fonds à l'un des comptes de son loier et que sa limite de crédit disponible soit affectée d'autant;
- il accepte, si le compte EOP bénéficiant du virement en cas de découvert est un compte conjoint ou un compte avec procuration, que le virement en cas de découvert puisse permettre à la personne avec qui il détient ce compte ou à son procureur, le cas échéant, d'effectuer une opération qui déclenche une avance d'argent en cas de découvert, même si cette personne n'est pas co-titulaire de la carte VISA Desjardins avec le détenteur;
- il comprend et accepte que les montants réservés sur sa carte VISA Desjardins pour honorer une transaction en cours de traitement, soient libérés et appliqués à ladite transaction, même après la suppression ou le retrait du virement en cas de découvert.

15. VALIDITÉ DE LA CARTE

La carte VISA Desjardins ne peut être utilisée avant la date de validité et après la date d'expiration où s'y trouvent indiquées.

16. ANNULATION DE LA CARTE ET DES CHÈQUES

La carte VISA Desjardins et les chèques étant la propriété de la Fédération, celle-ci se réserve le droit de résilier l'une ou l'autre des limites de crédit applicables, de reprendre ou de faire reprendre possession de la carte VISA Desjardins et des chèques, de mettre fin en tout ou en partie, à un ou à plusieurs des services qu'ils procurent ou d'en retirer l'accès au détenteur, et ce, sans préavis au détenteur. Dans l'un ou l'autre de ces cas, la responsabilité de la Fédération ne peut être mise en cause.

17. RESPONSABILITÉ DE LA FÉDÉRATION

La Fédération ne peut être tenue responsable du refus de la carte VISA Desjardins ou des chèques par un commerçant, ni des modifications, annulations ou remplacements, par un fournisseur, des avantages ou escomptes reliés à la carte VISA Desjardins.

18. CHÈQUES PERDUS OU VOLÉS

Si ces chèques sont utilisés sans l'autorisation du détenteur, la responsabilité de ce dernier ne peut dépasser **50 \$** et cesse dès que la Fédération est avisée de la perte ou du vol desdits chèques.

La Fédération constitue un dossier au nom du détenteur dans le but de lui permettre de recevoir des services financiers reliés aux différents services de crédit et de paiement. Les renseignements personnels dans ce dossier sont conservés dans les locaux de la Fédération ou de ses mandataires et sont consultés par leurs employés lorsque cela est justifié dans l'exercice de leurs fonctions. Le détenteur a le droit de connaître le contenu de son dossier et de faire corriger tout renseignement inexact. Il a également un droit d'accès et de rectification à son dossier auprès de l'agent de renseignements personnels en lui adressant une demande écrite. De plus, le détenteur peut exclure son nom des listes nominatives constituées par la Fédération. Pour toutes ces demandes, le détenteur doit écrire au : Service à la clientèle (PRP), C.P. 8600, succursale Centre-Ville, Montréal (Québec), H3C 3P4.

Le détenteur consent à ce que la Fédération recueille et mette à jour, auprès de tout agent de renseignements personnels, institution financière, employeur et émetteur de cartes de crédit (ici après désignés les « tiers ») uniquement les renseignements nécessaires à l'objet du dossier, soit la fourniture de services financiers reliés aux différents services de crédit et de paiement, et ce, aux fins d'établir sa solvabilité et d'analyser à nouveau ses engagements envers la Fédération dans le cadre de sa relation d'affaires avec elle. Le détenteur autorise les tiers à communiquer de tels renseignements à la Fédération, et ce, même s'ils figurent dans un dossier fermé ou inactif. Le détenteur consent également à ce que la Fédération divulgue à tout agent de renseignements personnels, institution financière et émetteur de cartes de crédit, les engagements financiers envers la Fédération résultant de l'utilisation de la carte VISA Desjardins.

25. TRANSMISSION DES DONNÉES À VISA INC. ET SES FILIALES

Le détenteur consent à ce que la Fédération recueille, utilise et communique à Visa Inc. et ses filiales, à leurs agents, employés et mandataires, d'une part, les renseignements nécessaires, au traitement, à l'autorisation et à l'authentification d'une transaction, et, d'autre part, ceux nécessaires à la fourniture du service d'assistance à la clientèle et à l'administration d'un concours promotionnel afin de permettre au détenteur de participer audit concours.

26. RÈGLES DE PARTICIPATION, PROGRAMME DE RÉCOMPENSES BONDOLLARS DESJARDINS

Lorsque le détenteur bénéficie du programme de récompenses BONDOLLARS Desjardins, il reconnaît que ce programme est soumis aux règles suivantes :

- Le programme est offert en option pour la carte VISA Classique Desjardins seulement. Les BONDOLLARS sont calculés selon un pourcentage des achats effectués avec la carte VISA Desjardins.

CARTE VISA DESJARDINS	INCLUS	EN OPTION
VISA Desjardins JUSTE/PRIÉTÉ MAXIS	Non disponible	Non disponible
VISA Classique Desjardins	Non disponible	1% - frais de 30\$/an
VISA Classe OR Desjardins	Non disponible	Non disponible

VOIR VERSO →

- **1 BONDOLLAR** équivaut à **1** dollar canadien.
- Une remise en BONDOLLARS peut être appliquée notamment sur des primes-cadeaux, des billets de spectacle et des produits et services financiers Desjardins. Pour obtenir la liste complète et à jour des diverses possibilités de remises en BONDOLLARS, le détenteur peut visiter le www.desjardins.com/bonidollars ou composer le **1 800 363-3380**.
- Les BONDOLLARS sont échangeables dans un délai maximal de **60** jours après la date d'acquisition de produits ou de services éligibles.
- Les avances d'argent, les avances d'argent par versements égaux, les avances d'argent REER, les chèques promotionnels et réguliers et les frais de crédit ne donnent pas droit à des BONDOLLARS.
- Les BONDOLLARS ne peuvent être échangés contre de l'argent comptant, crédité tant que paiement sur un relevé de compte du détenteur, ni servir à couvrir une avance d'argent par versements égaux ou une avance d'argent REER. Les BONDOLLARS ne peuvent être utilisés pour payer les frais annuels, et ce, même si la Fédération devait mettre fin au programme.
- Les BONDOLLARS ne peuvent être transférés au compte d'un autre détenteur d'une carte VISA Desjardins. Les codétenteurs d'un compte sont codétenteurs de leurs BONDOLLARS, et chacun peut faire une demande de remise.
- La Fédération est déchargée de toute responsabilité quant à l'utilisation des BONDOLLARS par l'un ou l'autre des codétenteurs.
- En cas d'un remboursement d'un achat, les BONDOLLARS obtenus sont déduits du solde de BONDOLLARS du détenteur.
- Chaque demande de remise de BONDOLLARS doit être constituée d'un minimum de **20** BONDOLLARS.
- À l'exception des dommages qui pourraient être causés à la suite d'une faute lourde ou d'une négligence grossière, en aucun cas la Fédération ou tout autre intervenant au programme, y compris leurs employés, ne seront tenus responsables des dommages directs ou indirects causés dans le cadre du programme notamment par l'annulation du programme.
- La Fédération et tout autre intervenant au programme ne seront présumés, en aucune circonstance, être les agents ou représentants de l'un ou l'autre de ceux-ci et ne pourront, de ce fait, leur ou engager leurs responsabilités.
- Le détenteur qui ne respecte pas l'une ou l'autre des règles de participation du programme, dont le compte est en souffrance depuis **90** jours ou dont la carte a été annulée par la Fédération, ne peut utiliser ses droits afférents au programme, notamment l'utilisation de ses BONDOLLARS.
- Les BONDOLLARS qui ne seront pas échangés **90** jours après la date d'échéance du programme ou de fermeture du compte VISA Desjardins seront automatiquement annulés. En cas de décès du détenteur, les BONDOLLARS pourront être échangés uniquement contre des produits et services financiers identifiés au nom du détenteur décédé ou acquis en son nom.
- La Fédération se réserve le droit de modifier ou de mettre fin en tout temps et sans préavis au programme. La nature ou la valeur des escomptes ou avantages mentionnés peut être modifiée, annulée ou remplacée sans préavis des fournisseurs. Certains bénéfices consentis sont soumis aux règles mentionnées dans le présent contrat.

Contrat de crédit variable pour l'utilisation d'une carte de crédit

Aux fins du présent contrat, l'émission de la carte tient lieu de signature du commerçant et l'utilisation de la carte par le consommateur tient lieu de signature du consommateur.

En cas de perte ou de vol de la carte de crédit, le consommateur n'encourt aucune responsabilité pour une dette découlant de l'usage de cette carte par un tiers après que l'émetteur de la carte ait été avisé par téléphone, télégraphe, avis écrit ou tout autre moyen de la perte ou du vol. Même en l'absence d'un tel avis, la responsabilité du consommateur dont la carte a été perdue ou volée est limitée à la somme de **50\$**. À la fin de chaque période, le commerçant, s'il a une créance à l'égard d'un consommateur, doit lui fournir un état de compte, posté au moins vingt et un jours avant la date à laquelle il peut exiger des frais de crédit si le consommateur n'acquiesce pas la totalité de son obligation; dans le cas d'une avance en argent, ces frais peuvent courir à compter de la date de cette avance jusqu'à la date du paiement.

Le consommateur peut exiger du commerçant qu'il lui fasse parvenir, sans frais, une copie des pièces justificatives de chacune des transactions décrites dans l'état de compte.

Tant que le consommateur n'a pas reçu à son adresse un état de compte, le commerçant ne peut exiger des frais de crédit sur le solde impayé, sauf sur les avances en argent.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles **29, 123, 124, 126 et 127** de la *Loi sur la protection du consommateur* et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur.

- BONIDOLLARS Desjardins est une marque déposée de la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

27. CLAUSE DE DÉCHÉANCE DU BÉNÉFICE DU TERME

Advenant que le détenteur ne respecte pas l'une ou l'autre des conditions prévues aux présentes, notamment mais non limitativement s'il omet d'effectuer tout paiement dû à échéance en vertu de tout mode de financement qu'il aura utilisé et tel que défini à l'article 1 des présentes, la Fédération pourra, sous réserve de la Loi sur la protection du consommateur, exiger le remboursement immédiat de toutes les sommes dues par le détenteur, que celles-ci soient exigibles ou non.

28. MENTIONS EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR (ART. 125)

Ces mentions s'appliquent uniquement si le détenteur est un consommateur au sens de la loi précitée.

Clause de déchéance du bénéfice du terme

Avant de se prévaloir de cette clause, le commerçant doit expédier au consommateur un avis écrit et, à moins d'en être exempté conformément à l'article 69 du règlement général, un état de compte.

Dans les trente jours qui suivent la réception par le consommateur de l'avis et, s'il y a lieu, de l'état de compte, le consommateur peut :

- a) soit remédier au fait qu'il est en défaut;
- b) soit présenter une requête au tribunal pour faire modifier les modalités de paiement prévues au présent contrat.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 104 à 110 de la Loi sur la protection du consommateur de même que l'article 69 du règlement général adopté en vertu de cette loi et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur.

* Voir int. / Fédération des caisses Desjardins du Québec, usager autorisé.

Assurance

Police d'assurance automobile
du Québec - F.P.Q. N° 1
933-000 (2007-05) Page 3 de 8

Nature et étendue de l'assurance

Aux conditions énoncées ci-après, l'Assureur garantit l'Assuré contre les risques expressément désignés comme couverts, jusqu'à concurrence des montants arrêtés pour chacun.

Chapitre A – Responsabilité civile

L'Assureur garantit l'Assuré, ses représentants légaux et sa succession, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'Assuré peut encourir du fait de la propriété, de l'usage ou de la conduite du véhicule assuré et en raison des dommages corporels ou matériels subis par des tiers, étant précisé que dans le cadre de la présente garantie on entend par Assuré non seulement l'Assuré désigné mais aussi toute personne conduisant ledit véhicule ou en faisant usage sans être auteur ou complice du vol de ce dernier, est réputé faire usage du véhicule quiconque en fait fonctionner toute partie. Toutefois, en cas d'insuffisance des montants d'assurance, l'Assureur garantit en premier lieu les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'Assuré désigné.

Exclusions

Sont exclus du présent chapitre :

- 1) les dommages corporels dont la Loi sur l'assurance automobile, la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels prévoient la compensation, sauf dans la mesure où la Loi sur l'assurance automobile ne saurait s'appliquer;
- 2) la responsabilité imposée par une législation visant les accidents du travail;
- 3) les dommages subis par un Assuré, sous réserve d'une Convention d'indemnisation directe établie conformément à la Loi sur l'assurance automobile;
- 4) les dommages corporels subis par toute personne employée par un Assuré et occupée à faire fonctionner ou à réparer le véhicule assuré;
- 5) même en cas de pluralité d'assurés ou de multiplicité d'intérêts, les sommes excédant les montants d'assurance arrêtés aux Conditions particulières et les frais visés aux Garanties subsidiaires ci-après;
- 6) les dommages occasionnés par le risque nucléaire, et venant en excédent du montant obligatoire minimum de l'assurance de responsabilité prescrit par la Loi sur l'assurance automobile ou la Loi sur les véhicules hors route, selon le type de véhicule impliqué.

Voir aussi les Dispositions diverses et générales.

Garanties subsidiaires

Dans le cadre du présent chapitre, l'Assureur s'engage de plus :

- 1) à servir les intérêts de tout Assuré dès réception d'une déclaration de sinistre, tout en se réservant d'agir à sa guise en matière d'enquête, de transaction ou de règlement;
- 2) à prendre fait et cause pour toute personne qui a droit au bénéfice de l'assurance et à assumer sa défense dans toute action dirigée contre elle;
- 3) à prendre en charge les frais et dépens qui résultent des actions contre l'Assuré, y compris ceux de la défense, ainsi que les intérêts sur le montant de l'assurance, en plus du montant d'assurance;
- 4) à rembourser tout Assuré des dépenses engagées pour les soins médicaux immédiatement nécessaires du fait d'un accident corporel à autrui;
- 5) à n'opposer aux intéressés aucune insuffisance de son montant d'assurance par rapport aux lois relatives à l'assurance des véhicules automobiles et en vigueur à l'endroit du sinistre, pourvu que ce soit au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- 6) à n'avoir recours à aucun moyen de défense interdit aux assureurs de l'endroit du sinistre, si ce dernier est survenu au Canada ou aux États-Unis d'Amérique.

Procuration et engagement

Dans le cadre du présent chapitre, tout Assuré :

- a) mandate l'Assureur afin que ce dernier le représente avec pouvoir de comparution et de défense dans toute poursuite intentée contre l'Assuré n'importe où au Canada ou aux États-Unis d'Amérique en raison de la propriété, de l'usage ou de la conduite du véhicule assuré;
- b) renonce à son droit de révoquer unilatéralement le présent mandat;
- c) s'engage à rembourser l'Assureur sur sa simple demande des sommes versées par ce dernier au seul titre de dispositions légales visant l'assurance des véhicules automobiles.

Chapitre B – Dommages éprouvés par le véhicule assuré

L'Assureur garantit l'Assuré contre les dommages occasionnés directement et accidentellement au véhicule assuré, à ses équipe-

ments et à ses accessoires, ou résultant de leur disparition, et imputables aux risques ci-dessous :

Division 1 – Tous risques

Division 2 – Collision ou versement

Par collision on entend notamment la collision avec le sol et celle se produisant entre deux véhicules attelés l'un à l'autre.

Par versement on entend le renversement partiel ou complet du véhicule.

Division 3 – Accidents sans collision ni versement

Sont notamment couverts au titre de la division 3 les dommages occasionnés par les projectiles, les objets qui tombent ou qui volent, l'incendie, le vol, les explosions, les tremblements de terre, les tempêtes de vent, la grêle, la crue des eaux, les actes malveillants, les émeutes ou les mouvements populaires. En outre, la garantie de cette division est étendue aux dommages occasionnés par la collision avec les personnes ou les animaux.

Division 4 – Risques spécifiés, à savoir l'incendie, la foudre, le vol ou les tentatives de vol, les explosions, les tremblements de terre, les tempêtes de vent, la grêle, la crue des eaux, les émeutes, les mouvements populaires, l'atterrissage forcé ou la chute de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne et l'échouement, la submersion, l'incendie, le déraillement ou la collision de tout véhicule terrestre ou bateau servant à transporter le véhicule assuré.

Franchise

Pour tout sinistre non imputable à la foudre ou à l'incendie, il sera laissé à la charge de l'Assuré la franchise stipulée aux Conditions particulières.

Exclusions

1) Sont exclus du présent chapitre :

- a) les dommages occasionnés aux pneus, ou par une panne, un bris mécanique, la rouille, la corrosion, l'usure normale, le gel ou par les explosions dans les chambres de combustion, saut en cas de coïncidence avec d'autres dommages couverts par la même garantie ou en cas d'incendie, vol ou actes malveillants couverts par la même garantie;
- b) l'appropriation illicite, le détournement, le vol ou le recel du véhicule ayant pour auteur une personne en possession légitime de ce dernier en vertu d'une hypothèque, d'une vente conditionnelle,

**Police d'assurance automobile
du Québec - F.P.Q. N° 1**

933.000 (2007-05)

Page 4 de 8

d'un bail ou de toute autre convention écrite similaire;

- c) l'aliénation volontaire des titres de propriété, avec ou sans abus de confiance, fraude ou déclaration mensongère;
 - d) le contenu des remorques;
 - e) les rubans ou accessoires de magnétophone ou les disques compacts, à moins qu'ils ne soient en place dans un appareil;
 - f) les dommages occasionnés dans quelque mesure que ce soit par les bombardements, l'invasion, la guerre civile, l'insurrection, la rébellion, la révolution, la force militaire, l'usurpation de pouvoir ou par les activités des forces armées engagées dans des hostilités, qu'il y ait ou non déclaration de guerre.
- 2) Est exclu des divisions 3 et 4 le vol ayant pour auteur une personne ayant le même domicile que celui de l'Assuré ou employée par lui en tant que préposée à la conduite, à la vente, à l'équipement, à la réparation, à l'entretien, au remisage, au garage, au déplacement ou au contrôle du bon fonctionnement du véhicule assuré, que ladite personne soit ou non dans l'exercice des fonctions susdites.

Voir également les Dispositions diverses et générales.

Garanties subsidiaires

A- En cas de sinistre couvert au titre du présent chapitre, l'Assureur s'engage de plus :

- 1) à régler, pourvu que l'Assuré en soit civilement responsable, les frais d'avarie commune, de sauvetage et de service d'incendie, ainsi que les droits de douanes du Canada et des États-Unis d'Amérique;
- 2) à n'exercer de recours contre aucune personne ayant, avec le consentement de l'Assuré, soit la garde du véhicule, soit pouvoir de direction ou de gestion sur celui-ci, à moins que la personne en question ne soit, au moment du sinistre, dans l'exercice professionnel de la vente, de l'équipement, de la réparation, de l'entretien, du remisage, du garage, du déplacement ou du contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles, ou n'ait dérogé aux conditions du présent contrat;
- 3) à garantir l'Assuré et tout conducteur d'un véhicule de remplacement aux termes de l'alinéa 3c) des Dispositions diverses contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle pouvant leur incomber, lorsqu'ils ont la garde du véhicule ou pou-

accidentellement par ledit véhicule ou de sa disparition étant précisé :

- a) que la présente garantie est soumise aux franchises et exclusions de la division applicable;
- b) qu'en cas d'assurance pouvant garantir le propriétaire du véhicule de remplacement, la présente garantie intervient seulement lorsque la franchise qu'elle comporte est moins élevée que celle de l'assurance du propriétaire et elle est alors limitée à la différence entre les franchises;
- c) que les Garanties subsidiaires du chapitre A peuvent, le cas échéant, trouver leur application dans le cadre du présent chapitre.

B- Privation de jouissance en cas de vol

À l'assurance des divisions 1, 3 et 4 ci-dessus s'ajoute la garantie de la privation de jouissance en cas de vol du véhicule entier, à concurrence de 25 \$ par jour, sous réserve d'une limitation totale par sinistre de 750 \$.

Indépendamment de l'expiration du contrat après le sinistre, cette garantie s'exerce à partir de soixante-douze heures après la déclaration du vol à la police ou à l'Assureur, jusqu'à l'achèvement de la réparation ou du remplacement du véhicule assuré ou jusqu'à ce qu'il y ait entente sur le règlement du sinistre, si elle survient avant. Cette garantie s'exerce moyennant production de reçus de location d'un véhicule terrestre automobile, de reçus de taxis ou de billets de transports en commun.

Dispositions diverses

1. Étendue territoriale de la garantie

Sauf élargissement accordé par voie d'avenant, et sous réserve des restrictions énoncées aux alinéas d) et e) de la définition du véhicule assuré, la garantie s'exerce au Canada, aux États-Unis d'Amérique et dans tout appareil de navigation aérienne ou bateau faisant le service entre les ports et aéroports de ces pays.

2. Exclusion des garagistes autres que l'Assuré et de leur personnel

Sont exclus du présent contrat les sinistres subis par les personnes qui, dans l'exercice d'une activité professionnelle de garagiste, conduisent le véhicule assuré, en tout usage ou y effectuent quelque travail, y ont pris place ou sont transportées par le véhicule désigné ou par un véhicule répondant à la définition ci-dessous de l'expression « véhicule nouvellement acquis » ou sont en train d'y monter ou d'en descendre; la présente exclusion n'est cependant pas opposable à l'Assuré ni à ses

3. Définitions

Sauf contexte dérogatoire, pour l'exécution du présent contrat, on entend par :

activité professionnelle de garagiste, notamment toute activité professionnelle relative à la garde, à la vente, à l'équipement, à la réparation, à l'entretien, au remisage, au garage, au déplacement ou au contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles;

conjoint, une personne qui au moment du sinistre :

- a) est mariée et cohabite avec la personne avec laquelle elle est mariée;
- b) vit maritalement et cohabite avec une personne de sexe différent ou de même sexe et qui est publiquement représentée comme son conjoint depuis au moins trois ans ou dans les cas suivants, depuis au moins un an :
 - un enfant est né ou est à naître de leur union,
 - ils ont conjointement adopté un enfant,
 - l'un d'eux a adopté un enfant de l'autre;

risque nucléaire, le risque découlant de la nature dangereuse des propriétés radioactives, toxiques ou explosives de substances désignées par la Loi fédérale sur le contrôle de l'énergie atomique;

véhicule assuré :

- a) le véhicule désigné, et qui peut être tout véhicule terrestre automobile ou toute remorque ou semi-remorque expressément désigné aux Conditions particulières ou répondant à toute désignation générale figurant à ces dernières;
- b) tout véhicule nouvellement acquis, ou pris en location pour une période d'au moins un an, ou nouvellement pris en crédit bail, dont l'Assuré notifie l'acquisition, la location ou le crédit-bail à l'Assureur dans les quatorze jours de la date à laquelle il a pris livraison du véhicule, pourvu que celui-ci :
 - remplace un véhicule désigné aux Conditions particulières;
 - ou
 - s'ajoute comme véhicule additionnel.

Dans ce dernier cas, la garantie applicable à l'égard de ce véhicule correspondra à la moindre des garanties déjà accordées sur tous les véhicules par l'Assureur, en vertu des divers contrats qu'il a émis, pourvu que cet Assureur assure tous les véhicules dont l'Assuré est, au jour de ladite livraison, propriétaire, locataire pour une période d'au moins un an ou crédit-preneur et que l'As-

De plus, l'Assuré s'engage à payer toute surprime afférente à ce nouveau véhicule.

La présente définition ne s'applique pas dans le cas des Assurés exerçant professionnellement la vente des véhicules automobiles.

Les définitions ci-dessous s'appliquent uniquement dans le cadre du chapitre A.

c) tout véhicule de remplacement, à savoir tout véhicule terrestre automobile n'appartenant ni à l'Assuré ni à une personne ayant le même domicile que celui de l'Assuré et utilisé provisoirement en remplacement du véhicule désigné pendant que ce dernier ne peut être utilisé en raison de panne, de réparation, d'entretien, de perte, de destruction, de vente ou de contrôle du bon fonctionnement;

d) à l'exception du véhicule désigné, tout véhicule terrestre automobile ayant pour conducteur au moment du sinistre soit l'Assuré, soit son conjoint, pourvu que l'Assuré soit un particulier et :

- que le véhicule en question ne soit pas, au moment du sinistre, affecté à l'exercice professionnel de la vente, de la réparation, de l'entretien, du remisage, du garage ou du contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles;
- que ni l'Assuré ni une personne ayant le même domicile que celui de l'Assuré ne soient propriétaires du véhicule en question;
- que le véhicule en question ne soit pas un véhicule fourni par un employeur de l'Assuré ou d'une personne ayant le même domicile que celui de l'Assuré;
- que le véhicule en question ne soit pas affecté, hors du Québec, à l'usage de taxi, d'autobus ou d'autocar ou à la livraison commerciale;

Étant précisé que dans le cas des quatre dernières exceptions ci-dessus, la garantie est néanmoins accordée au propriétaire du véhicule désigné, mais uniquement à concurrence du montant minimum exigé par la Loi sur l'assurance automobile ou la Loi sur les véhicules hors route, selon le type de véhicule impliqué;

e) dans le cas d'assurés qui sont des personnes morales, des sociétés ou des associations, tout véhicule terrestre automobile, autre que le véhicule désigné, ayant pour conducteur au moment du sinistre l'employé, l'actionnaire, le membre ou l'associé faisant habituellement usage du véhicule désigné ou le conjoint de cette personne, pourvu :

- que ni cette personne, ni son conjoint ne soient propriétaires d'un véhicule terrestre automobile;

- que le véhicule en question ne soit, au moment du sinistre, affecté à l'exercice professionnel de la vente, de la réparation, de l'entretien, du remisage, du garage ou du contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles;

- que ni l'employé, ni aucun actionnaire, membre ou associé, ni l'Assuré, ni aucune personne ayant le même domicile que celui de l'un d'entre eux, ne soit propriétaire ou en possession du véhicule en question, en vertu d'une convention écrite similaire à une hypothèque, une vente conditionnelle ou un bail, sauf en cas de location pour un usage ni habituel, ni fréquent;

- que le véhicule en question ne soit affecté, hors du Québec, à l'usage de taxi, d'autobus ou d'autocar ou à la livraison commerciale;

f) toute remorque appartenant à l'Assuré, non désignée aux Conditions particulières, n'étant ni conçue ni utilisée pour le transport de personnes ou à des fins de démonstration, de vente, de bureau, ou d'habitation et :

- attelée à une voiture de tourisme assurée;
- non attelée, pour autant qu'elle soit habituellement attelée à une voiture de tourisme assurée;

g) toute remorque n'appartenant pas à l'Assuré et utilisée avec le véhicule assuré.

Voitures de tourisme, sont assimilés aux voitures de tourisme tous les stations-wagons de même que, lorsqu'ils sont utilisés à des fins privées, les véhicules du type utilitaire dont le poids total en charge ne dépasse pas 4500 kg (10 000 lb).

4. Pluralité de véhicules

a) Sous réserve de l'alinéa c), en cas de pluralité de véhicules désignés, il est précisé que chacun est réputé couvert, en ce qui concerne les garanties qui en touchent l'usage ou la conduite, au même titre que s'il faisait l'objet d'une police individuelle et que les garanties pouvant s'exercer dans le cas de l'usage ou de la conduite d'un véhicule n'appartenant pas à l'Assuré se limitent au plus élevé des montants d'assurance stipulés au présent contrat.

b) Si l'Assuré est propriétaire, locataire pour une période d'au moins un an ou créditpreneur de véhicules faisant l'objet, en tant que véhicules désignés, de plus d'un contrat d'assurance automobile, auprès du

même assureur, les garanties pouvant s'exercer en cas d'usage ou de conduite d'un véhicule n'appartenant pas à l'Assuré, se limitent au plus élevé des montants d'assurance de tous les contrats.

En aucun cas le présent contrat n'interviendra pour plus que le montant de sa garantie.

c) Les remorques et semi-remorques attelées, en quelque nombre que ce soit, à un véhicule automobile sont réputées constituer avec lui un seul et même véhicule au titre du chapitre A. La garantie se limite alors à un seul et même montant de garantie, soit le plus élevé des montants d'assurance de tous les véhicules, qu'ils soient couverts par un ou plusieurs contrats d'assurance émis par le même assureur.

Au titre du chapitre B, ces véhicules sont réputés être des véhicules distincts, en ce qui concerne les montants d'assurance et les franchises.

d) Il est précisé que la garantie du chapitre A s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré du fait de dommages occasionnés à toute remorque ne lui appartenant pas, n'étant ni conçue ni utilisée pour le transport de personnes ou à des fins de démonstration, de vente, de bureau, ou d'habitation et :

- attelée à une voiture de tourisme assurée au titre dudit chapitre;
- non attelée, pour autant qu'elle soit habituellement attelée à une voiture de tourisme assurée au titre dudit chapitre.

5. Recours entre coassurés

Sans que la garantie en soit pour autant augmentée, tout Assuré désigné subissant des dommages du fait d'un autre Assuré désigné est à cet égard considéré comme un tiers.

6. Exclusions touchant l'usage du véhicule assuré

Sauf mention aux Conditions particulières ou garantie accordée par voie d'avenant, le présent contrat est sans effet en ce qui concerne les sinistres survenant pendant que :

- a) le véhicule assuré est loué à des tiers;
- b) le véhicule assuré sert soit à transporter des explosifs, soit à transporter des substances radioactives à des fins de recherches, d'éducation, d'expansion ou d'industrie ou à des fins connexes;
- c) le véhicule assuré sert comme taxi, autobus, autocar ou véhicule de place ou de visites touristiques.

Dispositions générales

Le présent contrat est régi par le Code civil du Québec, par le Code de procédure civile et par la Loi sur l'assurance automobile et ses règlements, ainsi que la Loi sur les véhicules hors route, le cas échéant.

1. Déclarations à l'Assureur

Le preneur, de même que l'Assuré si l'Assureur le demande, est tenu de déclarer toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à influencer de façon importante un assureur dans l'établissement de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de l'accepter, mais il n'est pas tenu de déclarer les circonstances que l'Assureur connaît ou est présumé connaître en raison de leur notoriété, sauf en réponse aux questions posées.

On entend par preneur, celui qui soumet la proposition d'assurance.

2. Aggravation du risque

L'Assuré est tenu de déclarer à l'Assureur, promptement, les circonstances qui aggravent les risques stipulés dans la police et qui résultent de ses faits et gestes si elles sont de nature à influencer de façon importante un assureur dans l'établissement du taux de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de maintenir l'assurance.

L'Assureur, qui est informé des nouvelles circonstances, peut, conformément à l'article 21 des présentes dispositions, résilier le contrat, ou proposer, par écrit, un nouveau taux de prime, auquel cas l'Assuré est tenu d'accepter et d'acquitter la prime ainsi fixée, dans les trente jours de la proposition qui lui est faite, à défaut de quoi la police cesse d'être en vigueur.

Toutefois, s'il continue d'accepter les primes ou s'il paie une indemnité après sinistre, il est réputé avoir acquiescé au changement qui lui a été déclaré.

3. Fausses déclarations ou réticences

L'Assureur peut demander l'annulation du chapitre A si l'Assuré ou le preneur a fait des fausses déclarations ou réticences sur les circonstances, visées à l'article 1 et au premier alinéa de l'article 2 des présentes dispositions, qui sont de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans la décision d'accepter le risque. À moins que des fausses déclarations ou réticences de cette nature ne soient démontrées, l'Assureur demeure tenu

de l'indemnité envers l'Assuré, dans le rapport de la prime perçue à celle qu'il aurait dû percevoir.

L'Assureur peut demander l'annulation du chapitre B si l'Assuré ou le preneur a fait des fausses déclarations ou réticences sur les circonstances visées à l'article 1 et au premier alinéa de l'article 2 des présentes dispositions, qui sont de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable et ce, même en ce qui concerne les sinistres non rattachés au risque ainsi dénaturé. À moins que la mauvaise foi de l'Assuré ou du preneur ne soit établie ou qu'il ne soit démontré que le risque n'aurait pas été accepté par l'Assureur s'il avait connu les circonstances en cause, l'Assureur demeure tenu de l'indemnité envers l'Assuré dans le rapport de la prime perçue à celle qu'il aurait dû percevoir.

4. Manquements aux engagements formels

Les manquements aux engagements formels aggravant le risque suspendent la garantie. La suspension prend fin dès que l'Assureur donne son acquiescement ou que l'Assuré respecte à nouveau ses engagements.

5. Interdictions

L'Assuré ne doit ni conduire ou faire fonctionner le véhicule assuré, ni permettre à qui que ce soit d'en faire usage :

- a) sans être soit autorisé par la loi, soit apte à conduire ou à faire fonctionner le véhicule, ni sans avoir atteint soit seize ans, soit l'âge requis par la loi pour conduire;
- b) à des fins illicites de commerce ou de transport;
- c) dans une course ou épreuve de vitesse.

6. Examen du véhicule assuré

L'Assureur a le droit d'examiner à tout moment raisonnable le véhicule assuré, ses équipements et ses accessoires.

7. Déclaration de sinistre

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur, dès qu'il en a eu connaissance, tout sinistre de nature à mettre en jeu la garantie. Tout intéressé peut faire cette déclaration.

Le défaut de remplir l'obligation énoncée au premier alinéa, entraîne la déchéance du droit de l'Assuré à l'indemnisation, lorsque ce défaut a causé préjudice à l'Assureur.

8. Renseignements

À la demande de l'Assureur, l'Assuré doit, le plus tôt possible, faire connaître à l'Assureur toutes les circonstances entourant le sinistre, y compris sa cause probable, la nature et l'étendue des dommages, l'emplacement du bien, les droits des tiers et les assurances concurrentes. L'Assuré doit également fournir les pièces justificatives à l'appui de ces renseignements et attester, sous serment ou par affirmation solennelle, la véracité de ceux-ci.

Lorsque l'Assuré ne peut, pour un motif sérieux, remplir cette obligation, il a droit à un délai raisonnable pour l'exécuter. À défaut par l'Assuré de se conformer à son obligation, tout intéressé peut le faire à sa place.

L'Assuré doit de plus transmettre à l'Assureur, dans les meilleurs délais, copie de tous avis, lettres, assignations et actes de procédure reçus relativement à une réclamation.

9. Déclarations mensongères

Toute déclaration mensongère relative au sinistre entraîne pour son auteur la déchéance de son droit à l'indemnisation à l'égard du risque auquel se rattache ladite déclaration.

Toutefois, si la réalisation du risque a entraîné la perte à la fois de biens à usage professionnel et à usage personnel, la déchéance ne vaut qu'à l'égard de la catégorie de biens à laquelle se rattache la déclaration mensongère.

10. Abandon, protection et vérification des biens

L'Assuré ne peut abandonner le bien endommagé en l'absence de convention à cet effet avec l'Assureur.

Il doit faciliter le sauvetage du bien assuré et les vérifications de l'Assureur. Il doit, notamment, permettre à l'Assureur et à ses représentants de visiter les lieux et d'examiner le véhicule assuré, son équipement et ses accessoires.

Il doit de plus se charger, dans la mesure du possible et aux frais de l'Assureur mais sous peine de supporter les dommages imputables dans quelque mesure que ce soit à son défaut, de protéger le véhicule assuré contre tout danger de perte ou dommage supplémentaire; tant que l'Assureur n'a pas eu le temps matériel de procéder à l'examen du véhicule comme prévu à l'article 6 des Dispositions générales mentionné précédemment et à moins que la protection du véhicule ne l'exige, aucune réparation ne doit être entreprise et aucun

élément utile à l'appréciation des dommages ne peut être enlevé sans l'assentiment écrit de l'Assureur.

11. Admission de responsabilité et collaboration

Aucune transaction conclue sans le consentement de l'Assureur ne lui est opposable.

L'Assuré ne doit admettre aucune responsabilité, ni régler ou tenter de régler aucune réclamation, sauf à ses propres frais.

L'Assuré doit collaborer avec l'Assureur dans le traitement de toutes réclamations.

12. Établissement de la valeur des dommages et modalités de règlement

Sous réserve de la valeur au jour du sinistre, et compte tenu de la dépréciation de quelque nature qu'elle soit, la garantie se limite au coût du remplacement ou de la réparation à l'aide de matériaux de mêmes nature et qualité, étant précisé qu'en cas de désuétude et d'indisponibilité des pièces de rechange l'Assureur n'est tenu, toujours sous réserve de la valeur au jour du sinistre, qu'au dernier prix courant des pièces d'origine du fabricant.

Pour les fins de l'application de la garantie prévue ci-dessus, la valeur des dommages au véhicule désigné sera établie sur la base de pièces d'origine du fabricant si l'âge et le kilométrage sont de moins de deux (2) ans et de quarante mille kilomètres (40 000 km), ou de moins de un (1) an s'il s'agit d'un véhicule à usage commercial. Si l'âge et le kilométrage sont supérieurs, cette valeur pourrait être établie sur la base de pièces similaires de carrosserie. L'Assuré pourra néanmoins opter pour une pièce d'origine du fabricant, si disponible, en communiquant ce choix à l'Assureur au moment de la déclaration de sinistre. L'Assureur précisera alors les conditions et les coûts supplémentaires applicables que l'Assuré devra assumer en raison de ce choix.

En cas de perte totale ou réputée totale, la garantie s'étend, au gré de l'Assuré et moyennant présentation des pièces justificatives, au coût raisonnable de la remise en état à l'identique.

Sauf s'il y a arbitrage, l'Assureur, au lieu de verser ses indemnités en espèces, peut, sous réserve des droits des créanciers prioritaires et hypothécaires, dans un délai raisonnable, réparer, reconstruire ou remplacer les biens sinistrés au moyen d'autres biens de mêmes nature et qualité, moyennant avis écrit de son

intention dans les sept jours du moment où la demande d'indemnité lui est parvenue.

Dans tous les cas, l'Assureur a droit au sauvetage.

13. Contestation - arbitrage

En cas de contestation portant sur la nature, l'étendue ou le montant des dommages ou sur la suffisance du remplacement ou de la réparation, et indépendamment de tout litige mettant en cause la validité du contrat, un arbitrage doit intervenir. Chaque partie nomme un expert et les deux experts ainsi nommés s'adjoignent un arbitre désintéressé. Dès lors les deux experts opèrent en commun pour l'estimation des dommages - établissant séparément la valeur vénale et les dommages - ou pour l'appréciation de la suffisance des réparations ou du remplacement; le cas échéant, ils soumettent leurs différends à l'arbitre.

Faute par l'une des parties de nommer son expert dans les sept jours francs du moment où l'avis écrit de la partie adverse lui est parvenu ou par les experts de s'entendre sur le choix de l'arbitre dans les quinze jours de leur nomination, ou en cas de refus ou d'indisponibilité d'un expert ou de l'arbitre, la vacance ainsi créée doit être comblée, sur requête d'une des parties, par un tribunal ayant compétence à l'endroit de l'arbitrage.

La sentence arbitrale doit être rédigée à la majorité des voix. Quant au reste, la procédure prévue aux articles 940 à 951.2 du Code de procédure civile du Québec s'applique compte tenu des adaptations nécessaires. Chaque partie supporte les frais et honoraires de son expert et la moitié des frais et honoraires de l'arbitrage.

14. Non-renonciation

Aucun acte de l'Assuré ou de l'Assureur ayant trait à l'arbitrage, à la régularisation ou à la délivrance des demandes d'indemnité ou à l'enquête ou au règlement des sinistres ne saurait leur être opposable en tant que renonciation aux droits que leur confère le présent contrat.

15. Délais de règlement

Le règlement de toute indemnité au titre du chapitre B sera effectué dans le délai de soixante jours de la réception de la déclaration de sinistre ou de la réception des renseignements ou pièces justificatives requises par l'Assureur ou, le cas échéant, de quinze jours à compter de l'acceptation par l'Assuré de la sentence arbitrale.

16. Continuation de la garantie

La garantie est maintenue après tout sinistre.

17. Prescription

Toute action découlant de ce contrat se prescrit par trois ans à compter du moment où le droit d'action prend naissance.

18. Subrogation

Sous réserve de l'alinéa A 2) de la Garantie subsidiaire du chapitre B et jusqu'à concurrence des indemnités qu'il a payées, l'Assureur est subrogé dans les droits de l'Assuré contre l'auteur du préjudice, *sauf s'il s'agit d'une personne qui fait partie de la maison de l'Assuré*.

Quand du fait de l'Assuré, il ne peut être ainsi subrogé, il peut être libéré, en tout ou en partie, de son obligation envers l'Assuré.

19. Autres assurances - Responsabilité civile

Intervient en première ligne tout contrat d'assurance responsabilité civile établi au nom du propriétaire du véhicule en cause; tout autre contrat n'intervient qu'en cas d'insuffisance et même alors, uniquement à titre excédentaire.

Toutefois, toute assurance ne désignant pas expressément les véhicules assurés par elle et couvrant la responsabilité civile d'une entreprise d'activité professionnelle de garagiste intervient en première ligne en ce qui concerne les véhicules n'appartenant pas à ladite entreprise et faisant, au moment du sinistre, l'objet d'une activité professionnelle de garagiste; dès lors, les autres assurances n'interviennent qu'en cas d'insuffisance et, même alors, uniquement à titre excédentaire.

20. Renouvellement

Le présent contrat est renouvelé de plein droit, pour une prime identique et pour la même période, à son expiration, à moins d'un avis contraire émanant de l'Assureur ou de l'Assuré; lorsqu'il émane de l'Assureur, l'avis de non-renouvellement ou de modification de la prime doit être adressé à l'Assuré, à sa dernière adresse connue, au plus tard trente jours avant l'expiration.

Lorsque l'Assuré utilise les services d'un courtier, l'avis prévu dans le premier alinéa est transmis par l'Assureur au courtier, à charge par ce dernier de le remettre à l'Assuré.

21. Résiliation du contrat

Le présent contrat peut à toute époque être résilié :

- a) sur simple avis écrit donné à l'Assureur par chacun des Assurés désignés. La résiliation prend effet dès la réception de l'avis

par l'Assureur. L'Assuré a dès lors droit au remboursement de l'excédent de la prime acquittée sur la prime acquise pour la période écoulée, calculée d'après le tableau de résiliation accompagnant le présent contrat;

) par l'Assureur dans les soixante jours de sa date d'entrée en vigueur moyennant un avis écrit à chacun des Assurés désignés. La résiliation prend effet quinze jours après la réception de l'avis par l'Assuré désigné à sa dernière adresse connue.

À l'expiration de cette période de soixante jours, le contrat d'assurance ne peut être résilié par l'Assureur qu'en cas d'aggravation du risque de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans la décision de continuer à assurer, ou lorsque la prime n'a pas été payée. L'Assureur qui veut ainsi résilier le contrat doit en donner avis écrit à chacun des Assurés désignés; la résiliation prend effet trente jours après la réception de l'avis par l'Assuré désigné à sa dernière adresse connue ou, si le véhicule désigné au contrat, à l'exception d'un autobus scolaire, est un véhicule visé au titre VIII.1 du Code de la sécurité routière, quinze jours après la réception de l'avis.

L'Assureur doit rembourser le trop-perçu de prime soit l'excédent de la prime acquittée sur la prime acquise, calculée au jour le jour pour la période écoulée.

Lorsqu'un ou des Assurés désignés sont mandataires pour recevoir ou expédier l'avis prévu à l'un ou l'autre des alinéa a) et b), l'avis reçu ou expédié par ces mandataires est opposable à tous les Assurés désignés.

Dans la présente Disposition on entend par prime acquittée la prime effectivement versée par l'Assuré à l'Assureur ou à l'agent de ce dernier, étant notamment écartée de cette définition toute prime payée par un agent ne l'ayant pas reçue de l'Assuré.

22. Avis

Les avis destinés à l'Assureur peuvent être adressés par tout mode de communication reconnu, soit à l'Assureur, soit à un agent habilité de ce dernier. Les avis destinés à l'Assuré désigné peuvent lui être délivrés de la main à la main ou lui être adressés par courrier à sa dernière adresse connue.

Tableau de résiliation à court terme*
(Sauf les véhicules à usage saisonnier)

Table 1 (contrat 12 mois)					
Durée du contrat en jours	% de la prime à retenir	Durée du contrat en jours	% de la prime à retenir	Durée du contrat en jours	% de la prime à retenir
1 à 3	8	116 à 119	43	231 à 234	73
4 à 7	9	120 à 122	44	235 à 238	74
8 à 11	11	123 à 126	45	239 à 242	75
12 à 15	12	127 à 130	46	243 à 245	76
16 à 19	14	131 à 134	47	246 à 249	77
20 à 23	16	135 à 138	48	250 à 253	78
24 à 26	18	139 à 142	49	254 à 257	79
27 à 30	19	143 à 146	50	258 à 261	80
31 à 34	21	147 à 149	51	262 à 265	81
35 à 36	22	150 à 153	52	266 à 268	82
39 à 42	23	154 à 157	53	269 à 272	83
43 à 46	24	158 à 161	54	273 à 276	84
47 à 49	25	162 à 165	55	277 à 290	85
50 à 53	26	166 à 169	56	281 à 284	86
54 à 57	27	170 à 172	57	285 à 288	87
58 à 61	28	173 à 176	58	289 à 292	88
62 à 65	29	177 à 180	59	293 à 296	89
66 à 69	30	181 à 184	60	297 à 299	90
70 à 73	31	185 à 188	61	300 à 303	91
74 à 76	32	189 à 192	62	304 à 307	92
77 à 80	33	193 à 195	63	308 à 311	93
81 à 84	34	196 à 199	64	312 à 315	94
85 à 88	35	200 à 203	65	316 à 318	95
89 à 92	36	204 à 207	66	319 à 326	96
93 à 96	37	208 à 211	67	327 à 334	97
97 à 99	38	212 à 215	68	335 à 341	98
100 à 103	39	216 à 219	69	342 à 349	99
104 à 107	40	220 à 222	70	350 à 365	100
108 à 111	41	223 à 226	71		
112 à 115	42	227 à 230	72		

Tableau de résiliation à court terme*
(Véhicules à usage saisonnier)

Table 2 Motocyclettes, scooters vélomoteurs et cyclomoteurs		Table 3 Motoneiges	
	% de la prime à retenir		% de la prime à retenir
Janvier	0	Janvier	25
Février	0	Février	25
Mars	5	Mars	15
Avril	10	Avril	0
Mai	10	Mai	0
Juin	20	Juin	0
Juillet	20	Juillet	0
Août	20	Août	0
Septembre	10	Septembre	0
Octobre	5	Octobre	0
Novembre	0	Novembre	10
Décembre	0	Décembre	25

Ces contrats ne sont pas sujets à un crédit pour remisage

*Ces tables s'appliquent également à la résiliation d'une garantie ou d'un avenant

Ouvrages cités ou consultés

- Adam, Jean-Michel. *Linguistique textuelle : des genres de discours aux textes*. Nathan, 1999.
- Beauchemin, Normand. *Dictionnaire de fréquence des mots du français parlé au Québec fréquence, dispersion, usage, écart réduit*. New York : P. Lang, 1992.
- Benoit, Jean-Pierre. "Revue Critique des formules de lisibilité." *Pratiques* 52 (1986): 45-63. *Scholar.google.ca*. Web. 2 Oct. 2009.
- Bissardon, Sebastien. *Guide du langage juridique*. Paris: Lexis Nexis, 2005.
- Conley, John. *Just Words*. Chicago: University of Chicago, 2005.
- Cornu, Gérard. *Linguistique juridique*. Paris : Montchrestien, 2005.
- Dale, Edgar. *The Living World Vocabulary : the words we know : a national vocabulary inventory*. Chicago : Dome, 1976
- Darville, Richard. *The trouble with Legal Language*. Ottawa: CLIC, 1985.
- Davison, Alice, and Georgia Green. *Linguistic Complexity and Text Comprehension*. New Jersey: Lawrence Erlbaum, 1988.
- Didier, Emmanuelle. *Langues et langages du droit : étude comparative des modes d'expression de la common law et du droit civil, en français et en anglais*. Montreal : Wilson et Lafleur, 1990.
- DuBay, William. *Smart Language : Readers, Readability and the Grading of Text*. California : Impact Information, 2007.
- Fernbach, Nicole. *La lisibilité dans la rédaction juridique au Québec*. Ottawa: Centre Canadien d'information juridique, 1990.
- Flesch, Rudolf. *The art of readable writing*. New York: Harper and Row, 1949.
- Flesch, Rudolf. *The art of readable writing*. New York: Harper and Row, 1974.
- Flesch, Rudolf. *Say what you mean*. New York: Harper and Row, 1972.
- Gemar, Jean-Claude. *Difficultés du langage du droit au Canada*. Editions Y.Blais, 1997.

Gemar, Jean-Claude. *Jurilinguistique: entre langues et droits*. Bruxelles: Editions Thémis, 2005.

Gendreau, Isolde, comp. *Le lisible et l'illisible*. Montreal: Editions Thémis, 2000.

Gibbons, John. *Forensic Linguistics: an introduction to language in the justice system*. Malden, Mass: Blackwell Publishing, 2003

Gibbons, John. *Language and the Law*. New York: Longman, 1994.

Gémar, Jean-Claude. "Réflexions sur le langage du droit : problèmes de langue et de style." *Meta* 26.4 (1981) : 338-49. *Erudit.org*.

Goodrich, Peter. *Legal discourse : studies in linguistics, rhetoric and legal analysis*. London : Macmillan, 1987.

Gougenheim, Georges. *Dictionnaire fondamental de la langue française*. Paris : Didier, 1958

Gunning, Robert. *The Technique of Clear Writing*. New York : McGraw Hill, 1952

Henry, Georges. *Comment mesurer la lisibilité*. Paris : Fernand Nathan, 1975.

Ingber, Leon, and Patrick Vassart. *Le langage du droit*. Editions Nemesis, 1990.

Kittredge, Richard, and John Lehrberger. *Sublanguage: Studies of Language in a Restricted Semantic Domain*. Berlin: Walter de Gruyter, 1982.

Klare, George. *The measurement of readability*. Ames: Iowa University Press, 1963.

Klare, George. *Know your reader: the scientific approach to readability*. New York: Hermitage House, 1954.

Labov, William. *Addressing Social Issues through linguistic evidence, in Language and the law*. London : Longman, 1994

Levi, Judith N. Language as evidence: the linguist as expert witness in North American courts. 1 *Forensic Linguistics* 26 (1994).

Melinkoff, David. *The language of the law*. Boston : Little Brown, 1963.

O'Barr, William. *Linguistic evidence : language, power, and strategy in the courtroom*. New York: New York Academic, 1982.

Prefontaine, Clémence, and Claire Gélinas-Chebat. "*Exemple d'analyse de documents d'information.*"

Revaz, Francose, and Jean-Paul Bronckart. "Mesurer la lisibilité Une approche typologique." *Revue Française de pédagogie* 85 (1988): 37-46. *Scholars Portal*. 1 Oct. 2009.

Richardeau, François. *La lisibilité*. Presses des Petits-Fils de Leonard Parel, 1969.

Searle, John. *Speech Acts*. Cambridge: Cambridge University Press, 1969.

Sourieux, Jean Louis, and Pierre Lerat. *Méthodes du droit: L'analyse de texte*. Paris: Editions Dalloz-Sirey, 1992.

Tiersma, Peter. *Legal Language*. Chicago: University of Chicago, 1999.

Thorndike, Edward. *The Teacher's word book of 30 000 words*. New York : Columbia University, 1944.

Tousignant, Claude. *La linguistique en cour de justice*. Quebec: Presses de l'Université du Québec, 1990.

Wagner, Anne. *Legal language and the search for clarity :practice and tools*. New York :Peter Lang, 2006

_____. *For your information...Plain language*. Toronto : Canada Law Information Council, 1987.